



**PHOTOGRAPHIE**  
**GRACIELA ITURBIDE,**  
**LE MEXIQUE ENVOÛTANT**

**SCIENCES — SAPIENS, CET ANIMAL**  
**SOCIAL** **DIPLOMATIE — MACRON,**  
**UNE AUTRE VOIX FACE À LA RUSSIE**



**Courrier**  
**international**

N° 1632 du 10 au 16 février 2022  
 courrierinternational.com  
 France : 4,50 €

Algérie 5,30 DA, Allemagne 5,70 €, Andorre 5,20 €, Canada 7,95 \$CAN, DOM 5,10 €, Espagne 5,40 €, Grande-Bretagne 4,70 £, Grèce 5,40 €, Italie 5,40 €, Japon 850 ¥, Maroc 43 DH, Pays Bas 5,40 €, Portugal cont. 5,40 €, Sénégal 3,90 F CFA, Suisse 6,40 CHF, TOM 850 FPF, Tunisie 7,70 DT, Afrique CFA autres 3,50 F CFA.

# INFLATION

# LE CASSE-TÊTE

# MONDIAL

*Du Liban à l'Argentine, en passant par la France et tous les pays riches, la hausse des prix atteint des niveaux inédits depuis trente ans. Faut-il s'en inquiéter ? Les analyses de la presse étrangère.*



M 03183 - 1632 - F: 4,50 €



NO ENERGY TO WASTE\*

# PRODUIRE PLUS D'HYDROGÈNE VERT POUR ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE.

Parce qu'une transition énergétique efficace pour les industries et les territoires est une question d'équilibre, ENGIE mise aussi sur l'**hydrogène vert** dont le stockage permet de **pallier l'intermittence du solaire et de l'éolien.**

**Pour agir ensemble, chaque jour compte.**



The ENGIE logo, featuring a white curved line above the word 'ENGIE' in a bold, white, sans-serif font.

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

\*Pas d'énergie à perdre. Plus d'informations sur [engie.com/groupe/strategie](https://www.engie.com/groupe/strategie)  
ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Shutterstock.



**LES CHOIX DE "COURRIER"**

CLAIRE CARRARD

## Inflation : le casse-tête mondial

p.28

**P**lus 5 % en décembre dans la zone euro – du jamais-vu depuis vingt-cinq ans –, +5,4 % au Royaume-Uni, +6,8 % aux États-Unis en novembre, pas loin de +49 % en Turquie en janvier, les prix des aliments qui flambent en Algérie, en Tunisie, au Liban (+154 %), des inquiétudes au Japon... jusqu'en Argentine, où la hausse de l'indice des prix à la consommation a battu des records en 2021. Partout dans le monde (ou presque), l'inflation est de retour. On le pressentait depuis quelques mois, les chiffres de ce début d'année l'ont confirmé. Toute la question est de savoir si elle est là pour durer. Et s'il faut

s'en inquiéter. Y a-t-il un risque de surchauffe de l'économie ? s'interroge **CNN** dans un article qui décrypte bien les raisons de cet emballement. "Il y a un côté comportemental dans l'inflation, qui se transforme parfois en prophétie autoréalisatrice, écrit le site de la chaîne américaine. Quand les prix augmentent sur une assez longue période, les consommateurs anticipent : ils préfèrent acheter plus dès aujourd'hui s'ils pensent que les prix augmenteront demain. Ce qui a pour effet de doper la demande, et d'accentuer la flambée des prix." Comment en est-on arrivés là ? "C'est la faute de la pandémie, qui a débranché l'économie mondiale", explique encore **CNN**. La faute aussi à la flambée des prix de l'énergie. Face à la contraction de l'économie, les banques centrales ont injecté des milliards pour soutenir les entreprises, alimentant l'inflation. Les goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement n'ont rien arrangé. Quand la demande est répartie, l'offre

n'a pas pu suivre. Et les prix sont repartis à la hausse. C'est un cercle vicieux auquel sont confrontés la plupart des gouvernements européens aujourd'hui, analyse **Politico**. En France, la question du pouvoir d'achat est l'un des rares thèmes à s'être imposés dans la campagne électorale. Chaque candidat y va de sa solution. Faut-il bloquer les prix, augmenter les salaires ? Le débat est mondial, mais il a une résonance particulière à deux mois de la présidentielle..., même si les chiffres de l'économie française publiés récemment laissent penser que la France s'en est mieux sortie que les autres pendant la pandémie, comme l'a écrit Paul Krugman dans *The New York Times* (n° 1631). Comment font-ils ailleurs ? C'est toujours avec la même idée – aller regarder ce que font les autres pour mieux comprendre ce qui pourrait advenir chez nous – que nous avons choisi de monter cette une. L'article de *Politico* qui ouvre notre dossier décrypte

bien, à cet égard, les enjeux du débat : "Nous sommes face à un gros problème politique, et à un gros problème en matière d'égalité sociale si les salaires n'augmentent pas", estime ainsi un expert cité par le média. En Belgique, il est bien prévu d'indexer les salaires sur l'inflation, mais ce n'est pas le cas partout. Or, ne pas augmenter les salaires, "c'est s'exposer aux pressions des syndicats et à des grèves et autres conflits". Pour le moment, la plupart des gouvernements se contentent de mesures d'urgence, que *Politico* a recensées : en Hongrie, Viktor Orbán a bloqué les prix alimentaires essentiels pour trois mois au moins – une manipulation électorale, estime le magazine **Heti Világgazdaság**. En Italie, en Pologne, en Roumanie et en République tchèque, on cherche d'abord à réduire la facture énergétique. C'est le cas également en France, où le gouvernement a sorti le carnet de chèques pour limiter les répercussions de la hausse

des prix de l'énergie. Une politique à court terme, selon la correspondante à Paris du quotidien italien de gauche **Il Manifesto**. Le fond du problème, c'est que l'inflation ne fait que renforcer les inégalités. Il faut lire le reportage d'**El País America** en Argentine. "L'augmentation des prix, [aujourd'hui] de presque 1 % par semaine en moyenne, est l'un des principaux facteurs de l'aggravation de la pauvreté ces dernières années", écrit le quotidien. À plus long terme, les regards se tournent vers la Fed et la Banque centrale européenne. Faut-il relever les taux d'intérêt au risque de faire dérailler l'économie ? s'interroge le quotidien suisse **Le Temps**. Ou faudra-t-il apprendre à vivre avec l'inflation ? Il n'y a pas, pour l'heure, de réponse évidente.

**En couverture :**  
Inflation : **Kroll**, Belgique.  
Photographie : **Notre-Dame-des-Iguanes**, Juchitán, 1979,  
Photo Graciela Iturbide



## Sommaire

**CHINE** p.24

### J'ai dit non à la reconnaissance faciale

Les résidences des villes chinoises ont souvent recours à la technologie. Un habitant raconte son refus de s'y plier et ses mésaventures quotidiennes.

**FRANCE** p.12

### Pouvoir: où sont les femmes ?

Le sommet de l'État semble verrouillé par les hommes. La campagne de 2022 ne devrait pas y changer grand-chose, même si une femme était élue. La **Süddeutsche Zeitung** tente de comprendre pourquoi.



**LES SOURCES**

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

- Americas Quarterly** New York, trimestriel.
- Ha'Aretz** Tel-Aviv, quotidien. **CNN** (edition.cnn.com) Atlanta, en ligne. **The Daily Telegraph** Londres, quotidien. **Le Devoir** Montréal, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **Hankyoreh** Séoul, quotidien. **Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien. **Neue Zürcher Zeitung** Zurich, quotidien. **New Frame** (newframe.com) Johannesburg, en ligne. **New Scientist** Londres, hebdomadaire. **El País América** (elpais.com/america) Mexico, en ligne. **Politico** Bruxelles, hebdomadaire. **Revista Ñ** Buenos Aires, hebdomadaire. **South China Morning Post** Hong Kong, quotidien. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **To Vima** Athènes, hebdomadaire. **The Wall Street Journal** New York, quotidien. **Weixin (WeChat)** (weixin.qq.com) Shenzhen, en ligne.

DESSIN MIX & REMIX, SUISSE

**PHOTOGRAPHIE** p.42

### GRACIELA ITURBIDE, LE MEXIQUE ENVOÛTANT

Graciela Iturbide, 79 ans, est l'une des étoiles de la photographie mexicaine. La Fondation Cartier, à Paris, lui consacre une rétrospective. L'hebdomadaire **Revista Ñ** l'a interviewée.

**360°**

**SCIENCES** p.36

### Mon ami "Sapiens"

Il y a 300 000 ans, *Homo sapiens* a supplanté d'autres hominidés. Peut-être grâce à son empathie et à sa forte dépendance aux autres, explique le **New Scientist**.



PHOTO GRACIELA ITURBIDE



## SOMMAIRE

## 7 jours dans le monde

6. **Diplomatie.** Macron, l'équilibriste qui dérange  
11. **Controverse.** Neil Young met-il Spotify en danger ?

## D'un continent à l'autre

12. **France.** Où sont les femmes ?

16. **Diplomatie.** Poutine sait ce qu'il veut, pas l'Occident

18. **Suisse.** Droit animal, un cas d'espèce

19. **Grèce.** Bientôt, des policiers sur les campus

20. **Somaliland.** Un pays en quête de reconnaissance internationale

22. **Brésil.** Présidentielle : l'armée en embuscade

23. **Canada.** Le "convoi de la liberté" serre à droite

24. **Chine.** J'ai dit non à la reconnaissance faciale

26. **Israël.** À Tel-Aviv, l'obsession de la rénovation urbaine

27. **Terrorisme.** Malgré la mort de son chef, l'EI reste une menace

## À la une

28. Le casse-tête de l'inflation

## Transversales

36. **Sciences.** Mon ami "Sapiens"

38. **Santé.** Une thérapie prometteuse contre la leucémie

40. **Économie.** Les Gafam font face à une armada réglementaire

## 360°

42. **Photographie.** Graciela Iturbide, le Mexique envoûtant

46. **BD.** En Afrique du Sud, des rebelles et leurs idéaux

48. **Plein écran.** La Corée du Sud, nouveau champ de bataille du streaming

50. **Histoire.** Le putsch raté de Wall Street contre Roosevelt



## SUR NOTRE SITE

## À suivre. Crise aux frontières de l'Ukraine

Négociations, envois de troupes, compromis éventuels... Suivez l'actualité de la crise russo-ukrainienne vue par la presse étrangère.

## Société. Vers l'extinction du foot ?

Une Coupe du monde dans le désert dont personne ne veut, une Fifa considérée comme corrompue, un championnat allemand "ennuyeux" et moins de temps à consacrer au foot... En Allemagne, le ballon rond n'a plus la cote auprès de la génération Z. **Die Welt** estime même qu'on assistera à "la quasi-extinction du foot" quand les boomers et les milléniaux ne seront plus là.

## Courrier des recettes.

## À la découverte de la chipa

Cuisinée dans les familles et vendue partout dans la rue, la chipa, ce petit pain de manioc à la texture élastique, est depuis plus de quatre cents ans la star de la région frontalière entre le Paraguay, l'Argentine et le Brésil. Le site **Nea Hoy** revient sur l'histoire de ce pain, aliment national du Paraguay depuis 2015. À découvrir samedi dans notre Courrier des recettes.

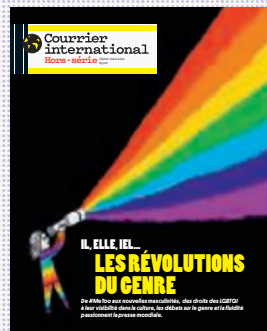
**L'horoscope de Rob Brezsný** Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

NOTRE NOUVEAU  
HORS-SÉRIE

Droits LGBTQI, nouveaux féminismes, fluidité... Les débats dans la presse étrangère



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

## Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international  
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

## Je m'abonne pour :

1 AN (52 numéros) au prix de 129 € au lieu de 218,80 €\*

1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de 159 € au lieu de 269,80 €\*

RCO22BAO001A

Monsieur  Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :  
<https://abo.courrierinternational.com/ours2022>  
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

\* Prix de vente au numéro. Étranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site internet : [boutique.courrierinternational.com/cgv-co](http://boutique.courrierinternational.com/cgv-co)

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

## Courrier international

## Avantages abonnés :

Rendez-vous sur [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

■ La version numérique du magazine dès le mercredi soir

■ L'édition abonnés du site internet

■ Nos archives, soit plus de 100 000 articles

■ L'accès illimité sur tous vos supports numériques

■ Les applications iOS et Android

■ Réveil Courrier

## Votre abonnement à l'étranger :

Belgique :

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com

USA-Canada :

(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com

Suisse :

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

## Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Février 2022. Commission paritaire n° 0722C82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web

[www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) Courriel [lecteurs@courrierinternational.com](mailto:lecteurs@courrierinternational.com)

Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (1612) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web),

Matthieu Recarte Responsable du numérique Joffrey Ricome Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (1631), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (1698), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (1730) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 1748) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 1604), Carole Lyon (Belgique, 1736), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 1974), Beniamino Morante (Italie, 1972), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lorehntz (chef de rubrique, 1693) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 1614), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 1657), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 1639), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 1624), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Bousson (Afrique australe et Afrique de l'Est) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 1647), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 1615), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bélociel (chef des informations, 1732), Hugo Florent (1674), Delphine Veaudor (1676) HISTOIRE Mélanie Lifschitz (1696)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 1632), Carole Lyon (éditrice web, 1736), Hoda Saliby (éditrice web, 1635), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 1665), Louise Dugeal (développement web) COURRIER EXPAT Ingrid Thrwth (1651), Jean-Luc Majouret (1642)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briaud (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (1653), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 1637), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (1670) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (1666) INFORMATIQUE Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 1737), Jessica Robineau (1608), Alizée Marchal (1738)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Jean-Baptiste Bor, François Burkard, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Lecalle, Louis Daboal Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Jeanne Fournneau, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Éléonore Nicolas, Zoé Poisson, Isabelle Taudière, Rachel Teysandier, Marie-Laure Theodule, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11469, 75707 Paris Cedex13, tél. : 0157282000 Présidente Laurence Bonicalzi Bridier, Directrice générale adjointe, Marketing & Études Elisabeth Cialdella (elizabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) Directeur délégué Activités programmées, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (1606) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (1652) Comptabilité 0148884551 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (0157283220) Chef de produits Valentin Moreau (0157283399) Communication et promotion Brigitte Billiard, Christiane Montillet MARKETING Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1739), Kevin Jolivet (1689), Martine Prévot (1649), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 0321130431 Fax 0157674496 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com). Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing Offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Origine du papier: Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Étranger: Ptot - 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.



# CORSAIR

Voyagez en bonne compagnie | ✈



ON ADORE  
VOUS PRENDRE SOUS  
NOTRE AILE | ✈

Avoir une équipe attentionnée,  
à l'écoute de vos envies et de vos attentes,  
c'est ça voyager en bonne compagnie.



# Diplomatie. Macron, l'équilibriste qui dérange

Le président français multiplie les initiatives en faveur d'une "désescalade" dans le conflit en Ukraine.

"La prise de risque fait partie de son style politique", selon cette analyse allemande publiée quelques heures avant son déplacement au Kremlin.



—**Süddeutsche Zeitung** (extraits)  
Munich

Le président voyage seul, mais il emmène les autres avec lui. C'est le message qu'a émis l'Élysée le week-end dernier. Le 7 février, Emmanuel Macron se rendra à Moscou où il rencontrera son homologue russe, Vladimir Poutine, puis, le 8, il ira à Kiev pour un entretien avec le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Auparavant, le président français a eu des discussions avec ses partenaires de l'UE. Le samedi 5 février, il a parlé au téléphone avec le Premier ministre britannique, Boris Johnson, le Premier ministre letton, Arturs Krisjanis Karins, mais aussi avec le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg. L'équipe



**ANALYSE**

de Macron a résumé ces conversations en une seule formule : le président aurait rappelé la "nécessité d'une désescalade et du dialogue". Et Paris serait en contact étroit avec ses partenaires et alliés. Du point de vue de l'Élysée, l'idée est de présenter Macron comme un négociateur bénéficiant du soutien de tous.

Dans le même temps, il reste fidèle au rôle qu'il a endossé depuis 2017. Celui d'un homme politique qui guide, qui montre le chemin.

**L'image que Macron se fait de la Russie aurait changé, estiment les observateurs, elle serait devenue "plus réaliste", entend-on à Paris.**

✓ De gauche à droite : Vladimir Poutine, Emmanuel Macron, Volodymyr Zelensky. Dessin de Kichka paru dans **l24news**, Tel-Aviv.

## À la une

### MACRON "N'EST PAS VENU LES MAINS VIDES"



"Un format normal", titre **Izvestia** le 8 février au lendemain de la rencontre au Kremlin entre les présidents russe et français. Car pour le quotidien russe,

les menaces de guerre à la frontière ukrainienne méritaient bien les presque six heures d'échanges entre les deux chefs d'État. Dès les premières minutes, "les questions de sécurité ont occupé le cœur des discussions", écrit le journal. En préambule, Vladimir Poutine a regretté que "les inquiétudes exprimées par la Russie restent sans réponse". Mais Emmanuel Macron "n'est pas venu dans la capitale russe les mains vides", souligne le quotidien. Paris a présenté "un plan de désescalade, dont certains éléments peuvent servir de base à un compromis", a admis le maître du Kremlin.

Les détails des propositions françaises ne seront cependant pas connus avant plusieurs semaines : avant de les dévoiler, croient savoir **Izvestia**, le président français devait déjà les présenter à son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, qu'il a rencontré le 8 février à Kiev, puis à ses partenaires de l'Otan. Ce n'est qu'après ce premier ballet diplomatique qu'"il y aura de nouveaux pourparlers avec la Russie".

D'aucuns ont voulu y voir la preuve qu'en fin de compte le gaulliste en lui avait repris le dessus, et que, comme chez la plupart de ses prédécesseurs, il n'était mû que par l'intérêt de la France ; qu'on ne pouvait pas lui faire confiance dans les relations avec la Russie.

Entre-temps, l'image que Macron se fait de la Russie aurait clairement changé, estiment les observateurs, elle serait devenue "plus réaliste", entend-on à Paris. D'une part, Poutine lui-même a contribué à cette désillusion, lui dont le comportement en Europe et dans le reste de monde est désormais inacceptable pour Macron. De plus, des activités comme celles des mercenaires russes de Wagner au Mali entrent directement en conflit avec les intérêts français. D'autre part, Paris a compris dans quelle mesure une relation franco-russe de part exaspérait les partenaires est-européens de l'Otan et de l'UE, comme les pays Baltes ou la Pologne.

# CORSAIR

Voyagez en bonne compagnie | ✈



**SURFEZ AVANT MÊME  
D'ARRIVER À LA PLAGE**



Pouvoir profiter de **4 packs wifi**  
tout au long de son vol,  
c'est ça voyager en bonne compagnie.

6 ← Macron a réagi en prétendant “européaniser” la politique russe et agir de nouveau de façon plus synchronisée avec l’Otan. En collaboration plus étroite avec les États-Unis et la Grande-Bretagne. Ce faisant, il s’envisage plus que jamais dans un rôle de pointe en Europe, ce qui explique son intervention dans les tensions avec la Russie. Angela Merkel, première partenaire de dialogue avec Poutine lors de toutes les crises des années passées, n’est plus là. Par ailleurs, en tant que

## Un éventuel succès de Macron en politique extérieure aurait le don de déplaire à ses adversaires.

président en exercice du Conseil de l’UE, Macron dispose également du mandat qui lui permet de faire connaître la position de l’Europe sur la crise en Ukraine. Simultanément, grâce à son rôle actif de médiateur dans le conflit actuel, il peut démontrer ce qu’il préconise depuis longtemps : de son point de vue, l’Europe peut et doit consolider son indépendance stratégique sur les questions géopolitiques.

La volonté de Macron de mettre le holà aux ambitions de Poutine est manifeste. Il refuse plus particulièrement l’idée du président russe d’une “Europe de Yalta”, autrement dit, une division en sphères d’influence telle qu’elle avait été négociée entre les Alliés en Crimée pendant la Seconde Guerre mondiale (lire pages 16-17). Dès novembre, il menaçait Poutine de “conséquences sérieuses” si la Russie envahissait l’Ukraine. De plus, la France a proposé de déployer des soldats en Roumanie afin d’y renforcer l’Otan. Dans un entretien avec *Politico* peu avant son déplacement à Moscou, il n’a laissé planer aucun doute quant à ses intentions. “L’objectif géopolitique de la Russie aujourd’hui n’est clairement pas l’Ukraine, mais de clarifier les règles de cohabitation avec l’Otan et l’UE”, a-t-il assuré. Les inquiétudes de la Russie en matière de sécurité seraient légitimes.

Le fait que les électeurs voient en lui un homme politique d’envergure internationale ne peut que lui être profitable à la veille de l’échéance présidentielle d’avril prochain.

Christian Jacob, le patron des Républicains, le parti de la droite conservatrice, a bien montré qu’un éventuel succès de Macron en politique extérieure aurait le don de déplaire à ses adversaires. Lors d’une interview télévisée, il a lancé le 4 février que Macron était “totalement inexistant sur la scène internationale” et qu’il n’aurait “pris aucune initiative” sur la crise en Ukraine.

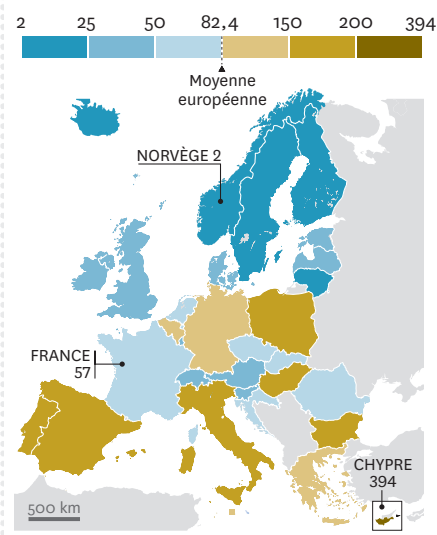
—Thomas Kirchner et Nadia Pantel  
Publié le 7 février

## L’INFOGRAPHIE DE LA SEMAINE

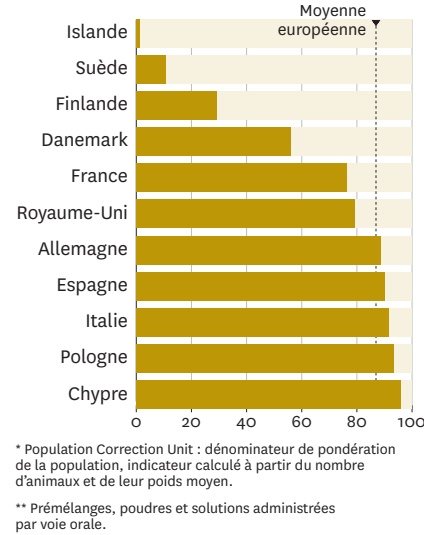
# Haro sur les antibiotiques à haute dose !

### Ventes d’antibiotiques

(en mg de principe actif par kg de PCU\*, 2020)



### Part des traitements préventifs\*\* dans les ventes (en %)



\* Population Correction Unit : dénominateur de pondération de la population, indicateur calculé à partir du nombre d’animaux et de leur poids moyen.

\*\* Prémélanges, poudres et solutions administrées par voie orale.

**MÉDICAMENTS** — “Pour les agriculteurs de l’Union européenne, c’en est fini des fortes doses”, écrit *The Economist* le 2 février, commentant l’entrée en vigueur de règles plus strictes en matière d’administration d’antibiotiques aux animaux d’élevage. “Il n’est plus possible d’administrer ces médicaments en masse au bétail de façon préventive ni de s’en servir pour compenser les manquements dans le domaine du bien-être des animaux.” L’objectif est de lutter contre les résistances, tant dans les cheptels que chez les humains, car “les virus résistants aux antibiotiques qui se développent chez les animaux peuvent être transmis à l’homme – souvent par l’alimentation”. Les nouvelles règles européennes sont applaudies par les milieux médicaux. Mais, comme le montrent cette carte et ce graphique, certains pays appliqueront la loi plus facilement que d’autres.

## Jeff Bezos gêné par un pont

**PAYS-BAS** — Jeff Bezos, le fondateur d’Amazon, pourrait-il sortir son superyacht du chantier naval d’Alblasserdam? Ou, plus précisément, le trois-mâts de 127 mètres de longueur pourra-t-il rejoindre la mer cet été via Rotterdam? Pour ce faire, il lui faudra franchir un ultime obstacle, un pont construit en 1927. Mais, note sur son site

**Rijnmond**, la télévision de la région, le *Y721* “sera tellement grand qu’il ne pourra pas passer sous le ‘De Hef’”. Et ce en dépit de la hauteur du pont, dont la partie centrale culmine à 46 mètres. Une demande

d’autorisation pour le démonter provisoirement aurait été déposée auprès des autorités de Rotterdam, annonce qui, le 1<sup>er</sup> février, a mis le feu aux réseaux sociaux. Car ces mêmes autorités s’étaient engagées à ne plus jamais toucher à cet ouvrage après une rénovation en 2017.

## Chasse à l’épave dans les glaces

**AFRIQUE DU SUD** — Ils espèrent “entrer dans l’histoire”, écrit le journal sud-africain *Sunday Times*. Le 5 janvier, un équipage sud-africain appuyé par des scientifiques internationaux a mis le cap sur la mer de Weddell, depuis Le Cap, pour tenter de retrouver l’*Endurance*, un navire de légende qui a fait naufrage en 1915. Ernest Shackleton, responsable de l’expédition,

s’était alors donné pour mission de devenir le premier à traverser l’Antarctique à pied. Mais le navire avait été piégé par les glaces. Pendant un an, les marins avaient espéré que la glace fonde et le libère. Mais, comprimé par la banquise, il avait fini par sombrer par 3 000 mètres de profondeur. La recherche de l’épave, appuyée par des sous-marins, constitue un immense défi technique – une première expédition avait échoué en 2019.

## Un jour férié pour la victoire



**SÉNÉGAL** — Les “Lions de la Teranga” auront attendu la 33<sup>e</sup> édition de la Coupe d’Afrique des nations

pour décrocher un premier titre, le 6 février, à Yaoundé, au Cameroun. Ce qui fait rugir de plaisir le quotidien *Rewmi* en une, le lendemain : “Enfin!” Les Sénégalais ont obtenu leur victoire aux tirs au but face à l’Égypte, mettant Dakar et le reste du pays dans un état de “folie totale”, selon le journal. Pour mieux accompagner cette liesse, le président Macky Sall a décrété que le 7 février serait jour férié.

## Kaïs Saïed s’en prend à la justice

**TUNISIE** — Plus que jamais seul maître à bord : après s’être arrogé les pleins pouvoirs en juillet 2021 en décrétant le gel du Parlement, le président Kaïs Saïed s’en prend désormais à la justice. Le 5 février, il a ainsi décidé de dissoudre le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), l’instance qui veille à l’indépendance de la justice, rapporte le site *Webdo*. Il a notamment accusé le CSM de “corruption et partialité”. Les magistrats n’ont toutefois pas dit leur dernier mot : en dépit du déploiement de forces de l’ordre autour du siège du CSM, ils ont dit ne pas vouloir obtempérer et menacent de lancer un appel à la grève.



↗ Dessin de Boligán paru dans *El Universal*, Mexico.

SOURCES : AGENCE EUROPÉENNE DES MÉDICAMENTS, THE ECONOMIST

LA CHINE AVANT LE COMMUNISME

# 神韻晚會 2022 SHEN YUN



**14 JANVIER-13 MAI 2022 | PALAIS DES CONGRÈS DE PARIS**

0892 050 050 (0,35 € TTC/min), [agendaparis.fr](http://agendaparis.fr)

4 FÉVR.-6 JUIN Montpellier | 6-9 FÉVR. Aix-en-Provence | 15-20 FÉVR. Nantes  
8-10 AVR. Nice | 13-17 AVR. Roubaix | 19-24 AVR. Tours



**ShenYun.com/FR 0 805 386 386**

APPEL GRATUIT

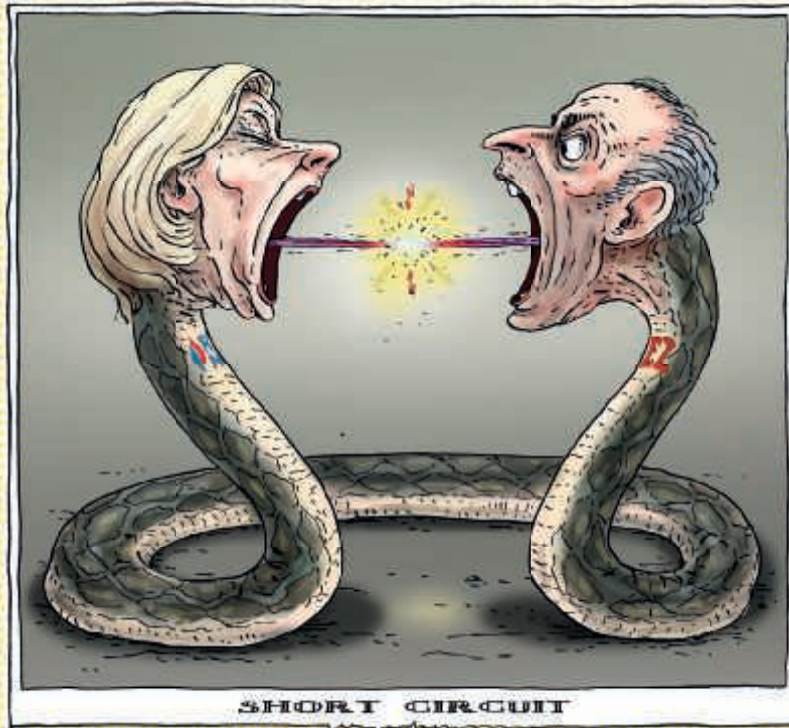


ticketmaster



10.

L'ŒIL  
DE BERTRAMS



Le dessinateur néerlandais, régulièrement publié dans l'hebdomadaire, croque l'actualité française pour *Courrier international* jusqu'au second tour de l'élection présidentielle.

↑ "Court-circuit". Dessin de Joep Bertrams, Pays-Bas, pour *Courrier international*.

## Campagne. "Une lutte sans scrupule" à l'extrême droite

La presse étrangère tente de décrypter le duel entre Marine Le Pen et Éric Zemmour. Un soap opera qui ne mine pourtant pas la popularité des deux candidats, qui se sont livrés le 5 février à une "guerre des meetings".

Il fut un temps où les meetings de Marine Le Pen attiraient les ennuis. Plus maintenant", constate le site européen de **Politico**. "Sous un portrait géant de la candidate d'extrême droite, les militants sont entrés calmement dans le centre de conférence de Reims" pour le lancement officiel de la campagne du Rassemblement national (RN), dans une ambiance "assiettes de frites" et "musique des années 80".

Autour du Grand Palais de Lille, où Éric Zemmour tenait son deuxième meeting, il y avait nettement plus d'électricité dans l'air, note le site. "Des dizaines de fourgons de police étaient alignés sur les trottoirs, et des policiers armés de mitraillettes et vêtus

de gilets pare-balles" surveillaient les longues files de militants, pendant que des centaines de manifestants antiracistes défilaient dans les rues de Lille pour protester contre la venue du polémiste. "Les ennuis ont changé de camp", résume **Politico**.

Pour ses retrouvailles avec ses partisans, Marine Le Pen a déroulé ses thèmes favoris, notamment le déclin de la France et le rejet de l'immigration, mais ne s'est pas appesantie sur le cas Zemmour, préférant réserver ses piques au président, rapporte à Londres **The Daily Telegraph**. "Emmanuel Macron n'est pas seulement méprisant, il est déprimant", a-t-elle lancé, décrivant une France "polytraumatisée" et "abandonnée"



Revue de presse

par le chef de l'État. De son côté, Éric Zemmour a prononcé un discours plus orienté sur l'économie, glorifiant la France "qui travaille", fustigeant "l'assistanat" et promettant d'être "le président qui réunira l'entrepreneur et le travailleur".

Mais au-delà des programmes, c'est l'affrontement délibéré entre les deux figures d'extrême droite qui retient l'attention de la presse étrangère. **El Periódico** évoque une "guerre des meetings", qui reflète "la lutte sans scrupule" entre les deux candidats, au coude à coude dans les intentions de vote - autour de 14 %, selon les derniers sondages. Le quotidien catalan note que Zemmour, en voulant "priver Le Pen de son statut d'apôtre de la xénophobie et de l'ultra-nationalisme dans la politique française", a poussé la présidente du RN à "adoucir son image et à améliorer sa popularité", en s'efforçant de paraître moins extrémiste.

L'agence de presse **Reuters** souligne qu'effectivement, durant son discours, Marine Le Pen s'est livrée à de rares confidences personnelles, évoquant les "épreuves" de sa jeunesse - "le divorce de ses parents quand elle était adolescente, l'attaque à la bombe dont sa famille fut la cible en 1976" - et sa vie de "mère célibataire". Mais **El Periódico** se demande si cette entreprise de "banalisation" ne risque pas de rendre Marine Le Pen "invisible dans cette campagne". Un questionnaire qui affleure également dans les rangs du RN, où l'on craint qu'en "penchant vers le courant dominant", Le Pen ne fasse désormais "partie des meubles", écrit **Politico**.

Cette guerre est digne d'un "soap opera", estime pour sa part la **Süddeutsche Zeitung**, tout en regrettant que "la popularité de leurs idées n'en pâtisse pas". Ces dernières trouvent l'adhésion de 30 % des votants français, rappelle le quotidien allemand de centre gauche, qui se demande comment "deux candidats d'extrême droite peuvent coexister" en France. "Ce n'est pas parce qu'une chose paraît puérile qu'elle est inoffensive."

Leur stratégie commune est analysée par **Le Temps**. Les deux candidats cherchent à "convaincre le peuple qui, par son vote (ou son abstention), fera la différence", écrit le quotidien suisse. "D'où la profusion, de part et d'autre, de propositions sociales centrées sur le pouvoir d'achat dans un pays où, selon un récent sondage Odoxa, trois Français sur quatre pensent qu'il a nettement baissé depuis un an, obligeant 58 % d'entre eux à 'se priver de sorties et de loisirs pour garder la tête hors de l'eau'."

Quand bien même aucun des deux n'atteindrait le second tour, la "guerre de l'extrême droite ne s'arrêterait pas là", prédit **Le Soir** à Bruxelles. "L'échec serait alors prétexte à un cinglant droit d'inventaire avant la recomposition d'un camp qui, unifié, n'aurait jamais pesé autant dans une élection présidentielle."

— **Courrier international**

COMMENT ÇA VA  
LES FRANÇAIS ?

MARC BASSETS, correspondant en France du quotidien espagnol **El País**.



## "Le climat d'angoisse crée lui-même de l'angoisse"

Comment les Français vivent-ils cette campagne très ancrée dans les thématiques de l'extrême droite ? Une partie de la population est angoissée par ce qu'elle ressent comme un déclin de la France, une menace existentielle. Cette angoisse identitaire explique en grande partie que l'extrême droite soit si forte en France. Une autre partie est angoissée par ce climat d'angoisse ! D'autant qu'il influe beaucoup sur la campagne. Les Français s'intéressent avant tout à leur bien-être personnel, familial, au fait d'avoir un certain confort de vie. Mais en ce moment, c'est cette thématique de l'identité qui polarise : menace islamiste, racisme, immigration. Je ne pense pas que ce soit ce qui intéresse la majorité des Français, mais c'est ce qui marque le débat.

Les Français ont-ils une image plus négative de leur pays que le reste du monde ?

Oui. Or, les données macroéconomiques pour la France sont très bonnes, malgré la pandémie. Mais cela ne veut pas dire que tout va bien pour tout le monde : des Français souffrent, ont du mal à boucler leurs fins de mois, sont victimes de discriminations, etc. De plus, il y a une différence entre les faits, les données objectives, et le ressenti. Il ne faut pas mépriser le ressenti.

Comment percevez-vous le moral des électeurs de gauche ?

Sur une échelle de 1 à 10, je dirais qu'il est à 2 ou 3. Ils n'ont pas de ligne, pas de projet qui les entraîne, et ont la sensation que le curseur des débats est plutôt à droite. Pourtant, il y a une France de gauche, importante numériquement, historiquement, avec une tradition, mais elle a trop de candidats et trop de divisions pour s'y retrouver.

— **Courrier international**

Retrouvez l'intégralité de cet entretien en vidéo sur notre site Internet.

CONTROVERSE



# Neil Young met-il Spotify en danger ?

Sommée par le rockeur de choisir entre ses chansons et un podcast qui relaie des propos antivax, la plateforme de streaming a choisi le second. Est-ce judicieux sur le long terme ?

NON

## Ce n'est que de la gesticulation

—Los Angeles Times (extraits)  
Los Angeles

Neil Young, lassé d'entendre le roi du podcast, Joe Rogan, diffuser de fausses informations sur Spotify, a lancé [le 24 janvier] un ultimatum à la plateforme. "C'est Rogan ou Young, a-t-il déclaré. Pas les deux."

Spotify a choisi Rogan, ce qui a fait scandale. Joni Mitchell et d'autres musiciens ont suivi l'exemple de Neil Young. Meghan Markle et le prince Harry, qui ont un gros contrat avec Spotify, ont fait part de leurs "préoccupations". L'action de la société a perdu des milliards en Bourse au cours de la semaine, ce qui a poussé le cofondateur de l'entreprise, Daniel Ek, à réagir en publiant [le 30 janvier] un ensemble de règles pour la plateforme et en promettant d'ajouter des recommandations sur les contenus.

Mais le message était clair : qu'il s'agisse de défendre la liberté d'expression ou d'assurer ses profits, Spotify soutient Rogan. Et certains se demandent si cet épisode n'est pas sur le point de déclencher un exode d'artistes qui risquerait de mettre en péril la position dominante de Spotify en matière de streaming musical.

C'est très peu probable, et voici pourquoi.

Pour commencer, s'il est tout à fait admirable de la part de Neil Young de faire passer ses principes avant ses profits, il prend quand même moins de risques que nombre de ses collègues. Le chanteur de *Heart of Gold* n'a jamais vraiment eu besoin de Spotify, puisque ce service ne lui rapporte que 10 % de ses revenus. La plupart des autres musiciens, en revanche, ont beaucoup souffert de l'absence de concerts et de tournées pendant la pandémie. Pour ces musiciens, il est risqué d'abandonner l'une de leurs dernières sources de revenus. C'est d'autant plus vrai pour les artistes ayant un public plus jeune, dont le départ pénaliserait davantage Spotify. Le public de Young, composé de boomers de gauche, ne représente pas une cible incontournable pour le secteur du streaming.

Spotify n'a pas besoin de Young, mais il a besoin de Rogan. Le géant du streaming

aurait déboursé plus de 100 millions de dollars pour l'embaucher ; à l'époque, Rogan affirmait que son émission [désormais proposée en exclusivité sur la plateforme suédoise] comptait 190 millions de téléchargements par mois. Il est la pièce maîtresse de la stratégie déployée depuis des années par Spotify pour devenir le Netflix de l'audio.

Comparés à la musique – ce borbier inextricable de contrats entre chanteurs, auteurs-compositeurs, producteurs, maisons de disques et détenteurs des droits d'auteur –, les podcasts sont généralement plus simples à gérer et plus rentables. Dans la plupart des cas, les grands noms reçoivent un cachet fixe et c'est tout – pas de droits d'auteur à payer, pas de renégociations des droits. Les épisodes peuvent être diffusés à l'infini sur une plateforme et sont très recherchés par les annonceurs, puisqu'ils produisent chaque année plus de 1 milliard de dollars de recettes publicitaires aux États-Unis.

Enfin, et c'est peut-être le point le plus délicat, la plateforme Spotify ne veut pas ouvrir la boîte de Pandore en commençant à expulser Rogan et ses semblables, alors qu'elle accueille nombre d'autres podcasteurs tout aussi problématiques. Les musiciens sont confrontés au même dilemme. S'ils quittent Spotify parce que le service de streaming propage de fausses informations sur le Covid, ils devront se poser la question des réseaux sociaux. Ces derniers, qui leur permettent de faire la promotion de leur musique, sont également des temples de la désinformation.

**Maigre part.** Y a-t-il un seuil critique à ne pas dépasser pour Spotify, un certain nombre d'artistes dont les objections conduiraient l'entreprise à envisager de se débarrasser de Rogan ? Disons que ce serait sans doute différent si le boycott venait de Drake et de Taylor Swift – qui comptent plus de 50 millions d'auditeurs mensuels – et non de Young et de Mitchell, qui représentent une maigre part des écoutes. Ce qui serait plus grave pour Spotify, c'est qu'une maison de disques retire tous ses artistes, ce qui mettrait en péril la proposition phare de Spotify, à savoir offrir un catalogue quasi illimité aux abonnés.

Or, en raison des implications financières que cela représente, il est peu probable que l'un ou l'autre de ces scénarios se réalise. L'issue la plus probable est la suivante : Spotify accuse le coup à court

terme, mais garde sa place de géant du streaming. Pour Neil Young, cet épisode vient redorer son image de contestataire toujours prêt à défendre une cause, quel qu'en soit le prix. Un bon compromis en matière de notoriété.

—Zack O'Malley Greenburg\*  
Publié le 31 janvier

\*Ancien éditeur du magazine économique américain *Forbes*, auteur sur la plateforme Substack d'une newsletter consacrée à l'actualité de l'industrie musicale.

OUI

## L'image du groupe suédois se brouille

Spotify doit-il bannir des contenus ?" Telle est la question que l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* posait à ses lecteurs, dans sa première édition de février. En Europe comme en Amérique du Nord, le bras de fer perdu par Neil Young contre la plateforme de streaming a fait couler beaucoup d'encre. Et la polémique a montré à quel point l'image de Spotify était en train d'évoluer, en même temps que sa stratégie commerciale.

Pour la journaliste espagnole Irene Lozano, il est évident que les dirigeants du service suédois "n'ont rien de personnel contre Young, ni aucune aversion pour la science, ils sont même sans doute vaccinés contre le Covid". Mais "leur boulot est de faire des affaires", et s'ils ont payé un pont d'or à Rogan pour pouvoir diffuser son podcast en exclusivité, "c'est parce que l'investissement est rentable", écrit-elle sur le site d'information *Eldiario.es*. Ce qui est loin de la satisfaire : si "chacun est libre de créer les contenus qu'il veut", liberté d'expression oblige, "rien n'oblige une plateforme à les publier et à les propager".

Un point de vue que partage *The Economist*, à Londres. En faisant "le pari" du podcast pour attirer et fidéliser de nouveaux abonnés, Spotify, à l'origine un service musical, devient de plus en plus une plateforme de contenus, semblable à YouTube ou même à Facebook. Or, "les plateformes audio ont peu d'expérience en matière de modération", et "il devient urgent qu'elles s'y mettent" et précisent leurs règles d'utilisation, argumente

l'hebdomadaire économique. La priorité serait à "la transparence", selon le magazine : "Alors que Facebook et consorts détaillent régulièrement les contenus qu'ils ont dépouillés et expliquent pourquoi ils l'ont fait, les services de streaming audio brillent par leur opacité. Au plus fort de la crise Rogan, Spotify a simplement signalé avoir retiré 20 000 épisodes de podcasts qui contenaient de fausses informations sur le Covid. Qu'est-ce qu'ils suppriment d'autre ? Nul ne le sait."

Le 4 février, ajoute néanmoins *The New York Times*, Spotify "a discrètement supprimé des dizaines d'épisodes" du show de Rogan. Et, tôt le 5 février, l'animateur "a présenté ses excuses pour avoir proféré une insulte raciste lors de précédents épisodes".

Par ailleurs, la polémique "soulève la question de savoir ce que Spotify est en train de devenir, ou était depuis le début", relève Dorian Lynskey dans le quotidien britannique *The Guardian*. "Même s'il reste de loin le plus gros service de streaming, Spotify perd lentement des parts de marché. Les podcasts étaient censés lui permettre d'inverser cette tendance, mais ils pourraient empirer la situation si Spotify se retrouve jeté sur le front de la guerre culturelle", analyse le journaliste musical. Constatant que Spotify est en train de devenir une plateforme audio où la musique n'est qu'un produit d'appel parmi d'autres, il cite ce tweet du musicien américain Damon Krukowski : Spotify "n'a rien à voir avec l'industrie musicale. C'est une plateforme tech, ils sont prêts à tout pour amener les gens à passer plus de temps sur leur service. Spotify se moque de ce que peut devenir la musique." Et de conclure : "Ce n'est pas la première fois dans sa carrière d'électron libre que Neil Young ouvre la boîte de Pandore. Mais jamais encore dans de telles proportions."

—Courrier international



SUR NOTRE SITE  
courrierinternational.com

**Joe Rogan, le trublion de Spotify.** Le quotidien britannique *The Guardian* brosse le portrait du podcasteur par qui le scandale est arrivé.

d'un  
continent  
à l'autre.

france



Europe .....	16
Afrique .....	20
Amériques .....	22
Asie .....	24
Moyen-Orient...	26

# Pouvoir. Où sont les femmes?

Le sommet de l'État français semble verrouillé par les hommes. Et la campagne de 2022 ne devrait pas y changer grand-chose, même si une femme était élue. Une journaliste allemande tente de comprendre pourquoi.



—**Süddeutsche Zeitung**  
(extraits) Munich

**A**rlette Laguiller fut la première. Lorsqu'elle est née, en 1940, les Françaises n'avaient pas encore le droit de vote. Mais trente-quatre plus tard, en 1974, elle déclarait dans son clip de campagne : "Eh bien oui, je suis une femme et j'ose me présenter comme candidate à la présidence de cette république d'hommes. C'est légal et pourtant cela choque, cela paraît étrange, même aux hommes de gauche, et cela doit l'être, puisque je suis la seule."

Arlette Laguiller a aujourd'hui 81 ans et n'a rien perdu de ses convictions trotskistes. C'est une légende vivante de la République. Elle s'est présentée six fois à l'élection présidentielle et a recueilli 5,3 % des voix en 1995, son meilleur score. Lorsqu'une journaliste [Léa Salamé] lui a demandé si elle se considérait comme une "femme puissante" [en juillet dernier], elle a répondu : "Bon, je veux bien reconnaître que j'ai mis un petit coup de pied dans la fourmilière."

**Intruse.** Si l'on mettait un coup de pied dans la fourmilière de la politique française aujourd'hui, près de cinquante ans plus tard, on s'apercevrait que les fourmis qui y vivent n'ont pas beaucoup changé. Le président, le Premier ministre, les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, et les dirigeants des grands partis (à l'exception du Rassemblement national) sont tous des hommes. La fourmilière n'a jamais eu de reine.

Mais cette fois-ci, la situation est un peu différente. Trois femmes ont leurs chances de remporter l'élection présidentielle en avril prochain : Valérie Pécresse, la candidate des Républicains – qui, pour la première fois, ne misent pas sur un homme –, Marine Le Pen, du Rassemblement national, et la socialiste Anne Hidalgo, sous réserve d'un miracle similaire à celui accompli par Olaf Scholz, le candidat du SPD. La campagne est déloyale, individualiste, criarde. Insupportable, diront certains. Mais la place des femmes en politique et au sein de la société n'a jamais été à ce point au cœur du débat. Deux

✓ Dessin de Mix & Remix,  
paru dans **Le Matin**  
Dimanche, Lausanne.

visions s'opposent : d'un côté, des discours féministes, de l'autre, une violente riposte misogyne.

Nous sommes face à l'une de ces situations où l'on peut comparer la France et l'Allemagne sans parvenir à déterminer qui est le meilleur élève. Certes, l'Allemagne a été dirigée par une femme pendant seize ans, mais en 2005, l'élection d'Angela Merkel faisait plutôt figure d'erreur que d'une affirmation de l'égalité homme-femme. Peu de temps après, en 2007, les socialistes français désignaient Ségolène Royal comme candidate à l'élection présidentielle.

Ségolène Royal a échoué de peu et raconte aujourd'hui encore qu'elle s'est sentie traitée comme une "intruse" par la classe politique, et comment le "cercle des hommes" empêche de façon plus ou moins implicite les femmes d'accéder aux postes importants. Angela Merkel, elle, a été élue. Elle n'a jamais évoqué sa lutte avec les hommes, et, désormais, on ne retient plus que ses victoires.

Alors qu'est-ce qui empêche les Françaises de compter en politique? Cela tient peut-être avant tout au fait que la barrière entre les hommes et les femmes est officiellement abolie depuis longtemps déjà en France.

En Allemagne, les femmes se rassemblent, même au sein des régions les plus conservatrices détenues par la CSU – elles s'associent pour avancer et affir-

mer ouvertement que le monde n'est pas conçu pour les femmes. En France, au contraire, le moindre groupe n'étant pas animé par des idées supérieures est considéré comme suspect.



**ANALYSE**

Les puissantes loges maçonniques ne posent aucun problème et regorgent d'ailleurs d'hommes politiques de premier plan. Mais les associations de femmes et de minorités, elles, évoquent immédiatement le repli sur soi. Après tout, les Français sont censés être égaux en droits depuis 1789. Or c'est précisément parce que la France se voit comme un précurseur de l'émancipation que s'émanciper y est si difficile.

Il faut donc prêter attention aux détails, qui sont souvent éloquentes. Ainsi, si les Françaises sont érigées en modèle en

Allemagne car elles reprennent rapidement leur travail après une grossesse, le travail n'est pas toujours synonyme de pouvoir pour autant. À Paris, les bonnes places en crèche sont d'ailleurs rares, et même inexistantes à l'Assemblée nationale, qui, contrairement au Bundestag berlinois et au Parlement européen, ne propose pas de solution de garde.

Mais les Français ne doivent pas s'imaginer qu'élire une femme à la tête de l'État suffirait à arranger la situation. La première présidente française pourrait très bien être Marine Le Pen, l'ambivalente candidate d'extrême droite que l'on a bien du mal à se représenter en héroïne des femmes.

### Lorsque le président Macron réunit les ministres importants, aucune femme n'est présente.

Car Marine Le Pen incarne avant tout l'organisation patriarcale de la classe politique – elle a hérité son parti, ses convictions et sa fortune de son fasciste de père, Jean-Marie Le Pen. C'est seulement dans un second temps qu'elle est le témoin des revendications de plus en plus pressantes des femmes pour obtenir leur place dans les hautes sphères du pouvoir. Lorsque Marine Le Pen s'est présentée pour la première fois à l'élection présidentielle, en 2012, le féminisme n'avait pas sa place dans son discours. Pas d'engagement pour les droits des femmes, pas d'instauration de quotas, ni de mise en avant des autres femmes du parti. Et rien n'a changé depuis, si ce n'est qu'aujourd'hui, elle invite des équipes de télévision dans son salon pour montrer fièrement qu'elle vit "en colocation" avec Ingrid, une amie d'enfance, qu'"il n'y a pas d'hommes dans [sa] maison" et que "même [ses] chats sont des femelles". La candidate du RN joue la carte de la femme, persuadée que cela peut rapporter gros.

Pourtant, en 2022 encore, personne ne sait vraiment ce que donnera la carte de la femme.

Se dire prêt à élire une femme est une chose, mais la réalité politique en est une autre. En 1991, plus de 90 % des Français

envisageaient déjà qu'une femme puisse accéder à l'Élysée. Cette année-là, François Mitterrand nomme Édith Cresson Première ministre. Après dix années de mandat, le socialiste a perdu de son éclat, et il est temps qu'une femme accède au sommet de l'État. Après la nomination d'Édith Cresson, un député la surnomme "Madame de Pompadour" devant les caméras, en référence à la maîtresse de Louis XV. Lorsqu'elle descend de voiture, les cadres s'allongent pour filmer ses jambes. [Le Bébête Show] la ridiculise dans un sketch où sa marionnette se voit ordonner de "reboucher [son] trou" – ce qui n'est pas une allusion à sa bouche. Ces attaques sexistes permanentes durent pendant onze mois, puis Mitterrand demande à sa Première ministre de démissionner. Édith Cresson est pulvérisée, mais personne ne se remet en question.

Trente ans plus tard, la France est désormais dirigée par un président qui se qualifie de féministe. Lorsque son parti dresse ses listes électorales, Emmanuel Macron prend garde à respecter la parité pour les têtes de liste. Il affirmait vouloir une femme à Matignon – et a nommé deux hommes Premier ministre. Il aura fallu attendre la crise sanitaire pour remarquer que presque tous les ministères stratégiques sont gérés par des hommes. Lorsque le président a réuni les ministres importants, plus aucune femme n'était présente autour de la table.

**Repenser le couple.** L'élection de 2022 est le "premier scrutin post-MeToo", écrivent les journaux français. Les candidates n'ont jamais été aussi nombreuses, et les enjeux au cœur du mouvement #MeToo sont au centre du débat. Pourquoi les hommes préfèrent-ils transmettre le pouvoir à des hommes? Pourquoi profitent-ils de ce pouvoir pour rabaisser les femmes? Pourquoi les agressions sexuelles au sein des grands partis sont-elles minimisées et considérées comme une facette du folklore politique?

Comme aux États-Unis et en Allemagne, le mouvement #MeToo a débuté en France dans le milieu du cinéma, avant de se

propager à la littérature, au sport, aux médias, aux grandes écoles et à la politique. Il ne s'agissait pas de rumeurs étouffées mais d'une véritable avalanche de révélations. Des agresseurs ont été nommément désignés, et des plaintes ont été déposées. En mars 2020, une journaliste allemande a notamment porté plainte pour agression sexuelle contre l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing. VGE, qui avait plus de 90 ans au moment des faits, l'aurait harcelée sexuellement après une interview. Peu de temps après la mort de l'ancien président, en décembre 2020, Helle Thorning-Schmidt, ex-Première ministre danoise, a publié son autobiographie dans laquelle elle raconte que VGE lui a saisi la cuisse sous la table lors d'un dîner à l'ambassade française de Copenhague, en 2002. Elle s'est alors sentie si mal à l'aise qu'elle a dû changer de place.

Cela fait des années que les femmes politiques et journalistes sont discrètement prévenues de ne pas monter seules dans un ascenseur avec Nicolas Hulot, militant écologiste et ancien animateur vedette, qui a également été candidat à la primaire écologiste en vue de la présidentielle [en 2012] et ministre de la Transition écologique sous Emmanuel Macron. En novembre dernier, quatre femmes ont témoigné dans l'émission *Envoyé Spécial* et accusé l'ancien ministre de viol et d'agression sexuelle. En 2008, Pascale Mitterrand, petite-fille de l'ancien président, avait déjà porté plainte contre Nicolas Hulot pour des faits similaires.

À l'époque, cette plainte n'avait pas suscité beaucoup d'émotion, pas plus que les accusations de viol prononcées en 2011 par une femme de chambre new-yorkaise à l'encontre de Dominique Strauss-Kahn. Certains commentateurs voyaient là un témoignage de la pudibonderie américaine, d'autres un complot contre DSK.

Les choses ont bien changé depuis, et il suffit de voir qui est l'autrice phare du moment

### Pourquoi les agressions sexuelles au sein des grands partis sont-elles minimisées ?



### C'EST LE NOMBRE DE FEMMES

au poste de président du conseil d'administration ou de directeur général sur l'ensemble des entreprises du CAC 40. Elles sont à la tête d'Engie, de Veolia et d'Orange. Au sein du SBF 120 – un indice boursier qui rassemble 120 valeurs, dont les entreprises du CAC 40 –, elles sont 14 à occuper l'un de ces postes, selon le cabinet Ethics & Boards. Une faible proportion. La France peut cependant se réjouir d'être en tête du classement en matière de parité dans les conseils d'administration. Depuis 2019, la féminisation de ces instances atteint 43,7 % pour l'ensemble des sociétés du SBF 120. Mais si ces chiffres sont en progression constante, c'est grâce aux quotas imposés par le gouvernement, notamment avec la loi Copé-Zimmermann de 2011.

pour saisir l'ampleur de cette évolution. Les essais de la féministe Mona Chollet inondent les librairies françaises. Dans son dernier livre, *Réinventer l'amour* [La Découverte, 2021], elle explique à quel point il est difficile de mener des relations hétérosexuelles d'égal à égal tant que les hommes et les femmes ne sont pas traités équitablement. Deux ou trois soirées dans des milieux de gauche suffisent pour rencontrer une femme affirmant que Mona Chollet l'a amenée à repenser son couple en profondeur et qu'elle envisage de quitter son compagnon pour de bon s'il ne se met pas enfin à passer l'aspirateur, à faire les courses, la vaisselle ou à l'écouter.

Les Verts français ont essayé de s'assurer le soutien de Mona Chollet, mais l'autrice a décliné l'offre – ce qui n'empêche pas ses idées de planer sur le débat politique. Dès sa sortie, au mois de septembre, son dernier livre s'est immédiatement hissé au sommet des ventes, au côté de celui du candidat d'extrême droite Éric

Zemmour. Cet automne, les deux plus gros succès de librairie étaient donc l'ouvrage d'une féministe expliquant aux femmes qu'elles doivent abattre le patriarcat pour sauver l'amour, et celui d'un raciste affirmant que la société est mise en danger par sa "féminisation".

Comme dans une caricature, Zemmour incarne un vieux modèle que la politique française ne parvient pas à ébranler : la comparaison du pouvoir et de la masculinité. Jean-Marie Le Pen, qui trouve désormais sa fille trop laxiste, s'est d'ailleurs réjoui que l'essayiste apporte la "virilité" nécessaire au débat politique.

**Loi salique.** "L'idée d'une prime à la virilité relève désormais du mythe", notait il y a quelques mois François Kraus, de l'institut de sondage Ifop. Ignorer les signes du présent semble pourtant réussir à Éric Zemmour, qui préfère se positionner dans la droite lignée de Louis XIV, Napoléon et Charles de Gaulle. "Dans notre monarchie présidentielle, l'imaginaire voulait qu'on élise un roi et pas une reine", poursuit Kraus. Contrairement à l'Angleterre, la France n'a jamais confié la couronne à une femme. Au XIV<sup>e</sup> siècle, Philippe V exhume la loi salique, un code vieux de huit cents ans, pour interdire aux femmes d'accéder au trône de France, même en l'absence d'héritier mâle. Philippe V écarte ainsi du pouvoir la fille du précédent roi, Jeanne, et prend la tête du royaume. La règle restera ensuite en vigueur jusqu'au début de la république – ou plutôt jusqu'à aujourd'hui.

Lorsqu'on demande aux hommes politiques, aux représentants des think tanks et aux journalistes pourquoi la France n'a encore jamais eu de présidente, ils font presque toujours référence à la monarchie. Et à la mallette nucléaire. Il est visiblement plus facile de se faire à l'idée que le chef de l'État transporte une sacoche permettant de mettre à feu l'arme nucléaire à chacun de ses déplacements que de s'imaginer cette mallette confiée à une femme.

À l'occasion d'une interview télévisée de Valérie Pécresse dans l'émission *Une ambition intime*, l'ancien président Nicolas

← Dessin de  
Cécile Bertrand,  
Belgique.

## MODE DE VIE

Sarkozy a adressé un message quelque peu empoisonné à la candidate des Républicains. Après avoir expliqué que le prix de la présidence était “lourd” et qu’il fallait “être prêt à [le] payer”, il a décrit la candidate comme une femme “solide”, qui “fait le boulot” – le seul compliment qui lui soit venu à l’esprit. “Il n’y a pas un centimètre de ma peau où il n’y a pas une cicatrice”, aime-t-il à dire, comme si la politique était une guerre dont on s’extirpe en rampant, le corps en sang. Une affaire d’hommes.

“Le temps des femmes est venu”, a rétorqué Valérie Pécresse. Lors de la présentation de son équipe de campagne début janvier, la candidate a tenu à souligner la nature “totalement paritaire” de la liste. Mais en comptant bien, on s’aperçoit que l’équipe est en réalité composée de 31 femmes et 59 hommes. Et les neuf “conseillers auprès” de la candidate sont tous des hommes. Les premières femmes de la liste se trouvent à l’échelon inférieur. Une femme présidente, c’est une chose, une présidente féministe en est une autre.

—Nadia Pantel  
Publié le 11 janvier

## SOURCE



## SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

Munich, Allemagne

Quotidien

[sueddeutsche.de](http://sueddeutsche.de)

Créé en 1945, le “Journal du sud de l’Allemagne” compte parmi les quotidiens de référence du pays. De tendance libérale, il est un grand défenseur des valeurs démocratiques et de l’État de droit.

Le quotidien se distingue aussi par l’importance qu’il accorde à la culture, traitée dans ses pages immédiatement après l’actualité politique.



## Mon pain quotidien

Une journaliste britannique récemment installée dans le sud de la France raconte sa nouvelle vie et la place centrale prise par... l’achat de la baguette.

—The Daily Telegraph  
(extraits) Londres

Quand nous avons dit à nos amis et à notre famille que nous allions nous installer en France, ils étaient tous affreusement jaloux : nous allions enfin pouvoir manger tous les jours de la baguette. Ils ignoraient à quel point la réalité serait tout autre.

Les Britanniques sont persuadés qu’en France il y a une boulangerie à tous les coins de rue, que la France est un pays où les rues regorgent de beurre, de bon pain, et aussi de fromage. Si seulement c’était vrai. Je vais vous dire : il est plus facile d’acheter une baguette à Londres qu’en France, même si elle n’est pas forcément bonne.

Il faut reconnaître que tout est de ma faute. Quand nous avons décidé de nous lancer dans cette aventure, nous avons eu la prétention de croire que nous pourrions exploiter à notre avantage l’heure de décalage qui existe entre la France et l’Angleterre. Nous allions commencer la journée plus sereinement, boire le café en terrasse, promener le chien et être à notre bureau juste au moment où les Londoniens sortent échevelés de leurs séances de natation ou de pilates. C’était la vie en France telle que nous la fantasmions. J’avais

juste oublié que ce n’est pas parce qu’on change de pays qu’on prend forcément de bonnes habitudes.

Dans la vraie vie, une fois levée, je passe une bonne heure à regarder par la fenêtre et à admirer le soleil se lever sur l’étang, tout en buvant mon café et en planifiant tout ce que je ne vais pas faire dans la journée. Je me pardonne cette nonchalance en me disant qu’à l’époque où je vivais au-dessus de l’A10, je n’ai pas vu l’horizon pendant près de vingt ans. Il faut bien rattraper le temps perdu.

**Les Britanniques sont persuadés que la France est un pays où les rues regorgent de beurre et de pain.**

Maintenant que je suis beaucoup plus détendue, je me retrouve souvent à devoir foncer à la boulangerie à la dernière minute, juste avant midi, espérant qu’il y aura encore du pain quand les cloches de Saint-Jean-Baptiste auront sonné leur douzième coup. Je comprends beaucoup mieux l’angoisse de Cendrillon avec sa citrouille. Je vous l’avoue, même s’il y a quatre boulangeries dans notre village de 8000 grands mangeurs de pain, j’ai dû plus d’une

fois supplier un restaurant de me vendre une baguette à emporter. Heureusement ils ont regardé avec bienveillance cette idiote implorant un quignon de pain.

Grâce à l’existence des distributeurs automatiques de baguette, situés à deux minutes en voiture, je peux désormais m’épargner les regards de commisération de mes voisins restaurateurs.

Mes héros autrefois étaient des poètes, des grands acteurs et des scientifiques. Maintenant ce sont ceux qui traversent la place devant chez moi, avec leur baguette sous le bras à 9 heures du matin, comme des figurants tout droit sortis d’un film de François Truffaut. Ils vaquent à leurs occupations, bien coiffés et bien habillés, détendus, heureux et vibrant de cet art de vivre à la française, discrètement maîtres de leur destin. J’ai souvent l’impression d’être à la traîne dans ce domaine.

Après avoir vécu des dizaines d’années à Londres, où je pouvais acheter ce que je voulais à toute heure du jour et de la nuit, c’est un changement culturel de taille aussi perturbant que de devoir faire mes courses dans une langue étrangère. Comment organiser ses journées autour d’horaires d’ouverture aussi aléatoires que 9 heures-12 heures et 14 heures-19 heures ? J’ai l’impression de passer mes journées à attendre que telle boutique ouvre enfin, ou à oublier que le supermarché est fermé le dimanche, pour ensuite me souvenir que le Lidl est peut-être ouvert le dimanche matin, Dieu merci. Je suis constamment en train de chercher les horaires d’ouverture, comme un ornithologue amateur passerait son temps

à pister un oiseau rare. Mon pouls s’accélère quand je vois un panneau où est écrit “ouvert en continu” dans la vitrine d’une pharmacie ou d’un tabac. Et en même temps, je plains les pauvres employés, qui, contrairement à moi, doivent prendre leur déjeuner sur le pouce.

Et puisque nous évoquons l’emploi du temps de mes journées, je voudrais vous parler de pouelles. Un sujet qui autrefois me provoquait des accès violents de narcolepsie. Dans ma nouvelle vie, je fais mon miel des courriers de la municipalité. Cette semaine, la maire nous informait que la collecte cet hiver serait limitée à une fois par semaine. Le même courrier nous indiquait également que, à cause des fêtes de fin d’année, des points de collecte avaient été mis en place à divers endroits pour les coquilles d’huîtres. Moi qui à Hackney ne savais jamais quoi faire de mon surplus de coquilles.

J’ai beau être plutôt réticente au changement, voilà qu’au beau milieu de nos vies, en pleine pandémie, moi et mon mari avons tout laissé derrière nous pour déménager dans un nouveau pays, pratiquement sur un coup de tête. On pourrait croire que la vie dans le sud de la France consiste à profiter du soleil sans la moindre contrainte. Pourtant les contraintes ici sont différentes, plus douces mais plus complexes que je ne le pensais. Mais je vais finir par m’y faire.

En attendant, je vais peut-être commencer par acheter deux baguettes et en congeler une pour ces moments où la journée démarre sans moi.

—Debora Robertson  
Publié le 15 janvier

LES MOTS DES AUTRES

L’actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



Devenons l'énergie qui change tout.

# SI VOUS HÉSITEZ À PASSER CHEZ EDF, DEMANDEZ À NOS CLIENTS CE QU'ILS EN PENSENT.

Plus de 9 clients sur 10 sont satisfaits du service client EDF\*.  
C'est bon à savoir quand on cherche un conseiller en énergie.



AFNOR Cert. 94264 AFNOR Cert. 94263

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

\* Source : enquête de satisfaction menée par EDF en 2020 sur le périmètre de ses clients particuliers auprès de 1 152 341 personnes physiques réparties dans la France. La Certification Relation Client France, délivrée par l'AFNOR Certification, est une création en collaboration de l'AFRC (Association Française de la Relation Client) et de l'Association Pro France (Certification Service France Garanti). Elle est dédiée à valoriser les entreprises qui s'engagent sur les territoires dans une dynamique de proximité et notamment par l'insertion locale, le maintien de l'emploi, la formation, l'inclusion dans un écosystème.



europe

# Diplomatie. Poutine sait ce qu'il veut, pas l'Occident

Selon l'historien et essayiste britannique Timothy Garton Ash, dans la partie qui se joue aujourd'hui autour de l'Ukraine, la Russie aura le dessus aussi longtemps que l'Ouest sera dépourvu de stratégie claire, voire visionnaire.



—The Guardian Londres

**A**lors que les troupes russes se massent à la frontière de l'Ukraine et que l'Europe est face à la menace de la plus grande guerre depuis 1945, le monde entier s'efforce de deviner les intentions de Vladimir Poutine. Or la question stratégique que doivent se poser les démocraties d'Europe et d'Amérique du Nord est la suivante : quelles sont nos intentions ? Car les objectifs de Poutine à long terme en Europe de l'Est sont tout à fait clairs. Il veut restaurer autant que possible le statut d'empire et de grande puissance de la Russie, et la sphère d'influence qu'elle a perdue de façon si dramatique

il y a trente ans, quand l'Union soviétique s'est disloquée, en décembre 1991. Seule la tactique qu'il emploie reste floue. Depuis 2008, quand il a pris le contrôle par la force de deux fragments sécessionnistes de la Géorgie, et encore plus depuis qu'il s'est emparé de la Crimée, en 2014, il est évident qu'il est prêt à user de tous les moyens – de la diplomatie à la désinformation et des cyberattaques à la guerre ouverte.

Par sa confusion et ses dissensions internes au sujet de ses buts stratégiques en Europe orientale, l'Occident a contribué à cette crise. Fondamentalement, l'Ouest – si tant est que cette notion corresponde à un seul acteur géopolitique – a passé les années qui se sont écoulées

depuis 2008 à hésiter entre deux modèles d'ordre différents en Eurasie ; pour faire court : entre Helsinki et Yalta. L'objectif immédiat de l'Occident doit être de dissuader la Russie d'envahir l'Ukraine, mais au-delà de cette question se trouve un choix plus vaste.

Sur le papier, tout le monde, à l'Ouest, défend le modèle d'Helsinki – une Europe faite de pays démocratiques, indépendants, souverains et égaux entre eux, qui respectent l'État de droit et veillent à résoudre tous les litiges de façon pacifique. Cette vision a d'abord été développée dans le cadre de l'acte final des accords d'Helsinki, en 1975, puis a été articulée en détail dans la charte de Paris pour une nouvelle Europe, en 1990, et est actuellement institutionnalisée par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Tout cela a été résumé en des termes plus enthousiasmants par un diplomate américain aujourd'hui oublié, Harvey Sicherman, qui avait écrit, pour un discours du président George H. W. Bush : *“L'Europe entière libre [...] et en paix.”*

L'autre modèle est donc Yalta. Le sommet de février 1945 entre Joseph Staline, Franklin D. Roosevelt et Winston Churchill, organisé à Yalta, en Crimée (ô ironie de l'histoire), est devenu synonyme du partage de l'Europe par les grandes puissances en sphères d'influence occidentale et orientale. Avec les propositions maximalistes qu'elle a récemment adressées aux États-Unis et à l'Otan, la Russie exige en fait ce que des analystes russes ont effectivement décrit comme un “Yalta 2”. À l'Ouest, seuls quelques prétendus “réalistes” se font entendre pour soutenir explicitement ce modèle, mais bien d'autres souscrivent en réalité à cette notion de sphères d'influence, sous une forme ou sous une autre.

Appliquant le système de deux poids, deux mesures qui a caractérisé l'attitude de l'Europe occidentale vis-à-vis de l'Europe orientale pendant des siècles, des gens qui seraient absolument scandalisés à l'idée que la Pologne ait un droit de veto sur les alliances que l'Allemagne pourrait rejoindre, ou que Londres puisse décider des options de Paris, ne demandent pas mieux que d'accorder ce même droit à la Russie à propos des choix de l'Ukraine. Des Européens de l'Ouest qui hurleraient *“Fascisme !”* à la moindre suggestion que l'on pourrait fonder des revendications territoriales sur l'existence d'une minorité danoise en Allemagne du Nord ou d'une minorité germanophone dans le nord de l'Italie considèrent que les mêmes revendications de Moscou par rapport à l'Ukraine sont *“compréhensibles”*. Tant à Bruxelles qu'à Paris il se trouve beaucoup

✓ En référence à la conférence de Yalta de 1945, une édition en 2022 réunirait Joe Biden, Vladimir Poutine et une Europe sans tête. Dessin de Ruben L. Oppenheimer, Pays-Bas.

d'Européens à l'esprit étriqué qui estiment que même l'UE actuelle s'est étendue trop loin à l'est.

Parfois, Yalta se dissimule derrière le paravent d'Helsinki. Si, confronté à un agresseur prêt à avoir recours à la violence pour déstabiliser et démanteler un État européen, vous refusez de fournir des armes défensives à l'Ukraine et ne vous reposez que sur les observateurs de l'OSCE et les négociations diplomatiques, c'est à un Yalta que vous participez tout en prétendant préserver Helsinki. Vous rendez la guerre plus probable en ne parvenant pas à défendre la paix. Les sociaux-démocrates allemands – autrefois inventeurs de la version ouest-allemande de la détente, fabuleuse innovation du nom d'*Ostpolitik* [litt. “politique de l'Est”] – sont aujourd'hui l'incarnation même de cette confusion, cette illusion, pour ne pas dire cette hypocrisie. Ils représentent une sorte de Yalta heureux, un Yalta qui n'ose pas dire son nom.

Lors du sommet de l'Otan de 2008, les Occidentaux se sont tellement déchirés entre eux qu'ils n'ont abouti qu'à un compromis lamentable. Ils ont déclaré officiellement que l'Ukraine et la Géorgie intégreraient l'Alliance en même temps, étant entendu en coulisses que jamais l'Otan ne ferait quoi que ce soit de sérieux en ce sens. Depuis, l'Ouest vit dans cet état de désarroi stratégique. Et ainsi, il ne s'est qu'en partie ouvert à l'Ukraine, dont il soutient du bout des lèvres l'indépendance, l'intégrité territoriale et la transformation en un État européen viable, souverain et démocratique.

**Confuse et désunie sur ses buts stratégiques en Europe orientale, l'Europe de l'Ouest a contribué à l'actuelle crise en Ukraine.**

L'Ukraine n'est pas dans l'Otan, et ne le sera pas de sitôt, mais l'Otan est en Ukraine. Des États membres, dont les États-Unis et le Royaume-Uni, lui ont fourni des armes et ont envoyé des instructeurs militaires sur place. L'Ukraine n'est pas dans l'UE, et ne le sera pas de sitôt, mais l'UE est en Ukraine. Elle met en œuvre des programmes importants pour épauler la transition politique, économique et environnementale du pays.



ANALYSE

Il est plus que temps que l'Occident fasse un choix stratégique. Nous devrions appliquer avec détermination le modèle d'Helsinki. Les pays aujourd'hui dans l'UE et l'Otan devraient se consacrer, avec patience et constance, à l'objectif d'une Europe entière, libre et en paix - il ne suffit pas de le dire, il faut en être convaincu.

Cette vision à long terme a cela d'essentiel qu'elle est ouverte à une Russie post-Poutine authentiquement démocratique. Quand de hauts responsables de la défense allemande ont suggéré, il y a peu, qu'il fallait proposer à la Russie d'entrer dans l'Otan, d'aucuns n'y ont peut-être vu qu'un accès de démence russophile de Berlin. Mais sur le principe, ils ont absolument raison. Face à une superpuissance chinoise qui s'affirme, on comprend aisément pourquoi il serait tout à fait souhaitable qu'une Russie démocratique devienne membre d'une alliance de sécurité défensive associant l'Amérique du Nord, l'Europe et l'Eurasie. Les relations avec l'UE seraient plus épineuses, mais l'architecture européenne compte déjà des pays importants qui ne sont pas membres de l'Union. J'écris ces lignes depuis l'un d'eux.

### La vision à long terme d'une Europe libre et en paix a cela d'essentiel qu'elle est ouverte à une Russie post-Poutine démocratique.

Il s'agit donc d'une stratégie anti-Poutine, mais pas anti-Russie. Il y a de cela quelques années, une majorité de Russes auraient sans doute rejeté une telle distinction, acceptant implicitement les revendications dignes d'un tsar du maître du Kremlin : "La Russie, c'est moi\*." Plus aujourd'hui. Il est difficile de savoir si même la rapide reconquête d'un bout supplémentaire de l'ancien Empire russe, dans ce qui est désormais l'Ukraine, renforcerait franchement sa popularité en berne, ce qui avait sans conteste été le cas avec l'annexion de la Crimée, en 2014. Le régime Poutine a tellement peur d'Alexeï Navalny, un opposant politique qui dit souhaiter que la Russie "s'engage sur la voie européenne", que celui-ci a été victime d'une tentative d'empoisonnement et qu'il est actuellement enfermé dans une colonie pénitentiaire.

Dans la politique et dans la diplomatie, comme dans d'autres domaines de la vie, il faut être capable d'accepter les compromis et de vivre avec des accommodements imparfaits, provisoires. Mais il faut aussi savoir ce que l'on veut. Poutine le sait. Nous le devrions aussi.

— Timothy Garton Ash

Publié le 31 janvier

\* En français dans le texte.

#### SOURCE



#### THE GUARDIAN

Londres, Royaume-Uni

Quotidien, 134 443 ex.

[theguardian.com](http://theguardian.com)

L'indépendance et la qualité caractérisent ce titre né en 1821, qui compte certains des chroniqueurs les plus respectés du pays. Orienté au centre gauche, il est le journal de référence de l'intelligentsia, des enseignants et des syndicalistes.

#### À la une



#### DANS LA TÊTE DE VLADIMIR POUTINE

Le 27 janvier dernier, nous avons consacré notre dossier de une à la stratégie et aux objectifs du président russe. À son ambition - maintenir la sphère d'influence de Moscou sur les pays de l'ex-URSS. À ses méthodes, décryptées par un ex-conseiller de présidents américains qui l'a côtoyé à ses débuts. Et enfin, aux messages adressés par lui à la Russie comme à l'Occident.

À lire ou à relire dans notre n° 1630, daté du 27 janvier.



## Avant, le meilleur moyen de connaître les horaires d'ouverture de La Poste, c'était d'y aller.

Aujourd'hui, les horaires d'ouverture de votre bureau de poste sont mis à jour en temps réel sur notre application ou sur [laposte.fr](http://laposte.fr).  
Toujours plus simple, encore plus proche.



**vous simplifier la vie**

La Poste - SA au capital de 5 364 461 364 € - 366 000 000 RCS Paris - Siège social : 9, rue du Colonel Pierre Avia 75015 Paris - BETC - HAVAS PARIS

## SUISSE

# Droit animal, un cas d'espèce

Les Suisses votent le 13 février sur une éventuelle interdiction des expériences sur les animaux et sur l'attribution de droits fondamentaux aux primates. Au risque de radicaliser le débat sur la place des animaux dans la société.



— **Neue Zürcher Zeitung**  
(extraits) Zurich

Le castoréum est une sécrétion brunâtre, collante et odorante produite par le castor mâle via des glandes situées près de son appareil génital. Il lui permet de marquer son territoire et d'attirer les femelles. Depuis plusieurs siècles, cette mystérieuse substance fascine les médecins. Elle a été prescrite sous forme de boisson, mélangée à du vinaigre ou à de l'huile essentielle de rose, pour traiter les ballonnements et les crampes. Elle était aussi utilisée pour réaliser des fumigations apaisantes et pour lutter contre les empoisonnements, l'épilepsie et la paralysie – on la surnomme d'ailleurs parfois "l'aspirine du Moyen Âge".

Ces divers usages ont entraîné l'extermination de plusieurs milliers de castors.

Le castoréum n'est qu'un exemple parmi d'autres de remèdes fabriqués grâce aux animaux. Que ce soit pour recueillir du venin de serpent, de la cortisone ou d'autres hormones, ils ont longtemps été sacrifiés au profit de la santé humaine. À partir du XIX<sup>e</sup> siècle, l'utilisation des animaux comme source de matières premières s'est raréfiée. Ils ont alors endossé le rôle de cobayes, subissant des pratiques bien souvent tout aussi brutales. Pendant des années, des milliers d'animaux ont été maltraités en laboratoire, sans aucun respect, avec un manque de scrupule scandaleux. Ces pratiques ont perduré jusque dans les années 1970, date



OPINION

à laquelle les politiques se sont enfin emparés du sujet. S'il faut se féliciter que la recherche ait pris ses distances avec ses débuts souvent cruels, il ne faut pas oublier que la médecine n'aurait accompli presque aucun progrès sans les animaux. De nombreuses découvertes, notamment le rôle de l'insuline dans le traitement du diabète, sont liées au recours aux animaux dans la recherche. Si l'expérimentation animale avait été interdite, beaucoup de maladies ne seraient pas guérissables aujourd'hui. Cette dimension historico-médicale doit être prise en compte dans l'évaluation de l'initiative populaire qui réclame la stricte interdiction de l'expérimentation animale. Ce texte sera soumis au vote le 13 février.

à laquelle les politiques se sont enfin emparés du sujet.

S'il faut se féliciter que la recherche ait pris ses distances avec ses débuts souvent cruels, il ne faut pas oublier que la médecine n'aurait accompli presque aucun progrès sans les animaux. De nombreuses découvertes, notamment le rôle de l'insuline dans le traitement du diabète, sont liées au recours aux animaux dans la recherche. Si l'expérimentation animale avait été interdite, beaucoup de maladies ne seraient pas guérissables aujourd'hui. Cette dimension historico-médicale doit être prise en compte dans l'évaluation de l'initiative populaire qui réclame la stricte interdiction de l'expérimentation animale. Ce texte sera soumis au vote le 13 février.

**Absence de compromis.** Les expérimentations animales sont encadrées par des règles strictes, et leur nombre a fortement diminué ces dernières années grâce à la découverte de techniques innovantes et à la consolidation de la protection animale. En outre, la recherche de pratiques de remplacement s'est intensifiée depuis quelque temps, à juste titre – principalement sous la pression de l'initiative populaire. Mais l'expérimentation animale reste aujourd'hui encore indissociable de la recherche. Ce n'est donc pas le souci du bien-être animal au sein de la recherche scientifique qui est discutable dans cette initiative populaire, mais plutôt l'absence de compromis dont font preuve ses auteurs dans leur volonté de placer la protection des animaux avant le progrès de l'humanité.

Si l'initiative est adoptée, l'expérimentation animale sera considérée comme un mauvais traitement et pourra être "constitutive d'un crime" – elle deviendra donc un délit, passible de peines de prison similaires à celles encourues pour un homicide volontaire ou un viol. À elle seule, cette disposition centrale implique un changement de paradigme pour la science. En cas d'adoption du texte, il deviendrait inutile de débattre pour déterminer sous quelles conditions, et avec quelles finalités, l'expérimentation animale doit être tolérée. La moindre expérience, si modérée soit-elle, sera alors interdite.

Les auteurs de l'initiative vont encore plus loin dans leur réglementation drastique de la recherche : ils réclament la prohibition totale des expérimentations humaines, ainsi que de l'importation et de l'exportation de tous les produits continuant de faire l'objet d'expérimentations animales. Selon les principes édictés par l'initiative populaire, les vaccins contre le Covid-19 n'auraient jamais pu franchir la frontière. Et les traitements contre le

**Selon les principes de l'initiative populaire, les vaccins contre le Covid-19 n'auraient pu franchir la frontière.**

cancer, qui doivent encore être testés sur des animaux dans de nombreux pays, ne seraient plus accessibles aux patients n'ayant pas les moyens d'aller se faire soigner à l'étranger. Et ce même si les animaux ne subissent aucun stress ni aucune douleur dans le cadre des recherches.

Le 13 février, les citoyens du canton de Bâle-Ville se prononceront aussi sur une autre initiative, annonciatrice d'un changement de cap encore plus drastique : l'instauration de droits fondamentaux pour les primates. Le projet, porté par l'association Sentience Politics, est radical : pour la première fois, les animaux ne seraient plus considérés comme des objets de droit, mais comme des détenteurs de droits, autonomes. Avec cette proposition, les militants établissent des parallèles qui, même pour les citoyens les plus compréhensifs envers les droits des animaux, nécessitent un temps d'adaptation : ils affirment que la lutte pour les droits fondamentaux a été primordiale pour les esclaves, les Noirs, les femmes et les autres minorités, car elle leur a permis d'être acceptés dans le cercle des détenteurs de ces droits. Il en irait de même pour les animaux.

La philosophie de l'association se fonde sur l'idée que les intérêts de l'homme ne doivent plus prévaloir sur ceux des autres êtres vivants doués de sensibilité. La votation dans le canton de Bâle-Ville constitue un test, avec pour objectif de donner un coup de fouet à ce débat. Car les ambitions

de l'association ne se limitent pas aux primates. La votation cantonale sur leurs droits fondamentaux pourrait attirer l'attention sur la "discrimination en fonction de l'espèce", estime Sentience Politics. L'association espère ainsi atteindre petit à petit une grande utopie : rendre la Suisse végane dans tous les domaines du quotidien.

L'obtention de droits fondamentaux pour les primates et l'interdiction totale des expérimentations animales sont des enjeux légitimes. Il paraît en effet logique de réglementer davantage la recherche et l'agriculture en matière de protection animale. Mais ces initiatives populaires occultent une réalité : l'homme doit également pouvoir aligner la protection animale sur ses propres besoins. L'initiative populaire sur l'interdiction des expérimentations y contribue en renforçant de manière radicale les lois traditionnelles de protection des animaux. Après un rejet qui s'annonce massif – espérons-le, du moins –, elle tombera rapidement dans l'oubli.

L'instauration de droits fondamentaux pour les primates n'a guère plus de chances d'être acceptée. Mais ce sujet-là est loin d'être clos, même en cas de défaite. D'après des documents internes de Sentience Politics, 35 % de oui suffiraient à ce que ce thème reste brûlant. Les électeurs doivent se préparer à ce nouveau débat sur la protection des animaux. Du moins, s'ils ne veulent pas se retrouver bientôt d'égal à égal avec les castors sur les questions de protection de la vie et d'intégrité physique et morale.

— **Daniel Gerny**  
Publié le 19 janvier

SOURCE



NEUE ZÜRCHER ZEITUNG

Zurich, Suisse

Quotidien

www.nzz.ch

Publié dans la capitale financière du pays,

c'est un titre de tradition et de référence, à tendance centriste et libérale.

À la pointe sur l'international, il est lu par l'ensemble des germanophones.

GRÈCE

# Bientôt, des policiers sur les campus

Le gouvernement conservateur va instaurer une police spéciale dans les universités grecques, qu'il considère comme des zones de non-droit. Une décision risquée, selon le journal *To Vima*.

—**To Vima** Athènes

La nouvelle année n'a pas commencé sous les meilleurs auspices dans les principales universités du pays. Les bagarres, les squats, le vandalisme, les attaques, et plus généralement la violence et les troubles ont fait leur retour. Étonnamment (ou peut-être exactement pour cette raison), les universités ciblées par les émeutiers sont celles où seront prochainement placés des hommes

permanents de la police hellénique, la "police universitaire".

Mais étant donné que la loi a changé pour les crimes et délits commis au sein d'une université, permettant aux directions d'appeler immédiatement la police municipale et à celle-ci de pénétrer dans les établissements grâce à la suppression de l'asile universitaire votée par le même gouvernement en juillet 2019, certains se demandent en quoi ce corps spécial peut être nécessaire.

À l'inverse, ses soutiens estiment que c'est la seule façon de traiter de manière permanente les problèmes de violence dans les universités. La question se prête à une bataille rhétorique, car les mêmes arguments peuvent être utilisés des deux côtés : avec la police en dehors des universités, tous les épisodes de violence sont attribués à son absence; avec la police à l'intérieur, toute tension pourra être attribuée à sa présence.

**Une violence marginale.** Alors que les 400 membres de la police qui ont été embauchés ont déjà commencé leur formation, sept universités saisissent le Conseil d'État, contestant la loi permettant sa création, votée en février 2021. Dans le même temps, le sujet divise au sein de la communauté universitaire du pays, et la polémique se poursuit. "La question risque de se transformer en une tragédie politique", a déclaré le recteur de l'université de Patras, Christos Bouras, qui affirme que la présence de

policiers sur le campus causera plus de problèmes qu'elle ne sera appelée à en résoudre.

Il soumet une proposition mûrement réfléchie : les autorités doivent renforcer les services de surveillance et de protection des universités relevant du rectorat, avec des moyens humains et matériels plus importants. Et si le service ne peut faire face à la situation, alors il en est de sa responsabilité d'appeler la police pour qu'elle intervienne.

Il faut dire que, ces derniers temps, les incidents ont cessé et les responsables ont été arrêtés dès que la police a été appelée pour des cas de violence. Christina Koulouris, rectrice de l'université Panteion d'Athènes, affirme que les phénomènes de violence dans les universités sont marginaux et isolés. "Le problème de la violence n'est en aucun cas le plus gros problème des universités aujourd'hui", assure-t-elle à *To Vima*.

—**Marni Papamatheou**  
Publié le 28 janvier

Contexte

●●● La gestion des universités constitue un sujet clivant au sein de la société grecque. Depuis son élection, à l'été 2019, le gouvernement conservateur veut reprendre en main les facultés du pays, qu'il considère comme des foyers de violence et de trafics noyautés par l'extrême gauche. Après la suppression de l'asile universitaire, le Parlement a voté la création d'une police destinée à assurer une présence permanente sur les campus. "Gardons notre calme avec les universités", invite le site de centre droit **in.gr**, rappelant que les violences restent un phénomène marginal.

**Vous nous avez notés 7/10\* pour le temps d'attente en bureau de poste. Au bac, c'est mention bien. Pour nous, c'est peut mieux faire.**

La Poste modernise ses bureaux pour les rendre plus pratiques. Dès votre arrivée, nous vous accueillons pour vous faire gagner du temps. **Toujours plus simple, encore plus proche.**

\*Source : Étude BVA, enquête en ligne, du 1<sup>er</sup> au 22 juin 2021 auprès d'un échantillon de 4 168 Français âgés de 15 ans et plus.



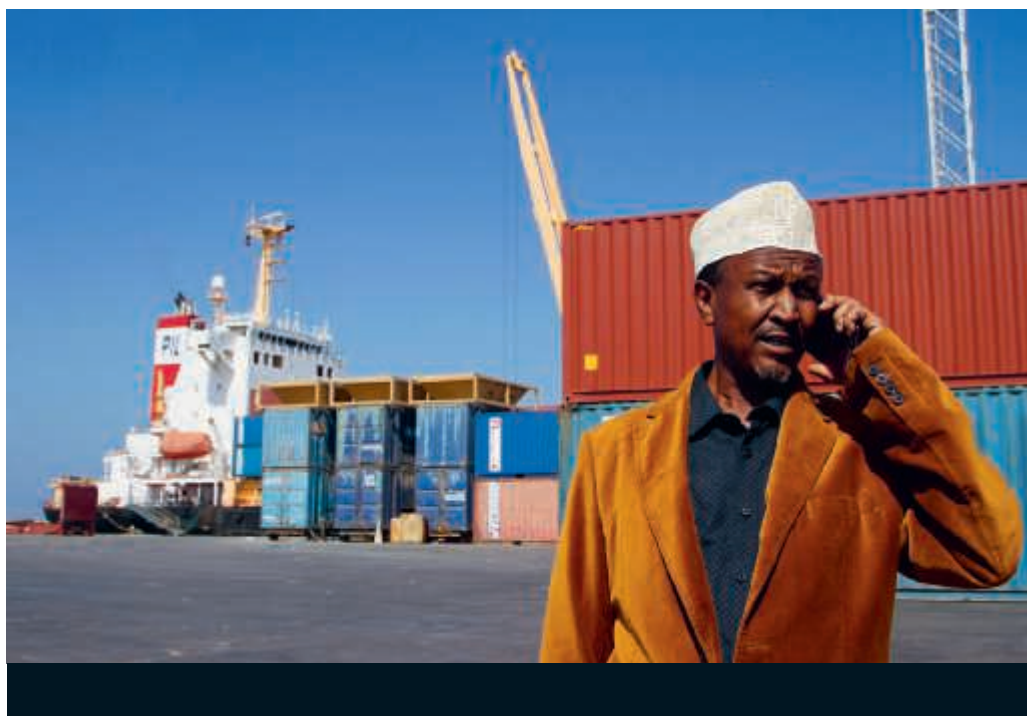
vous simplifier la vie



afrique

# Somaliland. Cherche reconnaissance internationale à tout prix

Ce jeune pays de la Corne de l'Afrique tente d'affirmer son indépendance sur le plan international. Dans sa quête, il mise sur la rivalité entre Washington et Pékin dans cette région éminemment stratégique.



—South China Morning Post Hong Kong

L'État autoproclamé du Somaliland cherche à obtenir la reconnaissance des États-Unis, en se targuant d'être un contrepoids à l'influence chinoise dans la Corne de l'Afrique.

Les appels à Washington se multiplient pour que les États-Unis ouvrent un bureau de représentation au Somaliland, qui a accueilli une délégation de membres du Congrès dans sa capitale, Hargeisa, à la mi-décembre.

Devant la mission d'observation, composée essentiellement de représentants républicains, le président Muse Bihi Abdi a affirmé la détermination du Somaliland à œuvrer avec des nations démocratiques comme les États-Unis. Cette visite survenait un mois après qu'une délégation emmenée par le ministre des Affaires

étrangères du Somaliland, Essa Kayd, et l'envoyée spéciale Edna Adan Ismail, avait rencontré de hauts responsables à Washington.

La délégation ne s'était pas contentée de plaider en faveur de la reconnaissance du pays, mais avait aussi exprimé le souhait de voir le Somaliland retiré de la liste des pays de niveau 4, "déconseillés aux voyageurs", dans laquelle il a été placé par le département d'État américain avec la Somalie, en mettant en avant les préjudices économiques que cela entraîne.

En échange d'une reconnaissance, le Somaliland s'est dit prêt à accueillir les investissements des entreprises américaines et a également promis à Washington de résister à l'influence chinoise dans la Corne de l'Afrique.

Selon Bashir Goth, chef de la mission diplomatique du Somaliland à Washington, la délégation s'est rendue aux États-Unis

"pour montrer que nous avons le même ennemi et que notre stratégie à long terme vise à nous rapprocher d'économies démocratiques et de marché comme les États-Unis". "Nous contrecarrons l'action et l'influence de la Chine en Afrique, et nous demandons l'aide des États-Unis", a affirmé le haut dirigeant.

**Bases à Djibouti.** Taiwan, que la Chine considère comme une province sécessionniste, a ouvert un bureau de représentation à Hargeisa en août 2020. La présidente taïwanaise, Tsai Ingwen, a indiqué qu'il s'agissait d'"une étape importante pour le partenariat entre Taïwan et le Somaliland", mais cette décision a suscité de vives protestations de la part de Pékin.

Djibouti, l'Éthiopie et la Turquie ont déjà des consulats à Hargeisa, et le Danemark, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Émirats arabes

unis, le Kenya et l'Union européenne y ont des représentations.

Alors que cela fait plus de trente ans que le Somaliland s'est séparé de la Somalie, l'État n'est toujours pas reconnu sur le plan international, même s'il a ouvert des bureaux de représentation à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, en Suède, dans les Émirats arabes unis, en Grande-Bretagne et aux États-Unis, en espérant gagner ainsi davantage de soutien au niveau international.

D'après des spécialistes, alors que la Chine accroît sa présence dans la Corne de l'Afrique, notamment à Djibouti, où elle a financé et construit des ports et des zones de libre-échange, et établi sa première base navale à l'étranger, les États-Unis pourraient utiliser Berbera, un port situé dans le golfe d'Aden, pour être moins tributaires de Djibouti.

**Marée montante.** Bien que les États-Unis disposent d'une base militaire dans ce dernier pays, la reconnaissance du Somaliland présenterait pour eux des avantages "considérables", "en offrant notamment la possibilité à Washington de se détourner quelque peu de Djibouti, un pays dont il est excessivement dépendant et qui est de plus en plus sous influence chinoise", selon un rapport publié l'an dernier par Joshua Meservey, analyste politique principal chargé de l'Afrique et du Moyen-Orient au sein du groupe de réflexion Heritage Foundation. Pour lui, "l'influence sans pareille de Pékin à [Djibouti] constitue déjà un obstacle aux opérations américaines, tout en mettant la Chine en position de bloquer les activités américaines en cas de confrontation entre les deux pays".

Aux yeux des analystes et d'anciens diplomates américains, il est temps de reconnaître le Somaliland. Ainsi, pour Robert O'Brien, ancien conseiller américain à la sécurité nationale, la reconnaissance du Somaliland en tant que pays indépendant "serait une étape clé pour endiguer la marée montante du Parti communiste chinois sur le continent, en montrant aux autres nations qu'il existe une alternative au projet chinois des routes de la soie en Afrique de l'Est et dans le reste du monde".

"Lorsqu'un pays en développement, libre, tient tête à la Chine en rejetant son aide aux intentions malsaines, les États-Unis devraient tout

## Repères

●●● Le Somaliland est un petit pays d'un peu moins de 180 000 km<sup>2</sup>, limitrophe de la Somalie, de l'Éthiopie et de Djibouti. La population est estimée à 3,5 millions d'habitants. Dans une Corne de l'Afrique aux multiples foyers d'instabilité, ce petit pays fait figure d'exception. Pourtant, le Somaliland est né d'une guerre civile, celle qui a déchiré la Somalie au début des années 1990. La partie nord-ouest du pays avait alors fait sécession et, sous le nom de Somaliland, s'était autoproclamée indépendante le 18 mai 1991. Elle affirmait ainsi sa souveraineté par rapport à la Somalie, après des années de répression brutale par le régime de Mohammed Siad Barre. En mai 2001, l'indépendance fut entérinée par un référendum remporté à 97,1 % par le oui. Si le Somaliland dispose de tous les attributs d'un État - une Constitution, un gouvernement, un Parlement, une monnaie et une armée -, sa souveraineté n'a jamais été reconnue par la communauté internationale.

faire pour lui permettre de réussir, en particulier lorsque ce pays se trouve dans une région d'une importance stratégique vitale. C'est le cas du Somaliland, qui mérite à la fois la reconnaissance et l'aide des États-Unis", souligne-t-il.

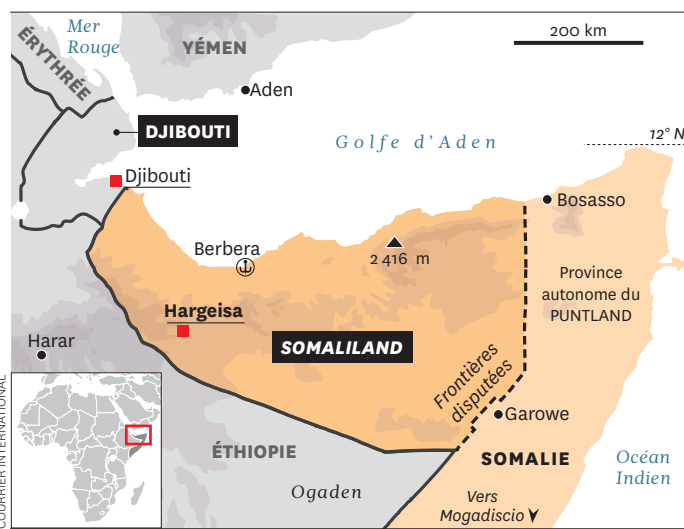
Guled Ahmed, chercheur invité à l'Institut du Moyen-Orient, estime quant à lui que les événements récents "témoignent de la mise en place d'une nouvelle dynamique géopolitique américaine dans la Corne de l'Afrique, qui pourrait au moins conduire à l'ouverture d'un bureau diplomatique à Hargeisa par le gouvernement américain". De son côté, le Somaliland a ouvert un bureau

de représentation à Taïwan, ce qui vient couronner l'approfondissement de liens récents.

Pour le chercheur, les États-Unis semblent avoir en ligne de mire de développer leurs activités maritimes et d'arriver à un partenariat de sécurité dans le golfe d'Aden, voire à une reconnaissance dans un avenir proche.

**Pêche illégale.** Le Somaliland a déjà signé un accord d'exploration pétrolière avec Genel Energy et CPC Corporation Taiwan sous forme d'un partenariat public-privé. "Les entreprises américaines vont sans doute suivre le mouvement, puisque les compagnies pétrolières américaines possèdent officiellement les droits de forage de certains blocs pétroliers du Somaliland", indique Guled Ahmed.

Toujours selon lui, la Chine considère que "si le Somaliland reconnaissait Taïwan ou établissait des relations diplomatiques avec l'île, ce serait une menace pour son projet de nouvelle route de la soie [vaste



initiative stratégique lancée en 2013], et cela pourrait la contraindre à suspendre ses activités de pêche illégales dans le golfe d'Aden et l'océan Indien".

Notons que l'ambassadeur de Chine en Somalie, Fei Shengchao, a démenti les rumeurs selon lesquelles des entreprises chinoises pêcheraient illégalement dans les eaux somaliennes, assurant que la

Chine était très respectueuse de la souveraineté du pays.

Selon Yun Sun [directrice du programme Chine au Centre Stimson, à Washington], les relations nouées entre le Somaliland et Taïwan aujourd'hui s'expliquent par le manque de reconnaissance internationale dont souffrent les deux pays.

"Si les États-Unis reconnaissent le Somaliland, d'autres pays devraient leur emboîter le pas, estime Yun Sun. Cela m'étonnerait que la Chine n'y songe pas. Mais le jour où elle se montrera disposée à reconnaître diplomatiquement le Somaliland, quel moyen de pression restera-t-il à Taïwan ?"

David Shinn, ancien diplomate américain en Éthiopie et professeur à l'université George Washington [à Washington], fait cependant remarquer que la politique américaine a toujours constitué jusque-là à suivre la voie tracée par l'Union africaine. Or, jusqu'à présent, celle-ci ne s'est pas montrée favorable à la reconnaissance du Somaliland. "Elle considère que le Somaliland est une partie de la Somalie. Malgré l'important courant de sympathie dont bénéficie le Somaliland aux États-Unis, à ma connaissance, ceux-ci n'ont pas la moindre intention de modifier leur politique dans ce domaine, indique David Shinn. Au sein du Congrès, certains

membres sont sans doute favorables à la reconnaissance du Somaliland, mais c'est une décision prise par le pouvoir exécutif. Tant qu'aucun pays ne reconnaît le Somaliland, ce n'est pas vraiment un problème. Mais si jamais le Somaliland était reconnu diplomatiquement par un certain nombre d'États, la Chine pourrait alors craindre que le Somaliland ne reconnaisse officiellement Taïwan, ce qu'elle prendrait très mal."

— **Jevans Nyabiage**  
Publié le 15 janvier

**SOURCE**



**SOUTH CHINA MORNING POST**  
Hong Kong, Chine  
Quotidien  
scmp.com

Le grand quotidien de langue anglaise de Hong Kong est depuis avril 2016 la propriété de Jack Ma (Ma Yun), patron du géant chinois Alibaba.

La Poste - SA au capital de 5 364 851 364 € - 355 000 000 RCS Paris - Siège social : 9, rue du Colonel Pierre Avia 75015 Paris - BETC - HAVAS PARIS

# Une page de réclame pour le nouveau parcours de réclamation que vous nous avez réclamé.

Lorsque vous déposez une réclamation en bureau de poste, La Poste revient vers vous dans les 48h. **Toujours plus simple, encore plus proche.**



vous simplifier la vie



amériques

# Brésil. Présidentielle: l'armée en embuscade

Si, en octobre, Lula l'emporte sur Bolsonaro, celui-ci aura du mal à accepter sa défaite. Tous les yeux sont donc braqués sur les généraux dévoués à l'actuel président. La démocratie court un risque réel, estime cet analyste depuis São Paulo.

—Americas Quarterly  
New York

Pour la première fois depuis que le Brésil est revenu à la démocratie, à la fin des années 1980, un nuage d'incertitude flotte sur l'élection présidentielle. Dix mois avant le premier tour du 2 octobre [le second aura lieu le 30 octobre], les analystes ne se demandent pas seulement qui gagnera mais également si le président Bolsonaro fera obstacle au passage du pouvoir s'il perd face à l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva, ce que les sondages laissent à penser.

Il est presque exclu qu'il reconnaisse rapidement sa défaite et téléphone à son adversaire pour le féliciter, comme Mauricio Macri, le président sortant, l'avait fait pour le péroniste Alberto Fernández en Argentine en 2019. Même les optimistes ne pensent pas qu'il apparaîtra à la cérémonie d'investiture pour remettre l'écharpe présidentielle à Lula. Au mieux, on aura peut-être le passage de pouvoir quelque peu turbulent de Cristina Fernández de Kirchner à Macri, en 2015 : après un désaccord public entre la présidente sortante et son successeur quant à la logistique de la transition, elle avait démissionné le dernier jour de son mandat, n'avait pas assisté à la cérémonie d'investiture et n'avait

pas remis à Macri l'écharpe et le bâton présidentiels. Mais elle n'avait pas cherché à saboter la transition elle-même.

Comme la famille Bolsonaro est proche de Donald Trump et que le président brésilien est convaincu que l'élection américaine a été truquée, un scénario de type "6 janvier" [2021, invasion du Capitole américain] – refus de reconnaître sa défaite et tentative d'empêcher le passage de pouvoir marquée par des vio-

lences politiques – pourrait être considéré comme une suite anodine. Aucune analyse de ce qui peut se passer si Bolsonaro tente de voler l'élection ne saurait être complète si elle ne prend pas en considération la réaction éventuelle de l'armée et des corps de police militaire [l'équivalent de la gendarmerie]. De fait, il n'est pas exagéré de

dire que l'armée, qui a accumulé un énorme pouvoir politique sous le gouvernement actuel, jouera un rôle clé si Lula bat Bolsonaro.

**Général mutiques.** Sa réaction est difficile à prévoir, d'une part parce qu'elle ne constitue pas une unité cohérente, d'autre part parce que les personnes qui font des déclarations publiques ne la représentent pas nécessairement. Quand Bolsonaro a limogé brutalement son ministre de la Défense, en mars dernier, ce qui a provoqué la démission des chefs de l'armée de terre, de l'armée de l'air et de la marine en signe de protestation, tout le monde ou presque a considéré qu'il cherchait ainsi à s'entourer de loyalistes. Braga Netto, le nouveau ministre de la Défense, est d'une loyauté tellement indéfectible que Bolsonaro a même songé à le choisir comme colistier pour sa réélection. Quoi qu'il en soit, beaucoup de choses dépendront des conditions de l'élection. Si Lula l'emporte largement, comme Bolsonaro en 2018 (il avait obtenu près de 58 millions de voix, contre 47 millions pour Fernando Haddad, son adversaire), même les généraux les plus enclins au putsch ne tenteront probablement pas d'intervenir.

Il est cependant plus probable que la victoire de Lula sera serrée. Le risque de voir Bolsonaro non seulement refuser de la reconnaître mais aussi faire obstacle à la passation de pouvoir augmentera considérablement si la différence entre victoire et défaite tient à moins d'un million de voix. Il y a de nombreux signes qui montrent que le soutien de l'armée et de la police militaire à la démocratie est, au mieux, ambigu. Les généraux n'ont pas offert une grande résistance aux caprices autoritaires de Bolsonaro, qui ont atteint des sommets en septembre quand il a promis publique-

L'auteur



OLIVER STUENKEL

Germano-brésilien, Oliver Stuenkel est un contributeur régulier de la revue *Americas Quarterly* sur des sujets principalement liés au Brésil mais aussi à l'Amérique latine en général. Il écrit aussi pour la célèbre revue brésilienne *Piauí* et le grand quotidien *O Estado de São Paulo*. Il collabore régulièrement sur des sujets concernant le Brésil, au quotidien espagnol *El País* et à la revue britannique *New Statesman*. À São Paulo, il enseigne les relations internationales à la Fondation Getulio Vargas, et il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *The Brics and the Future of Global Order*, traduit en portugais sous le titre *Brics e o futuro da ordem global* ("Les Brics et l'avenir mondial", non traduit en français).

ment de s'opposer aux décisions d'un juge de la Cour suprême. De même, les généraux ont en majorité gardé le silence chaque fois que Bolsonaro a cherché à jeter le doute sur la légitimité du système électoral, même s'il agissait presque certainement d'un prélude à une remise en question des résultats si nécessaire.

Une défaite de Bolsonaro entraînerait une perte de pouvoir politique et celle de nombreux avantages pour l'armée. Après tout, les innombrables officiers qui occupent actuellement un poste au gouvernement ou au sein d'une entreprise publique cumulent souvent les salaires. Le retour de Lula serait cependant irritant pour les généraux comme pour les officiers de rang inférieur. Nombre de militaires n'aiment pas le Parti des travailleurs (PT) de Lula parce qu'il a renforcé le contrôle des civils sur l'armée, et, surtout, parce qu'il a créé la Commission nationale de la vérité. Cet organisme a jeté, malgré son manque d'efficacité, une lumière déplaisante

sur le rôle de l'armée pendant la dictature (1964-1985), ce que les militaires considèrent comme une vengeance. Le fait que les plus gros contrats d'armement de l'histoire du Brésil ont été signés sous des gouvernements PT – entre autres, l'achat d'hélicoptères, de chasseurs et de sous-marins à la France – n'a pas empêché de nombreux militaires de soutenir avec enthousiasme les positions radicalement anti-PT de Bolsonaro.

Si Lula lui-même risque de ne pas pouvoir établir un dialogue productif avec les généraux et la police militaire avant les élections, il est déjà en train de conclure des alliances avec ceux qui peuvent calmer leurs craintes. En choisissant Geraldo Alckmin (du Parti de la social-démocratie brésilienne) comme colistier, par exemple, il pourrait obtenir le soutien de Márcio França, l'ancien gouverneur de São Paulo, qui jouit d'un grand respect au sein de la police de l'État [de São Paulo], laquelle est un foyer de bolsonaristes. De même, l'équipe de campagne de Lula fera probablement discrètement savoir à l'armée qu'elle ne sera pas châtiée, ni mise sur la touche, rien que pour avoir soutenu Bolsonaro. On se rappelle le célèbre tweet d'Eduardo Villas Bôas, à l'époque chef d'état-major des armées, qui avait évoqué la possibilité d'une intervention militaire si la Cour suprême décidait de ne pas incarcérer Lula en 2018. Reste que l'habitude qu'avait Bolsonaro de dire "mes" forces armées en parlant de l'institution a laissé un goût acide à de nombreux militaires. Et ceux qui ont un penchant pour la politique pourraient choisir une voie différente en se présentant eux-mêmes.

—Oliver Stuenkel  
Publié le 6 janvier



ANALYSE



SOURCE



AMERICAS QUARTERLY

New York, États-Unis  
Trimestriel, 15 000 ex.  
[americasquarterly.org](http://americasquarterly.org)

Cette revue d'analyse est dédiée à la politique, à l'économie et à la culture de l'Amérique latine, ainsi qu'aux relations entre le sous-continent et le reste du monde.

CANADA

# Le “convoi de la liberté” serre à droite

Protestant contre la vaccination obligatoire, des centaines de routiers ont bloqué Ottawa durant une semaine. Une manifestation organisée par des extrémistes haineux, selon cette chroniqueuse.



—Le Devoir (extraits)  
Montréal

**A**u cœur de l’hiver, un convoi de camionnettes, de camions et d’autres véhicules imposants traverse le pays, de l’Alberta jusqu’à Ottawa, pour demander au Premier ministre Justin Trudeau de changer son programme politique du tout au tout ou de démissionner. Nous sommes en février 2019.

Le nom du convoi? D’abord, “Yellow Vests” (Gilets jaunes), puis “United We Roll” (Unis, nous roulons). Le motif officiel? Soutenir les “travailleurs ordinaires” du secteur pétrolier, bloquer la taxe sur le carbone, approuver la construction de nouveaux pipelines. Mais le Réseau canadien antihaine montre plutôt que des organisateurs clés sont des agitateurs d’extrême droite, des islamophobes et des complottistes qui croient que les Nations unies travaillent à abolir les frontières. Une *alt-right* canadienne, bref, qui s’approprie le langage d’un mouvement de colère

populiste pour augmenter sa visibilité, entourer ses figures de proue d’une aura de respectabilité et recruter au sein de nouveaux réseaux.

Il y a une différence fondamentale entre une manifestation où s’inviteraient des éléments extrémistes, au grand dam des organisateurs, et une manifestation organisée par des extrémistes qui ajustent leur communication pour mieux toucher un pan de la population qui ne s’intéresse pas à leurs idées.

Le “convoi de la liberté”, qui paralyse Ottawa depuis le 28 janvier [pour protester contre la vaccination obligatoire des chauffeurs routiers passant la frontière avec les États-Unis], ne fait pas que ressembler au mouvement “United We Roll” : il s’agit de sa continuation. Tamara Lich, qui a lancé la campagne de socio-financement GoFundMe, qui a maintenant accumulé plus de 10 millions de dollars, et Patrick King, le mobilisateur albertain et auteur de diatribes sur la supériorité raciale anglo-saxonne, sont

deux des vétérans du mouvement des “gilets jaunes” derrière le convoi actuel, toujours selon le Réseau canadien antihaine. Comme en 2019, le “convoi de la liberté” s’approprie une cause populaire et populiste pour susciter des appuis au-delà de ses propres réseaux.

Prenons l’exemple de James Bauder, un conspirationniste qui croit le Premier ministre coupable de “crime contre l’humanité”, lui aussi un ex-participant de “United We Roll”. En octobre dernier, il avait tenté d’organiser un “convoi de la liberté” en direction d’Ottawa ; c’est à ce moment qu’il avait publié son indescriptible “protocole” pseudo-légal demandant le renversement du gouvernement. Les camionneurs ne sont bien sûr pas mentionnés dans le texte, puisque ce n’est qu’en novembre que le ministre des Transports, Omar Alghabra, a annoncé qu’une preuve de vaccination serait exigée de leur part à partir de la mi-janvier.

L’idée et même le nom du “convoi de la liberté”, avec le texte qui l’accompagne, ont été remis en avant aux environs du nouvel an. Le momentum politique a évolué, et maintenant ça mord : le “protocole” d’octobre devient viral. On nous jure pourtant encore qu’il s’agit d’un mouvement de camionneurs, même si ceux-ci sont vaccinés à près de 90 %, même si l’Alliance canadienne du camionnage désavoue le convoi. Comme en 2019, les conservateurs prétendent que quelques individus déplorables se sont infiltrés dans une manifestation de “gens ordinaires”, plutôt que d’admettre que plusieurs manifestants candidés se sont emberlificotés dans un plan d’extrémistes.

En conférence de presse, le 27 janvier, le chef du Parti conservateur du Canada, Erin O’Toole, a annoncé qu’il rencontrerait certains participants et s’est montré outré qu’on réduise un mouvement à ses... organisateurs. Il veut que lesdites gens ordinaires, “qui n’ont pas accès à des lobbyistes”, sachent qu’ils ont une voix à Ottawa. Les camionneurs, un groupe clé pour les chaînes d’approvisionnement nord-américaines, ont bien sûr des lobbyistes. Mais bon, en 2019, on avait aussi prétendu que l’industrie gazière et pétrolière était faite de sans-voix.

Avec ce lobbying, des députés conservateurs fédéraux et provinciaux ont tenté en janvier de faire reculer le ministre des Transports, Omar Alghabra, alléguant que la vaccination obligatoire des camionneurs allait créer des pénuries dans les épiceries, ralentir la livraison de matériel médical. Après la mise en place des nouvelles règles frontalières, le Premier ministre de l’Alberta, Jason Kenney, a même publié sur Twitter des images d’étalages vides, laissant entendre (faussement) que les pénuries massives prophétisées étaient réelles. Il semble que, pour rallier les troupes, même le mensonge éhonté puisse être de mise.

## En se prenant en photo puce en l’air avec les manifestants, les policiers ont aidé le mouvement.

La suite, on la connaît. Une manifestation mise sur pied par des extrémistes haineux a mobilisé, sans surprise, un nombre considérable d’extrémistes haineux. En se prenant en photo le puce en l’air avec les manifestants et en laissant libre cours au harcèlement des citoyens et des journalistes, les policiers d’Ottawa ont encouragé le mouvement, qui envisage désormais de bloquer les centres-villes de Toronto et de Québec dans les prochains jours.

Et en répétant, sans le prouver, qu’il s’agissait d’un mouvement par et pour les camionneurs, les conservateurs ont aidé l’*alt-right* à récolter des millions de dollars qui iront certainement en partie à leurs futurs projets.

Erin O’Toole, trop “modéré” pour une bonne partie de son caucus, a été démis de ses fonctions de chef du Parti conservateur le 2 février. Leslyn Lewis et Pierre Poilievre, candidats pressentis à sa succession, ont passé le week-end à serrer des mains dans le convoi, tout comme le chef du Parti populaire, Maxime Bernier. Voyons voir comment évoluera encore ce récit de confusion, voire peut-être de fusion, entre l’*alt-right* et les partis conservateurs canadiens.

—Emilie Nicolas  
Publié le 3 février

↳ Dessin de Côté paru dans Le Soleil, Québec.

### Contexte

●●● Opposés à la vaccination qui leur est imposée pour franchir la frontière avec les États-Unis, les chauffeurs ont convergé vers la capitale canadienne à partir du 28 janvier. Depuis, “ils paralysent le centre-ville avec leurs poids lourds [...] et ils cassent les oreilles des résidents avec leurs klaxons jour et nuit”, s’indigne une éditorialiste de *La Presse*, au Québec. En une semaine, “on les a vus agresser les bénévoles d’une soupe populaire pour obtenir de la nourriture, lancer des cailloux aux ambulanciers ou encore profaner la tombe du Soldat inconnu”. “Je vis dans une ville en état de siège”, écrit un contributeur du *Toronto Star*, pour qui “quelque chose s’est brisé cette semaine au Canada”. Face à ce qu’il qualifie d’“occupation” de la ville, le maire d’Ottawa a décrété l’état d’urgence le dimanche 6 février, et les manifestants ont quitté la ville dans la soirée. Mais un plus grand rassemblement est déjà prévu à Québec, rapporte *Le Devoir*. “Ce qu’on a fait en fin de semaine, c’est un carnaval de la liberté”, a lancé l’organisateur Kevin “Big” Grenier. Dans deux semaines [...], ça va être un Woodstock de la liberté.”

### SOURCE



### LE DEVOIR

Montréal, Canada  
Quotidien  
ledevoir.com  
Créé en 1910 pour raviver la fibre nationaliste des Canadiens français, *Le Devoir* est aujourd’hui le dernier quotidien indépendant du Québec. Plutôt souverainiste, il jouit d’une solide réputation, même si sa diffusion est restreinte.



asie

—Weixin (WeChat)  
(extraits) Shenzhen

**J**e travaille comme photographe. Je ne suis pas natif de Zhengzhou, mais j'y ai acheté un logement, proche du lieu de travail de ma femme, et notre enfant est né ici [dans la capitale de la province du Henan, dans le centre du pays]. Dans notre résidence, il y a environ deux ans, le système d'accès par badge a été remplacé par la reconnaissance faciale. Nous l'avons appris par une simple annonce, placardée alors que le système était déjà installé. Sur le coup, ce changement a suscité l'incompréhension, mais les gens se sont surtout demandé s'ils allaient devoir payer pour cela, sans discuter de l'opportunité d'une telle mesure. À l'issue d'une semaine de travaux, le système avait été directement mis en service (le 1<sup>er</sup> janvier 2020). Personne n'avait été averti. Le bureau de gestion de l'immeuble s'était contenté de coller une affiche à l'entrée de la résidence pour demander aux résidents de venir munis de leur carte d'identité et de leur livret de résidence pour remplir les documents nécessaires à la reconnaissance faciale.

Cela fait trois ans que j'ai emménagé ici, et aucune assemblée générale des copropriétaires n'a jamais eu lieu. Il devrait y avoir un comité de quartier, mais seuls s'y trouvent les propriétaires membres du bureau de gestion, et la décision d'installer la reconnaissance faciale a été prise par eux sans aucune concertation.

**Jogging et solitude.** Sur les applications Alipay ou WeChat, il est déjà possible de payer par reconnaissance faciale, mais ma femme et moi nous inquiétons des risques de fuites de données. Sur Internet, les applications de prêts se multiplient, que se passerait-il si quelqu'un usurpait notre identité pour souscrire un emprunt ? Jusqu'à présent, ma femme et moi avons refusé de nous inscrire à ce type de service.

Auparavant, il suffisait de présenter une carte pour ouvrir automatiquement le portillon d'accès aux entrées est et nord de la résidence. Désormais, à l'intérieur et à l'extérieur ont été installés des poteaux avec un écran devant lequel il faut se



## Chine. J'ai dit non à la reconnaissance faciale

Dans les villes de Chine, compartimentées en résidences fermées, on a souvent recours à la technologie. Un habitant rétif à la reconnaissance faciale raconte pourquoi il refuse de s'y soumettre. Et les difficultés qu'il rencontre chaque jour.

tenir de face pour que l'appareil confirme que la procédure a été remplie pour un "accès autorisé" et ouvre le portillon. Pour nous, c'est perdu d'avance, "accès non autorisé".

Pour rentrer chez nous, il est fréquent que nous profitions du passage de quelqu'un dont le visage est reconnu par le système pour entrer à sa suite. Dans la journée, cela ne pose pas trop de problèmes, car près de 10 000 personnes habitent dans notre complexe résidentiel. Les allées et venues

sont nombreuses, et le portillon est quasiment toujours ouvert, mais c'est le soir que l'affaire se corse !

Je réalise des photos de tournage de film. Je suis souvent en déplacement, parfois pendant un mois ou deux, ou juste pendant une dizaine de jours. Je rentre souvent très tard, à des moments où il n'y a plus personne qui entre dans la résidence, surtout après minuit. Il m'est ainsi arrivé de devoir patienter vingt minutes. C'était en plein hiver, je portais juste un jogging,

j'en garde le souvenir d'un grand moment de solitude.

Finalement, j'avais renoncé à attendre l'arrivée de quelqu'un, et j'avais marché jusqu'à l'entrée du parking souterrain, située à une dizaine de mètres de là. J'avais d'abord fait passer au-delà de la barrière ma valise, mon sac à dos et ma mallette avant de me faufiler à l'intérieur. Ces deux dernières années, j'ai dû procéder ainsi plusieurs dizaines de fois.

J'ai vraiment l'impression d'agir comme un voleur, ce n'est pas très agréable. Je ne fais que regagner mon domicile, et pourtant je dois me cacher. Parfois, mon épouse ne parvient

pas à entrer, il faut que je sorte la voiture pour aller la chercher, car si moi je ne peux pas entrer, ma voiture, elle, le peut !

En principe, dans la résidence, des gardiens sont présents vingt-quatre heures sur vingt-quatre, mais lorsqu'ils ne sont pas à leur poste, on est bien embêtés. De plus, les gardiens ne se montrent pas toujours compréhensifs et ont leurs têtes. Il y a quelque temps, il était 23 heures passées et j'ai dû sortir pour régler un problème. Le gardien, un homme d'une cinquantaine d'années,

**"Je ne peux pas entrer dans la résidence, mais ma voiture, elle, le peut !"**

était assis à l'extérieur en train de jouer sur son téléphone portable. Lorsque je lui ai demandé de bien vouloir m'ouvrir le portillon, il m'a rétorqué : "Vous n'avez qu'à scanner votre visage !" Je lui ai expliqué que c'était impossible, n'étant pas enregistré. "Pourquoi vous ne l'avez pas fait comme tout le monde ?" m'a-t-il alors lancé.

Finalement, il m'a ouvert le portillon, en se postant lui-même devant l'écran.

Je ne suis pas le seul dans ce cas. Beaucoup d'autres gens "profitent" du visage d'autrui. Un soir, alors que je patientais à l'extérieur, quelqu'un qui n'avait pas non plus fait enregistrer son visage est arrivé. Nous avons attendu ensemble. À un moment, quelqu'un est sorti d'un bâtiment. Nous avons pensé qu'il allait pouvoir nous ouvrir, mais non, il est resté également à attendre de l'autre côté du portillon, nous avions l'air fins.

Le pire, c'est la fois où nous étions une demi-douzaine d'hommes à patienter au portillon. À ce moment-là, j'ai pensé que si une jeune fille était arrivée pour rentrer chez elle, elle aurait certainement pris peur !

Notre complexe résidentiel se situe dans un lieu plutôt isolé, et plus de la moitié des habitants ne sont pas du coin. Il y a beaucoup de monde, et c'est un peu le bazar. Avant, la police intervenait souvent à la suite de plaintes pour des frais de stationnement injustifiés ou pour des véhicules immobilisés indûment par la résidence, entre



TÉMOIGNAGE

autres. À l'entrée, de nombreux vendeurs ambulants de fruits et légumes ou de produits de première nécessité tentent d'installer leurs étals, mais les gardiens ne les laissent pas faire, d'où de fréquentes disputes. Un jour, la résidence a même vu débarquer l'équipe de "Xiaoli vient vous aider" [*Xiaoli bangmang*, émission télévisée traitant de la vie quotidienne] après qu'un propriétaire avait été victime d'un vol dans sa cave.

L'installation du système de reconnaissance faciale n'a pas fait cesser les altercations. Un jour, un propriétaire bien éméché a demandé au gardien de lui ouvrir le portillon, mais celui-ci a refusé en voyant son état. Les deux hommes se sont mis à se disputer et il a fallu appeler la police.

Par ailleurs, le dispositif n'offre pas un niveau de détection très fin : il ne faut pas cligner des yeux par exemple, et il lui arrive de commettre des erreurs. Une fois, j'attendais en compagnie d'une personne qui, lorsqu'elle a présenté son visage à l'écran, a fait ouvrir le portillon. Je lui ai demandé si elle s'était enregistrée, mais non, l'homme avait juste essayé, et cela avait marché.

Contre qui pourrais-je me retourner si jamais une fuite de mes données m'occasionne des pertes financières ou si mes coordonnées sont utilisées à des fins frauduleuses ? À cette question, le gérant m'a répondu que c'est la personne à l'origine des fuites qui est responsable, en m'assurant que cela n'arriverait pas avec eux de toute façon.

En fait, mon numéro de téléphone a déjà été diffusé de manière incontrôlée. Alors que je cherchais un logement, je m'étais inscrit sur des sites en le laissant. J'avais été assailli de coups de téléphone de différents vendeurs. Cela a duré plusieurs années, et encore aujourd'hui je reçois des appels. J'ai eu aussi un

problème à cause d'un ami qui devait de l'argent. Chaque jour, un responsable de l'appli de prêt m'appelait : "Monsieur X. est bien votre ami ? Dites-lui qu'il faut qu'il paie ses dettes !" Il m'avait appelé pendant six mois tous les deux ou trois jours : "Pensez bien à lui téléphoner !" J'avais par la suite demandé à mon ami comment ces gens avaient eu mon numéro de téléphone. Il m'avait expliqué qu'au moment de l'inscription sur le site de prêts, l'autorisation d'accès au carnet d'adresses était cochée par défaut.

**Cour suprême.** La divulgation de mes coordonnées téléphoniques est une chose, celle de ma carte d'identité et des caractéristiques de mon visage en est une autre, car que faire si ces données sont communiquées à n'importe qui ? Pour une administration, je veux bien, et si c'est nécessaire quand je descends à l'hôtel à l'occasion de mes déplacements professionnels, je peux aussi, à la rigueur, accepter de me faire scanner le visage. Si cela permet à Alipay ou WeChat de sécuriser les informations, admettons, même si, pour l'instant, je n'ai pas activé ce service. Tous ces organismes sont soumis au contrôle de l'administration, mais ce n'est pas le cas d'un gérant d'immeubles, et je ne suis pas tranquille.

Lorsque des amis ou de la famille viennent nous rendre visite, je dois donc leur expliquer comment "profiter" du visage d'autres personnes pour entrer, ce qui me fait perdre un peu la face ! Au début, mes parents ne comprenaient pas pourquoi nous n'adoptions pas nous aussi ce dispositif qui facilitait les entrées et sorties, et j'avais dû leur expliquer pourquoi je ne souhaitais pas le faire.

Pour moi, c'est une question objective, pas subjective. Afin de régler le problème de la reconnaissance faciale, je suis allé voir le gérant et j'en ai informé

une chaîne de télévision, le tout avec le soutien de ma femme, qui, elle non plus, n'a pas voulu s'enregistrer dans le système de peur de se faire usurper ses données.

Le gérant m'a dit qu'il me donnerait une réponse sous trois jours. Cela faisait plus d'un an que je supportais une telle situation, mais cette année, avec l'épidémie, j'ai eu moins de déplacements à effectuer, et l'hiver arrivant, je souhaitais régler la question. De plus, j'avais appris cette année par la presse que la Cour suprême avait précisé que l'utilisation d'un dispositif de reconnaissance faciale ne devait pas être obligatoire pour entrer dans les complexes résidentiels. Je me sentais donc dans mon bon droit.

En effet, le 28 juillet 2021, lors d'une conférence de presse, les responsables de la Cour suprême ont rendu public des "dispositions sur certaines questions de droit applicables aux affaires

**"Je ne savais pas que l'État encadrerait la diffusion des informations personnelles."**

civiles relatives au traitement des informations personnelles par la technologie de reconnaissance faciale". L'article 10 dispose que les tribunaux populaires doivent donner raison aux propriétaires qui refusent l'usage de dispositifs de reconnaissance faciale et exigent de disposer d'autres moyens d'identification.

Je suis retourné voir le gérant trois jours après. On m'a expliqué qu'il n'était plus possible d'utiliser une carte pour entrer et qu'il fallait obligatoirement se soumettre à la reconnaissance faciale. La discussion a pris une tournure houleuse. Le responsable m'a fait remarquer qu'il n'agissait pas pour le bien d'une personne en

particulier, mais pour celui de l'ensemble des copropriétaires. Ce à quoi je lui ai rétorqué que je faisais justement partie de ces copropriétaires.

Une autre personne m'a même insulté, en sous-entendant que j'étais un peu dérangé. "Comment ça, dérangé ? Je fais juste valoir mes droits. C'est vous qui avez un problème !" ai-je répliqué. Alors que je m'apprêtais à franchir la porte pour sortir, quelqu'un a encore lancé : "Il est complètement maboul !" Je me suis alors emporté : "Là, vous exagérez ! Vous pourriez au moins attendre que je sois parti pour dire ce genre de choses !" et, le lendemain, j'ai sollicité l'intervention de Xiaoli (l'animatrice de l'émission télévisée "Xiaoli vient vous aider").

La diffusion de l'émission à la télévision a suscité de nombreuses réactions sur les trois groupes de réseaux sociaux rassemblant les copropriétaires du complexe résidentiel. L'un d'eux m'a écrit : "Vous n'auriez pas évoqué les risques, je n'en aurais pas eu conscience. Mais maintenant, ça me fait un peu peur !" Un autre a confié : "Avant, je ne savais pas que l'État encadrerait la diffusion des informations personnelles confidentielles, mais maintenant, je le sais !" Les copropriétaires m'ont tous soutenu dans ma démarche.

L'émission ayant été très regardée sur Internet, un internaute d'une grande métropole m'a contacté pour me dire que, dans leur résidence, un système de reconnaissance faciale avait également été installé. Après s'être disputé avec le gérant à ce sujet, il avait fini par solliciter l'intervention de la mairie, à la suite de quoi le gérant avait fini par lui délivrer une carte d'accès. Mais ça, c'est dans une grande métropole. Dans mon cas, j'ai eu beau alerter les médias, je n'ai pas obtenu gain de cause.

—Zhou Hang

Publié le 6 décembre 2021

## Données sensibles

●●● La Chine est à la pointe de la reconnaissance faciale. Son réseau de caméras qui surveille le territoire est connecté à un tel système. Il permet l'identification des personnes dans leur quotidien et peut être utilisé pour la prévention des crimes comme pour l'attribution d'un "crédit social" (le comportement des individus est noté). Les applis sur smartphones emploient couramment cette technologie, ce qui a fait naître des inquiétudes chez les clients. Une loi promulguée en août 2021 classe les données issues de la reconnaissance faciale dans les données sensibles, rapporte le **Jiancha Ribao** ("Le Quotidien du Parquet"). Elle prévoit que les personnes doivent être informées de leur collecte et avoir confirmé leur accord par écrit.

### SOURCE



#### WEIXIN (WECHAT)

Shenzhen, Chine  
weixin.qq.com

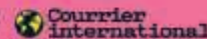
Le groupe Tencent auquel l'application de messagerie par texte, son ou image appartient fait état de plus d'un milliard de comptes. C'est le moyen de communication le plus populaire en Chine. Weixin est aussi une plateforme de blogs qui donne un espace de relative liberté aux Chinois, dans un environnement médiatique très contrôlé.



# SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ



À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE



# Israël. À Tel-Aviv, l'obsession de la rénovation urbaine

Le marché du Carmel, situé dans l'un des derniers quartiers rappelant le Tel-Aviv d'antan, est menacé par la gentrification galopante, avertit cette journaliste.



—Ha'aretz Tel-Aviv

Le 4 janvier, Ron Huldai, le maire [travailliste] de Tel-Aviv, annonçait sur sa page Facebook que la partie ouest du Shouk HaKarmel [“marché du Carmel”], celle qui longe le parking près du Gan HaKovshim [“parc des Conquérants”], allait bientôt être rénovée. Il s'agit de la concrétisation d'un projet sur lequel planche la municipalité depuis l'arrivée au pouvoir de Huldai, en 1998.

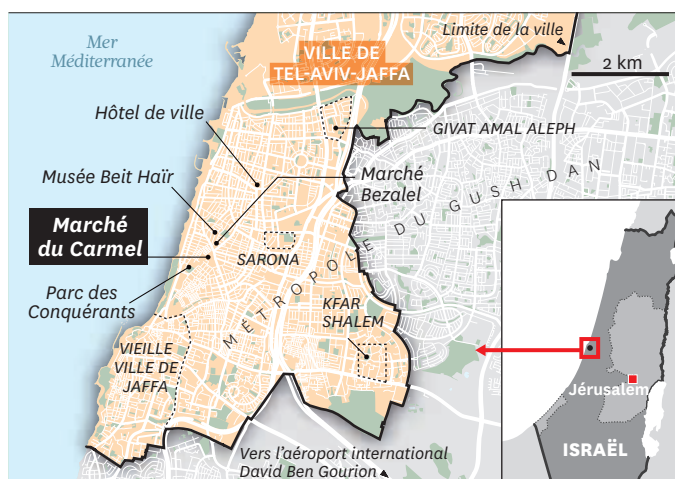
“Ce projet contient un message important pour l'ensemble de la ville. D'une part, il préservera le charme et le caractère unique du Carmel, et, d'autre part, il lui permettra de continuer à prospérer en tant que centre commercial et touristique attractif en améliorant l'espace public.”

Huldai a publié ce message après que son plan a été approuvé par la Commission départementale de planification et de construction.

Mais quiconque a le temps et le courage de lire les comptes rendus de cette commission n'y découvrira rien d'autre que des slogans identiques à ceux de tous les plans soumis depuis deux décennies par la mairie et qui affichent l'ambition de “réhabiliter” une zone “non réglementée” de la ville et qui ne “colle” pas à la législation israélienne en matière de planification et d'urbanisation.

Concrètement, on assiste à une volonté constante de couler chaque immeuble, quartier et marché dans un moule rigide. Et, comme toujours, la rénovation du Carmel est confiée au cabinet d'architectes Tzionov-Vitkon, lequel a par ailleurs été sélectionné pour construire de nouvelles écoles à Tel-Aviv et prévoit de transformer le marché de la rue de l'Aliyah en un country club privé. “Ce plan entend répondre aux besoins du public, lesquels évoluent avec le temps, et mettre

à jour les directives en matière de construction dans les bâtiments publics, tout en optimisant l'utilisation des terrains”, précisent ses promoteurs, ajoutant : “Le tout dans une vision globale du développement de la ville et en pensant aux générations futures.”



IKON IMAGES

Mais derrière les beaux mots “régularisation”, “optimisation” et “développement”, ce qui est à l'œuvre, c'est un processus de taxidermie, de gentrification et de changement de population, qu'il s'agisse des commerçants ou des passants. C'est ce processus qui a été à l'œuvre dans de nombreux autres quartiers de Tel-Aviv, comme la vieille ville de Jaffa, le quartier de l'ancienne gare ferroviaire et celui de Sarona.

Et c'est encore et toujours le même processus qui touche plusieurs quartiers menacés d'expropriation imminente, tels que Givat Amal Alef [l'ancien village arabe de Jammassin Al-Gharbi], dans le nord de Tel-Aviv, et Kfar Shalem [l'ancienne bourgade arabe de Salama], dans le Sud. Il est difficile de citer un quartier de Tel-Aviv qui a subi une “régularisation” sans que son caractère originel n'ait été effacé. Le marché du Carmel est quasiment le dernier endroit du centre-ville à avoir conservé un aspect bucolique et humain. Il fonctionne et a évolué de manière organique au fil des ans, sans l'intervention de la municipalité ni l'imposition de directives rigides.

Dans une exposition organisée en 2021 au musée Beit Haïr [l'ancien hôtel de ville de Tel-Aviv] à l'occasion du centenaire du Carmel, l'historienne Shula Widrich rappelait son développement.

Créé en 1921 sous le nom de Shouk HaKerem [“marché du Vignoble”], en raison de sa proximité avec le quartier yéménite de Kerem HaTeimanim [“vignoble des Yéménites”], le marché se situe à la limite de la Jaffa arabe d'avant 1948. La municipalité avait ensuite voulu le déplacer, confiant à la société publique Solel-Boneh la mission de construire un complexe

commercial entre les rues Bezael (aujourd'hui Tchernikhovsky) et Carmel (maintenant rue King George), mais le projet a fait long feu. Il existe bien un Shouk Bezael, mais le Shouk HaKerem n'a jamais pu être déménagé et il a simplement changé de nom pour devenir le Shouk HaKarmel.

“Le marché a une vie propre”, avance Shula Widrich pour expliquer pourquoi les commerçants n'ont jamais déménagé vers le nouveau site. “De plus, un marché couvert et moderne impliquait de payer des taxes, de sorte que les commerçants n'étaient pas tentés.”

**Chaînes de luxe.** Dans l'exposition, on pouvait voir des photos montrant que le marché avait continué à vivre sa vie même au plus fort des bombardements menés par l'aviation égyptienne pendant la guerre d'Indépendance [au printemps 1948].

Un des arguments avancés par la municipalité de Tel-Aviv est d'ordre sanitaire. Or ce problème ne date pas d'hier, mais remonte à la création même du Carmel.

Dans un article publié en 2009 dans la revue environnementale *Eretz VeTeva*, l'historien Ilan Shchori note qu'en décembre 1925 les services de police [à l'époque, britanniques] se plaignaient déjà auprès du maire Meïr Dizengoff de l'état “déplorable” du Carmel en matière de propreté et de surpopulation.

Près d'un siècle plus tard, la situation ne s'est bien entendu pas beaucoup améliorée. Mais le Carmel est peut-être le dernier quartier qui rappelle le Tel-Aviv de jadis, celui d'avant son assaut par les promoteurs immobiliers et les chaînes de luxe.

Enfin, le sentiment qui prévaut aujourd'hui à Tel-Aviv et dans sa banlieue immédiate, c'est que la métropole n'est plus qu'un immense chantier de construction. Face à cela, les risques prétendument posés par le marché du Carmel sont marginaux.

Plutôt que de faire quasi table rase de ce quartier, la municipalité ferait mieux de mettre sur pied une procédure de concertation avec ses commerçants et ses habitants, qui permettrait de tenir compte de certaines exigences tout en préservant le caractère originel du Carmel.

—Naama Riba  
Publié le 21 janvier

TERRORISME

# Malgré la mort de son chef, l'EI reste une menace

L'élimination du dirigeant de Daech lors d'une opération américaine est un coup dur pour l'organisation djihadiste. Mais son pouvoir de nuisance reste important.



Le président américain Joe Biden a annoncé le 3 février la mort d'Abou Ibrahim Al-Hachemi Al-Qourachi, leader du groupe djihadiste État islamique (EI ou Daech, selon son acronyme arabe), lors d'une opération des forces spéciales américaines menée en Syrie. *«Et Biden élimina le chef de Daech»*, titrait



Revue de presse

le lendemain le quotidien panarabe **Asharq Al-Awsat**, qui, comme l'autre grand journal panarabe **Al-Quds Al-Arabi**, consacrait sa une à l'événement.

À la tête de l'EI depuis plus de deux ans, Al-Qourachi *«s'est fait exploser»* dans la maison où il résidait depuis plusieurs mois à Atmeh, dans la province d'Idlib, située dans le Nord-Ouest syrien, à la frontière avec la Turquie. Il avait succédé à Abou Bakr Al-Baghdadi, tué en 2019 dans un raid américain similaire à une vingtaine de kilomètres d'Atmeh. En s'appuyant sur les témoignages de témoins oculaires, **The New**

**York Times** évoque une *«nuit de terreur»* en relatant le raid dans ses colonnes. **The Guardian** rapporte un *«rugissement soudain d'hélicoptères»*, l'ultimatum lancé aux occupants de la maison où s'était terré le leader de Daech, suivi quelques minutes plus tard par une explosion *«si forte que des corps ont été projetés au sol»*.

Depuis qu'il était arrivé à la tête de Daech, en 2019, Abou Ibrahim Al-Hachemi Al-Qourachi *«n'était jamais apparu en public et ne s'était exprimé dans aucune publication de l'EI»*, explique **Asharq Al-Awsat**. *«C'était un homme mystérieux qui vivait dans une maison ordinaire»*, résume un voisin.

Al-Qourachi est né sous le nom de Mohammad Saïd Abderrahman Al-Maoula en 1976, à Mohallabiyé, dans la province irakienne de Ninive. Il est l'un des membres fondateurs de l'EI (en 2004, alors que l'organisation n'en est encore qu'à ses balbutiements),

↳ Dessin de Kichka, paru dans **i24News**, Tel-Aviv.

dont il gravira les échelons au fil des ans. Pour la communauté yézidie, la mort du chef de Daech *«apporte un peu de réconfort»*, écrit le site panarabe **Al-Monitor**. Et pour cause : Qourachi *«a joué un rôle central dans l'orchestration du trafic et du massacre [des membres] de cette minorité»* ethnique.

Après la dislocation du califat de l'EI, en Irak en 2017 puis en Syrie en 2019, il était devenu essentiel jusqu'à devenir le chef du groupe djihadiste il y a moins de trois ans. Sous sa direction, une *«restructuration de l'organisation»* a été opérée sur la base d'une *«politique de décentralisation»* du groupe à travers une multiplication des cellules et

**«C'était un homme mystérieux qui vivait dans une maison ordinaire», résume un voisin.**

des attaques en Syrie et en Irak, écrit **Al-Araby Al-Jadid**. Point d'orgue de cette résurgence de Daech, le récent assaut – considéré comme la plus importante opération de l'organisation depuis 2019 – contre une prison de Hassaké, où des milliers de combattants djihadistes étaient détenus.

Quelles conséquences aura la mort d'Al-Qourachi pour l'EI ? *«Le chef de l'État islamique est peut-être mort, mais l'organisation se cache toujours dans les décombres»*, estime **The Guardian**. Dans le **Los Angeles Times**, Colin P. Clarke, un expert en contre-terrorisme, qualifie l'opération contre le leader de Daech de *«succès tactique»*, mais des opérations de ce type *«ne se traduisent jamais par des victoires stratégiques»*.

*«Sans une stratégie clairement formulée [...], le cycle des frappes ciblées contre les dirigeants de l'organisation terroriste va se poursuivre indéfiniment. Résultat, les États-Unis pourraient fort bien se retrouver à faire le jeu de l'État islamique en restant au Moyen-Orient et sans projet d'avenir pour la Syrie»*, conclut Colin P. Clarke dans cette analyse à lire en intégralité, traduite en français, sur notre site.

— **Courrier international**

## NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le QR code



Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc>

ou par téléphone : 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi de 9h à 18h)



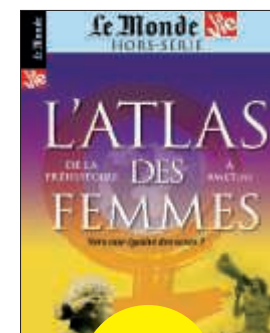
**La seconde guerre mondiale à travers les cartes**

Histoire & civilisations met en valeur la cartographie militaire organisée par grandes thématiques. Le plus : une iconographie exceptionnelle composée de plus de 80 cartes d'époque provenant des collections de la British Library de Londres

14,50€\*

**L'Atlas des femmes**

Cet atlas dresse un tableau de la condition féminine à travers les âges et les continents. Un portrait multiple et original, où sont déconstruits les stéréotypes, relatés les luttes et les résistances contre les discriminations, jusqu'à l'émancipation.



14€\*



**L'Atlas de la terre**

Cet atlas déroule la passionnante histoire du progrès et de ses méfaits à l'origine de la prise de conscience écologique et de la crise climatique actuelle. Une approche originale, en cartes et infographies.

14€\*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30/06/2022  
\* Frais de port en sus en fonction du produit.  
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.  
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

à la une

# LE CASSE-TÊTE DE L'INFLATION

Du jamais-vu en plus de trente ans! Il n'y a pas qu'en Argentine ou au Liban que l'inflation galope. La hausse des prix touche l'ensemble des pays riches. Un épisode conjoncturel, avancent les grands argentiers : la crise de l'énergie et les goulets d'étranglement de la chaîne logistique ne devraient pas durer. Pourtant, la pression monte. Tandis que les banques centrales temporisent, les gouvernements parent au plus pressé et les consommateurs subissent. Faut-il apprendre à vivre avec?



# Inflación

# Face à l'envolée des prix, l'Europe en ordre dispersé

**Les gouvernements du continent prennent des mesures d'urgence devant la hausse spectaculaire des tarifs de l'énergie et de l'alimentation. Sans aucune certitude sur la durée qu'aura cet épisode inflationniste.**

—Politico (extraits) Bruxelles

C'est une question qui hante les dirigeants européens : quand cela s'arrêtera-t-il ? Et ce n'est pas le coronavirus qui les inquiète. Mais l'inflation, qui n'a jamais été aussi élevée depuis la création de l'euro. La Banque centrale européenne (BCE), imperturbable, assure que cette envolée record des prix n'est que passagère, mais les acteurs politiques européens ne peuvent se permettre pareille impassibilité alors que des électeurs en colère peinent à régler leur plein d'essence, leurs courses à l'épicerie et regardent fondre leur épargne patiemment amassée.

En Belgique, près d'un million de personnes ont du mal à s'acquitter de leurs factures énergétiques. En Italie, le prix des pâtes a bondi de près de 40 %. Et la hausse spectaculaire des cours de l'énergie menace des pans entiers de l'industrie européenne, de l'aluminium à la confiserie.

**La BCE attentiste.** Simple feu de paille ? Peut-on s'attendre à ce que les prix de l'énergie et de l'alimentation, par nature sensibles à la météo et qui aujourd'hui portent le coup le plus rude aux ménages, baissent aussi vite qu'ils ont flambé ? Ou bien s'agit-il d'un changement durable, qui sera verrouillé par des hausses de salaires substantielles ?

“Nous sommes face à un gros problème politique, et à un gros problème en termes d'égalité sociale si les salaires n'augmentent pas”, estime Guntram Wolff,

directeur du groupe de réflexion Bruegel [à Bruxelles].

Le taux d'inflation dans la zone euro est de 5 % en décembre [5,1 % en janvier, selon les chiffres provisoires], avec d'importantes disparités régionales. L'Europe de l'Est est particulièrement frappée par la hausse de la facture alimentaire. En Lituanie, l'inflation, poussée par une hausse choc des tarifs de l'énergie, a atteint 10,7 % en décembre [12,2 % en janvier] – c'est le deuxième taux le plus élevé d'Europe.

Pour l'heure, les prévisions sont tout sauf claires, car une combinaison complexe d'enjeux structurels pèse sur la hausse des prix, entre perturbations de la chaîne logistique liées à la pandémie et difficultés du secteur gazier.

“Je trouve cela gênant de voir des économistes affirmer avec certitude que tout cela sera

temporaire, et d'autres dire exactement le contraire. Nous devons être modestes et reconnaître qu'à ce stade nous n'en savons rien”, résume l'économiste belge Paul De Grauwe, titulaire de la chaire John Paulson d'économie politique européenne à la London School of Economics.

Pour l'heure, la BCE, attentiste, n'a pas prévu de relever ses taux d'intérêt cette année, estimant que l'inflation devrait repasser sous la barre des 2 % en 2023 et 2024.

C'est donc sur d'autres fronts que sera menée la lutte. “L'inflation, la flambée des prix de l'énergie, le coût de la vie sont les priorités des dirigeants européens : tout cela a des conséquences directes sur le porte-monnaie des électeurs, c'est donc un problème politique de la plus haute importance, dont la résolution revient aux dirigeants politiques”, juge Mujtaba Rahman, directeur Europe au cabinet Eurasia Group, spécialisé dans l'analyse des risques politiques. *La BCE ne peut pas tout.*”

La BCE, qui ne veut surtout pas étouffer la reprise postpandémie en relevant ses taux, assure qu'elle observera avec attention si ce choc inflationniste se traduit par des “hausses des rémunérations plus fortes que prévu”.

Pour le monde politique, la hausse des salaires est un casse-tête. Dans certains pays, les rémunérations doivent augmenter. La Belgique, par exemple, dispose d'un mécanisme d'indexation des salaires sur l'inflation. Le patronat milite ardemment pour une exemption cette année, au motif que cette hausse obligatoire des salaires diminuerait la compétitivité des exportations – mais il y a peu de chance qu'il soit entendu.

**“L'aide de l'État est une voie importante, mais ça ne peut pas être la seule.”**

**Mario Draghi,**  
PREMIER MINISTRE ITALIEN

À travers le continent, il est aussi politiquement risqué de ne pas permettre que les salaires augmentent : c'est s'exposer aux pressions des syndicats et à des grèves et autres conflits. “Nous sommes très inquiets, car cette vague inflationniste va avoir un effet dévastateur sur les salaires”, estime ainsi Luca Visentini, le secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats.

Déjà, les autorités politiques déploient des mesures pour atténuer les effets sur les consommateurs. En Italie, où le gaz domine le mix

énergétique, l'État a débloqué 3,8 milliards d'euros pour lutter contre l'encherissement de la facture énergétique [auxquels a été ajoutée, le 21 janvier, une nouvelle enveloppe de 1,7 milliard d'euros]. Le 10 janvier, le Premier ministre, Mario Draghi, a tout de même tempéré : “L'aide de l'État est une voie importante, mais ça ne peut pas être la seule. Il est nécessaire de demander à ceux qui ont tiré d'énormes bénéfices de cette augmentation du prix du gaz de les partager avec le reste de la société.”

**Une véritable hydre.** La France, qui avec l'Espagne milite, jusqu'à présent en vain, pour une réforme profonde du marché de l'électricité en Europe, a promis de limiter à 4 % la hausse de la facture d'électricité des Français en 2022. En Bulgarie aussi, l'État a gelé les tarifs de l'électricité et du chauffage jusqu'à fin mars, au grand dam des fournisseurs, qui dénoncent une mesure désastreuse pour leurs propres finances.

Le gouvernement hongrois, de son côté, a annoncé que le prix des produits alimentaires essentiels serait ramené à son niveau d'octobre, et son idée fait des émules dans la région. La Serbie et la Macédoine du Nord avaient déjà plafonné certains aliments de base, comme le pain, le sucre et l'huile de tournesol.

La Pologne, la Roumanie et la République tchèque planchent sur une baisse de la TVA sur l'électricité et le gaz. Fin 2021, le Premier ministre polonais, Mateusz Morawiecki, a annoncé toute une série d'autres mesures pour aider la population à faire face à la hausse des prix de l'alimentation, notamment des aides de 400 à 1437 zlotys (87 à 314 euros) qui seront versées cette année aux familles défavorisées, en fonction des revenus et de la taille du foyer.

Le plus frustrant, tant pour la BCE que pour les gouvernants, c'est qu'ils sont assez démunis face à la cause fondamentale de cette crise. Car l'explosion des coûts de l'énergie a des origines qui forment une véritable hydre : il y a le manque d'investissements dans le secteur gazier, le déclin de la production de gaz en Europe de l'Ouest et les interactions complexes sur les marchés entre les cours → 30

**SOURCE**



**POLITICO**

Bruxelles, Belgique

Hebdomadaire

politico.eu

Lancé en 2015 dans

le but de “secouer”

la couverture

journalistique de

l'Union européenne,

Politico est l'extension

du site américain créé

par deux signatures

importantes du

Washington Post,

John F. Harris et

Jim VandeHei,

en 2007. L'édition

européenne,

qui s'appuie

sur 70 personnes,

se concentre sur

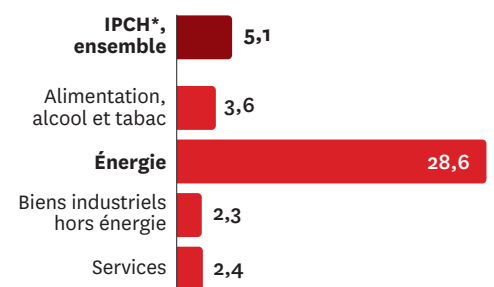
la politique de l'Union

européenne et de

ses États membres.

**Flambée**

Taux d'inflation annuel dans la zone euro  
(janvier 2022, estimation, en %)



\* L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) est conçu par Eurostat pour pouvoir comparer l'évolution des prix à la consommation dans plusieurs pays.

SOURCE : EUROSTAT

29 ← du charbon, du gaz, de l'électricité et du carbone. Il faut ajouter à cela les tensions avec la Russie, qui fournit 40 % du gaz consommé en Europe, et le redémarrage de la demande après l'effondrement de la production économique qui avait marqué le début de la pandémie.

Et les économistes divergent, entre ceux qui sont convaincus que les prix de l'énergie vont revenir à la raison à moyen terme et ceux qui pensent que les dysfonctionnements sur le marché sont tels que l'inflation sera durable.

*"Il est très compliqué pour la BCE de réagir au fil de l'eau de façon constructive. Elle peut relever les taux, mais cela sera sans effet sur les réserves de gaz ou la chaîne logistique", rappelle Bert Colijn, économiste pour la banque ING.*

Les prix de l'énergie ont bondi de 26 % en décembre sur un an, et cette flambée est à elle seule responsable de la moitié de la hausse de l'indice des prix à la consommation harmonisé, établi par Eurostat pour mesurer l'inflation [voir graphique p. 29].

Ces dernières semaines, on a constaté une certaine détente, à la faveur de températures exceptionnellement clémentes et du déroutement vers l'Europe de plusieurs navires chargés de gaz naturel liquéfié. Mais les prix restent à un niveau historiquement haut.

*"Le gaz et l'électricité ont atteint leur plus haut, nous nous attendons désormais à ce qu'ils baissent", assure Glenn Rickson, responsable de l'analyse de l'énergie européenne chez S & P Global Platts Analytics. Mais étant donné la structure du marché européen de l'électricité, "le gaz continuera de longues années à jouer un rôle important dans la fixation des prix".*

— Paola Tamma  
Publié le 17 janvier

↓ Dessin de Martirena,  
Cuba.



# L'inflation expliquée aux nuls

Après des décennies de calme relatif, la hausse des prix généralisée fait craindre une surchauffe de l'économie... et de nouveaux problèmes pour les consommateurs et les producteurs.

— CNN Atlanta

**V**ous ne comprenez rien à l'inflation ? Vous n'êtes pas les seuls. Paradoxalement, l'inflation est un concept à la fois relativement simple et absurdement complexe. Commençons par la version facile : l'inflation se traduit par une hausse générale des prix. Le terme "générale" est essentiel : le prix des marchandises fluctue constamment en fonction des goûts des consommateurs. Si une vidéo TikTok sur les choux de Bruxelles devient extrêmement populaire, tout le monde voudra soudain s'en procurer – boom, le prix du chou de Bruxelles augmente. Et les producteurs de chou-fleur, légume tendance de l'année précédente, doivent brader leurs stocks. De telles fluctuations, il y en a tout le temps.

L'inflation, en revanche, se produit quand le prix moyen de quasiment tout augmente

simultanément : l'alimentation, l'immobilier, les voitures, les vêtements, les jouets, etc. Pour que les consommateurs puissent assumer ces dépenses, les salaires doivent augmenter eux aussi. Et il n'y a pas de quoi s'en désoler.

Aux États-Unis, depuis les années 1980 et en particulier depuis l'an 2000, la situation est idéale, car l'inflation est stable et basse, ce qui témoigne d'une économie bien huilée qui repose sur la consommation. Les prix augmentent de 2 % par an, voire moins. Certes, le coût de l'immobilier et celui de la santé, par exemple, sont nettement plus élevés qu'avant, mais d'autres choses, comme les ordinateurs et les télévisions, sont beaucoup moins chères – dans l'ensemble, la situation est relativement stable.

Vous me suivez toujours ? Très bien, passons à aujourd'hui, et à pourquoi l'inflation se trouve au cœur de l'actualité.

**Prophétie autoréalisatrice.** L'inflation devient problématique quand la hausse lente et régulière se met tout à coup à exploser. On entend alors les économistes dire que l'économie est "en surchauffe". Pour diverses raisons, qui sont quasiment toutes liées à la pandémie, l'économie mondiale est en phase aiguë de surchauffe.

Les économistes surveillent l'inflation aux États-Unis grâce à deux grands indicateurs, et tous deux atteignent un pic sans précédent depuis une quarantaine d'années. En novembre dernier, l'indice des prix à la consommation a progressé de 6,8 % et l'indice des prix pour les dépenses de consommation des ménages, que lui préfère la Réserve fédérale [Fed, la banque centrale des États-Unis], de 5,7 %. [Sur l'ensemble de l'année 2021, l'inflation a atteint 7 % aux États-Unis.]

À ce stade, les principaux mécanismes économiques coïncident un peu avec les principaux mécanismes psychologiques. Il y a un côté comportemental dans l'inflation, qui se transforme parfois en prophétie autoréalisatrice. Quand les prix augmentent sur une assez longue période, les consommateurs anticipent ces hausses : ils préfèrent acheter plus dès aujourd'hui s'ils pensent que les prix augmenteront sensiblement demain. Ce qui a pour effet de doper la demande, et d'accroître d'autant la flambée des prix. Et le cycle se répète encore et encore. C'est là que les choses deviennent particulièrement délicates pour la

Fed, dont la principale mission est de contrôler la masse monétaire et de maîtriser l'inflation.

C'est la faute de la pandémie. Au printemps 2020, la propagation du Covid-19 a pour ainsi dire débranché l'économie mondiale. Sur tous les continents, les usines ont fermé, les gens n'ont plus été au restaurant, les avions ont été cloués au sol. Des millions de personnes ont été licenciées car les activités commerciales ont cessé pratiquement du jour au lendemain. En février 2020, le taux de chômage aux États-Unis a bondi de 3,5 %, à près de 15 % [il est revenu fin décembre 2021 à 3,9 %].

**Le coup du lapin.** C'était la plus forte contraction économique jamais enregistrée. À cette période, la Fed a mis en place en urgence des mesures de relance pour empêcher les marchés financiers de s'effondrer. Elle a baissé les taux d'intérêt à un niveau proche de zéro et a commencé à injecter des dizaines de milliards de dollars chaque mois sur les marchés en rachetant la dette des entreprises. Ce faisant, elle a probablement évité un effondrement majeur du système financier. Mais en laissant le robinet de l'argent facile ouvert ces vingt derniers mois, elle a aussi alimenté – vous l'aurez deviné – l'inflation.

Au début de l'été 2020, la demande en biens de consommation a commencé à repartir. Et vite. Le Congrès et le président Joe Biden ont adopté en mars 2021 un plan de relance historique de 1900 milliards de dollars qui a permis aux Américains de disposer soudain d'argent et d'allocations de chômage. La population a recommencé à acheter. La demande a été multipliée par 100, mais l'offre n'a pas pu suivre aussi facilement. Quand on débranche l'économie mondiale, on ne peut pas la rebrancher et s'attendre à ce qu'elle se remette à ronronner au même rythme qu'avant.

Prenez les voitures. Les constructeurs automobiles, au début de la crise du Covid, ont fait ce que toute bonne entreprise ferait : fermer provisoirement les usines pour limiter les pertes. Mais peu de temps après cette fermeture, la pandémie a dopé la demande de voitures, les gens ayant peur de la contamination dans les transports en commun et évitant l'avion. Et ça a été le coup du lapin pour les constructeurs (et les acheteurs de voiture). Fabriquer une voiture nécessite un grand nombre de pièces détachées, importées d'un grand nombre d'usines réparties dans le monde entier, des composants qui doivent être assemblés ailleurs par des ouvriers hautement qualifiés. Remettre en branle toute la chaîne prend du temps, et la relancer tout en préservant la santé des ouvriers encore plus.

Les économistes décrivent souvent l'inflation comme un excédent d'argent pour trop peu de marchandises. C'est exactement ce qui s'est passé avec les voitures. Et les logements. Et les vélos d'intérieur Peloton. Et tout un tas d'autres produits victimes de leur succès.

Les "goulets d'étranglement des chaînes d'approvisionnement", c'est une autre expression omniprésente, n'est-ce pas? Revenons à

notre exemple des voitures. Nous savons que forte demande + retards de production = hausse des prix. Mais forte demande + offre réduite + retards de production = les prix flambent encore plus. Tous les véhicules modernes dépendent d'une variété de puces électroniques pour fonctionner. Mais ces puces servent aussi aux téléphones mobiles, aux appareils électroménagers, aux télévisions, aux ordinateurs portables et à moult autres produits qui, par malchance, ont tous été très populaires au même moment.

Ce n'est qu'un exemple des ruptures des chaînes d'approvisionnement mondiales. Comme les véhicules neufs arrivent au comptegouttes, la demande de voitures d'occasion a explosé, ce qui a d'autant plus dopé l'inflation globale. Certains ont réussi à revendre leur véhicule d'occasion à un prix supérieur à celui qu'ils avaient payé un ou deux ans plus tôt.

**Et maintenant ?** Les prix et les salaires ont toutes les chances de poursuivre leur hausse sur une bonne partie de 2022, selon le gouvernement et les économistes. Combien de temps durera cette tendance ? Jusqu'où montera l'inflation ? Cela dépend d'innombrables variables à l'échelle mondiale. Les responsables politiques et le patronat s'emploient à débloquent les goulets d'étranglement pour faire circuler les biens au même rythme qu'avant la pandémie. Mais c'est plus facile à dire qu'à faire. Et qui sait quel genre de chocs – un nouveau variant du Covid, un gigantesque cargo coincé dans un canal stratégique, une catastrophe naturelle – est susceptible de ralentir la remise en route ?

La Fed, de son côté, a reconnu que l'inflation était un casse-tête bien plus sérieux que prévu. Elle va mettre fin à son programme d'achat d'obligations au cours du premier semestre 2022, un processus appelé "tapering", autrement dit un ralentissement progressif, et prévoit de rehausser les taux d'intérêt trois fois pendant l'année. Lorsque emprunter de l'argent coûte plus cher, cela peut atténuer la hausse des prix et ramener l'économie à son train-train stable et paisible.

—Allison Morrow  
Publié le 9 janvier

7%

**C'EST LE TAUX D'INFLATION AUX ÉTATS-UNIS**

**EN 2021**, selon l'indice des prix à la consommation publié le 12 janvier par le ministère du Travail. "La dernière fois que les prix sont montés si haut, c'était en 1982", sous le président républicain Ronald Reagan, rappelle le **Wall Street Journal**, alors que la révolution iranienne "avait fait flamber les cours du pétrole". Et, même en sortant les prix de l'alimentation et de l'énergie, réputés plus volatils, l'inflation des "prix de base" s'établit à 5,5 %, du "jamais-vu depuis 1991".

**À la une**



**ORBÁN BLOQUE LES PRIX**

En une de son édition du 20 janvier, le magazine hongrois **Heti Világgazdaság (HVG)** présentait Viktor Orbán coiffé d'une casquette "OV'22" (Orbán Viktor 2022), à la caisse d'un supermarché. Quelques jours auparavant, le Premier ministre avait annoncé le blocage, à compter du 1<sup>er</sup> février et pour au moins trois mois, des prix de l'huile de tournesol, de la farine, du sucre, du lait demi-écrémé, du jambon, du blanc et du dos de poulet afin d'endiguer l'inflation (6,6 % en 2021). L'hebdomadaire libéral dénonce une opération qui menace de "détruire l'économie par intérêt politique" : Orbán brigue un quatrième mandat le 3 avril.

**3 questions à...**

**ANNA MARIA MERLO POLI**, correspondante à Paris du quotidien italien de gauche *Il Manifesto*.

**"La politique du chèque ne pourra pas durer"**

**1. La France est-elle durement affectée par l'inflation ?**

Par rapport aux autres, l'Allemagne ou l'Italie, elle est moins touchée. Mais cela ne change rien au fait que le problème est présent. Le gouvernement, espérant que l'inflation ne sera que temporaire, annonce des mesures pour soulager les couches les plus défavorisées, surtout en ce qui concerne l'énergie, car c'est en grande partie elle qui provoque la crise. En Italie, c'est pareil, et on essaie actuellement de ne pas trop tirer sur la corde dans les relations avec la Russie par inquiétude pour le gaz, pour que la pénurie ne s'ajoute pas à l'inflation.

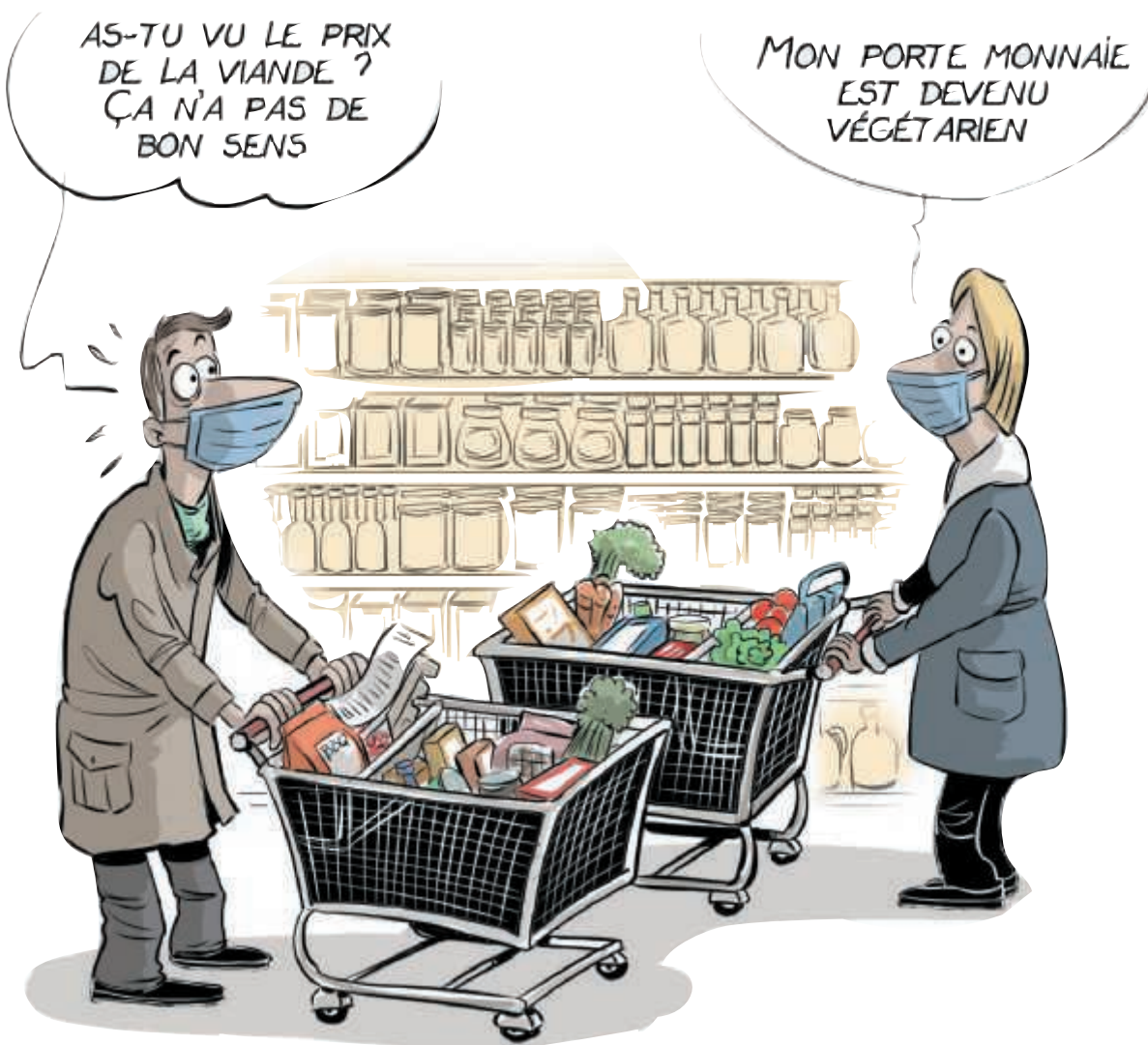
**2. Le gouvernement a sorti son carnet de chèques à plusieurs reprises. Comment avez-vous perçu ces mesures ?**

Il y a la peur de voir des "gilets jaunes" partout. D'où la politique du carnet de chèques. Mais elle ne pourra pas durer longtemps, parce qu'elle ne peut pas aller au-delà d'un certain niveau, avec 100 euros par-ci par-là. Le prix de l'énergie est quelque chose de plus structurel. Compte tenu du réchauffement climatique, la transition énergétique qu'on doit réaliser aura elle aussi des effets sur les prix. Il ne faut pas le cacher, il faut l'expliquer, mais politiquement ce n'est pas facile. Aujourd'hui, Paris essaie de gérer un moment qu'il espère transitoire. Mais après se posera la question structurelle de la transition vers une société plus sobre [moins énergivore]. Et ce message n'est pas simple à communiquer. Il y a aussi le cap de la présidentielle. En temps de campagne, tout devient objet de polémique.

**3. Macron pourra-t-il valoriser son bilan économique, vu le contexte ?**

Ça dépend. Il ne faut pas oublier les deux ans où la crise du Covid-19 a paralysé l'économie. Le chômage a diminué, même s'il faudra creuser pour connaître la qualité de ce recul. Ensuite, Macron a beaucoup agi pour freiner les effets délétères de la crise. Évidemment, on lui reproche d'avoir "cramé la caisse". Mais la France s'est beaucoup investie dans le plan de relance européen. Il y aura aussi la question de la pérennisation du mécanisme de prêt commun au niveau européen. Sans la France, il n'aurait pas existé. Ce sont des choses à mettre en avant.

—Propos recueillis par **Courrier international**



## En Argentine, “il faut vivre avec”

Le grand pays d'Amérique du Sud est un habitué de la hausse des prix, qui a atteint 50,9 % l'an dernier, aggravant la pauvreté. Pour se protéger, la population fait des stocks.

—El País América (extraits) Mexico

C'est l'une des premières images gravées dans la mémoire de Rocío Montaña : une petite armoire remplie de paquets de chocolat en poudre. C'était en 1989 – elle avait 6 ans –, au cœur de la dernière période d'hyperinflation en Argentine, quand les prix avaient augmenté de 3 000 %. Quelques mois auparavant, ses parents avaient fait un emprunt et dépensé l'argent en aliments non périssables. “Dans une famille de cinq enfants, je ne sais pas comment nous aurions fait sinon”, assure-t-elle. Rocío travaille dans un restaurant de vente à emporter, et si elle n'a rien connu d'aussi extrême au cours de sa vie d'adulte, elle est, comme tous les

Argentins, habituée à composer avec une augmentation constante des prix : “Il faut vivre avec.”

En 2021, alors que de nombreux pays ont connu une inflation jamais vue depuis une dizaine d'années, l'Argentine a battu presque tous ces records – mais pas le sien. L'année dernière, la hausse de l'indice des prix à la consommation était de 50,9 % – en 2019, elle était plus forte encore, avec 53,8 %. Un chiffre 5 fois supérieur à celui du Brésil (10,06 %), 7 fois à celui du Chili (7,2 %) et 50 fois à celui de la Bolivie (0,9 %). Le Venezuela, plongé dans une grave crise économique avec une hyperinflation, est resté en tête avec une augmentation d'environ 700 %.

Rocío Montaña a retenu les leçons familiales. En juin et en décembre, quand elle touche une

prime, elle va avec sa fille et son beau-frère acheter des aliments et des produits de ménage et d'hygiène chez un grossiste. Cette pratique très populaire en Argentine s'appelle *estoqueo*. “J'économiserais bien plus si j'achetais aussi de la viande en grosses quantités. Mais je redoute les coupures d'électricité”, explique-t-elle. Le gouvernement a réduit en 2021 les exportations de viande bovine, un des produits de base de l'alimentation argentine, et a encadré les prix, sans succès : la viande a renchéri de 60,6 % en un an, soit de 10 points de plus que l'inflation générale.

L'*estoqueo* ne consiste pas à stocker seulement des aliments, il concerne aussi l'argent. Les Argentins achètent des dollars, des bitcoins, ou investissent dans des biens plus chers : l'électroménager, les voitures ou l'immobilier. Dans les deux derniers cas, la valeur est fixée en devises états-unienues et non en pesos, la monnaie locale, ce qui permet une double protection contre l'augmentation rapide des prix et la dévaluation.

“En juin 2020, j'ai acheté cette moto 200 000 pesos [environ 2600 dollars, soit 2300 euros] et aujourd'hui je la revends 350 000 pesos [3240 dollars, 2830 euros]”, raconte Claudio González, mécanicien. Cet entrepreneur de 47 ans a également profité d'un crédit d'État à taux zéro pour acheter de l'huile chez un grossiste. Avec l'inflation, assure González, il a perdu mais aussi gagné beaucoup d'argent.

“En 2001, j'ai fait faillite. Ensuite ç'a été dur de refaire confiance aux banques”, se souvient-il en évoquant la crise économique du *corralito*, une des plus graves de l'histoire argentine. Cette année-là, le système de convertibilité qui attachait la valeur du peso au dollar et qui permettait de juguler l'inflation a volé en éclats [avec une limitation des retraits bancaires à 250 pesos

**En 2017, un Argentin sur quatre n'avait pas les moyens d'acheter le “panier alimentaire de base”. C'était un sur trois en 2019.**

ou dollars par semaine]. La crise, qui a entraîné la mort de 39 personnes lors de manifestations monstres [et de leur répression] et la démission du président Fernando de la Rúa, a relancé le cycle de l'inflation. L'augmentation des prix a commencé à s'accélérer sous le second mandat de Cristina Fernández de Kirchner [2011-2015, gauche péroniste] et a atteint son pic à la fin du mandat de Mauricio Macri [2015-2019, centre droit].

L'augmentation des prix, [aujourd'hui] de presque 1 % par semaine en moyenne, est un coup dur pour le porte-monnaie des Argentins, et c'est l'un des principaux facteurs de l'aggravation de la pauvreté ces dernières années. En 2017, l'inflation était de 25,7 %. Un an plus tard, elle avait doublé, pour atteindre 47,6 %. L'année suivante, elle était de 53,8 %. En 2017, un Argentin sur quatre n'avait pas les moyens d'acheter le “panier alimentaire de base” [un outil qui permet à l'institut argentin des statistiques de surveiller le niveau de vie]. Deux ans plus tard, c'était un sur trois. Depuis son atelier, dans le quartier de La Paternal à Buenos

↑ Dessin de Côté paru dans *Le Soleil*, Québec.

Aires, Claudio González constate à quel point la classe moyenne a de plus en plus de mal à boucler ses fins de mois. Si leur voiture tombe en panne, la plupart des gens ne peuvent pas payer les réparations. *“L'autre jour, j'ai dû changer une pièce qui coûtait 46 000 pesos (425 dollars). C'était juste le prix de la pièce, sans la main-d'œuvre. Le client ne pouvait pas payer, ça n'entrait pas du tout dans son budget.”* Beaucoup de pièces détachées sont importées, leur prix est donc en dol-

## Utilisée pour couvrir les dépenses, la stratégie de la dette s'est finie en cessation de paiement neuf fois au cours de l'histoire argentine.

lars et reste inabordable pour la plupart des Argentins, sachant que le salaire moyen est de 42294 pesos. Si l'on convertit ce salaire en dollars (soit 400 dollars), les Argentins gagnent en moyenne la moitié du salaire mensuel des Péruviens (791 dollars) et quatre fois moins que les Panaméens, en tête du classement.

Les causes de cette inflation en Argentine sont multiples, mais pour les économistes orthodoxes, c'est juste parce que le pays dépense plus qu'il ne gagne. Pour couvrir les dépenses, les gouvernements successifs ont eu recours à la dette ou à la planche à billets. La stratégie de la dette s'est terminée en cessation de paiement neuf fois au cours de l'histoire argentine et le gouvernement d'Alberto Fernández [péroniste] a dû négocier une restructuration avec le Fonds monétaire international pour éviter un dixième défaut de paiement [négociation qui a abouti le 28 janvier]. Sans accès au crédit international et avec une envolée des dépenses publiques à cause de la pandémie de Covid-19, en 2021, l'État a eu recours à une émission monétaire record, ce qui a eu pour effet de faire grimper l'inflation jusqu'à 50,9 %.

D'autres économistes désignent, comme facteur, l'écart du taux de change entre le dollar officiel et le dollar parallèle (proche de 100 %). Le gouvernement accuse également les grands groupes, qui concentrent tous les pouvoirs et fixent les prix. L'inertie de l'inflation a, elle aussi, une influence décisive. Habituees à une forte inflation, les entreprises anticipent de possibles hausses et augmentent leurs prix pour maintenir leurs bénéfices. Les syndicats réclament des augmentations de salaire similaires pour soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs. Tout cela crée un cercle vicieux qu'aucun gouvernement ne sait apparemment comment rompre.

Claudio González, dont la compagne est paraguayenne, envisage d'émigrer dans le pays voisin, qu'il juge plus stable sur le plan économique. Quelque 70 % des jeunes Argentins préféreraient eux aussi s'expatrier, selon une enquête de l'université privée Uade. Le manque de moyens empêche la plupart d'entre eux de sauter le pas. Avec une telle inflation, il n'est pas possible de planifier quoi que ce soit à long terme, déplorent-ils.

— **Mar Centenera**  
Publié le 16 janvier



### SOURCE

#### EL PAÍS AMÉRICA

Mexico, Mexique  
[elpais.com/america](http://elpais.com/america)  
C'est depuis sa rédaction de Mexico que le plus grand quotidien espagnol, qui se veut “global”, alimente ce site d'information consacré à l'actualité des Amériques. Il s'appuie sur des correspondants installés dans la quasi-totalité des pays d'Amérique latine, mais aussi aux États-Unis.

### Zoom

## Espagne. Les inégalités se creusent

●●● À la fin de décembre 2021, l'inflation était de 6,7% en Espagne, un niveau jamais atteint au cours des trente dernières années, y compris au plus fort de la crise de 2008. C'est particulièrement douloureux pour les ménages les plus modestes, *“et rien ne laisse à penser que le vent va bientôt tourner”*, déplore **El País**. Le quotidien de centre gauche s'appuie sur l'exemple de Víctor Javier Cavia, 51 ans, père de famille et employé dans le secteur tertiaire. Son salaire est gelé depuis plus de deux ans, alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. *“Même aller au restaurant le week-end semble être une activité de millionnaire”*, regrette-t-il. Comme lui, *“des millions de salariés espagnols subissent une perte de pouvoir d'achat, assure le média de Madrid. Le réveil brutal de l'inflation vient noircir le tableau déjà sombre des inégalités en Espagne.”* Selon le quotidien, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres se creuse. D'après l'Institut national de la statistique espagnol, les salaires définis par une convention collective ont augmenté d'à peine 1,5% l'an dernier, soit moins de la moitié du taux annuel moyen d'inflation en Espagne (3,1%). En parallèle, *“la rentabilité du capital n'a cessé d'augmenter : ceux qui se trouvent à l'autre bout de l'échelle, les plus riches, ont vu leurs investissements en Bourse [...] et, surtout, dans la pierre, prospérer, même après deux années de pandémie”*. La spirale inflationniste figure *“parmi les principales préoccupations de la rue”*, observe **El País**. Cet hiver, des vagues de contestation, allant du secteur de la métallurgie aux transports, en passant par la coiffure et l'agriculture, ont émaillé le pays.

## Royaume-Uni. Petits budgets, grosse galère

●●● En décembre, le taux d'inflation s'est établi à 5,4% au Royaume-Uni : du jamais-vu depuis trente ans. Mais ce chiffre, déjà élevé, n'offre qu'un panorama incomplet de la situation, d'après la journaliste culinaire Jack Monroe. Connue outre-Manche pour ses recettes pour petits budgets, la jeune femme de 33 ans s'est fendue, le 19 janvier, d'une série de tweets assassins envers le traitement médiatique du coût de la vie. Selon ses calculs, l'inflation affecte les familles défavorisées de manière disproportionnée. En particulier au

supermarché. *“En comparant ses recettes, Jack Monroe a pu donner, tickets de caisse à l'appui, le détail des produits premier prix depuis 2012, indique **The Sunday Times**. En un an, le coût de 500 grammes de pâtes dans son supermarché local a bondi de 141%. Le prix du riz, lui, a augmenté de 344%.”*

Le **Financial Times** le concède : *“Jack Monroe n'a pas tort. Les ménages les plus pauvres consacrent une part plus importante de leurs revenus à des postes obligatoires comme l'alimentation ou l'énergie, et ont donc plus de mal à digérer la hausse des prix des produits alimentaires.”* L'analyse de la journaliste a attiré l'attention de l'Office for National Statistics, qui *“a entrepris de prendre en compte beaucoup plus de références de denrées alimentaires dans son calcul”* de l'inflation. En parallèle, Monroe a décidé de lancer son propre indice. Le but : consigner précisément *“l'augmentation insidieuse des prix des produits de première nécessité”*.

## Liban. Une hyperinflation incontrôlée

●●● Estimée à 154% sur la seule année de 2021, l'inflation au Liban *“a été la troisième plus forte du monde [...] derrière le Venezuela (+2800%) et le Soudan (+359,09%)”*, déplore le quotidien libanais **L'Orient-Le Jour**, citant un récent rapport de la Banque mondiale qui fustige l'absence d'*“action politique efficace de la part des autorités”*.

Depuis plus de deux ans, le pays du Cèdre est aux prises avec l'une des plus sévères crises économiques et financières depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, marquée par une paupérisation accélérée de la population, une dépréciation historique de sa monnaie – qui a perdu plus de 90% de sa valeur face au dollar – et une inflation à trois chiffres. Entre octobre 2019 – date du début de la débâcle – et décembre 2021, l'indice des prix à la consommation a bondi de 110,3 à 921,4 points, soit une inflation de 735,4%, selon les statistiques officielles. Les prix des produits alimentaires ont connu la plus forte hausse (+2900%) au cours de cette période. Le phénomène inflationniste a été aggravé par la levée progressive des subventions par la Banque centrale. Une mesure critiquée par la Banque mondiale car elle a *“provoqué [...] contrebande, hausse illégitime des prix et stockage de produits subventionnés”*, explique le journal francophone.



## Menace sur la croissance mondiale

La reprise économique amorcée en 2021 risque d'être freinée par l'inflation. Même si celle-ci ne touche pas tous les pays de la même façon.

Cela ne devrait pas vraiment consoler les Américains, qui font face au pire retour de l'inflation depuis quarante ans, mais "ils ne sont pas seuls", note le **Washington Post**. L'Europe, elle aussi touchée par la flambée des prix de l'énergie, enregistre en janvier une inflation à 5,1 % (après 5 % en décembre). Au Royaume-Uni, ce taux a atteint 5,4 % en décembre, "son niveau le plus haut depuis près de trente ans". Au Canada, "les prix à la consommation augmentent deux fois plus vite qu'avant la pandémie". Même le Japon, habitué de la déflation depuis l'effondrement de la bulle immobilière de la fin des années 1980, a "revu à la hausse son évaluation des risques d'inflation pour la première fois en huit ans", souligne le quotidien américain. Parmi les grandes économies de la planète, "seule la Chine affiche un taux inférieur à celui du début de 2020".

D'un pays à l'autre, les étiquettes ne valent pas à la même hauteur. La Turquie a enregistré une hausse record de 48,7 % en janvier, la plus forte depuis avril 2002. Au Japon, le **Nikkei Asia** constate "la perte de pouvoir d'achat des ménages" due à un yen "anémié", qui a "atteint son plus bas niveau en cinq ans en janvier" par rapport au dollar. Longtemps considéré comme une

aubaine, le yen faible est devenu une "malédiction", les consommateurs achetant plus de produits importés, "des smartphones aux appareils électroménagers en passant par les vêtements". Du côté de l'Afrique subsaharienne, relève le **Washington Post**, le renchérissement du gaz a entraîné celui des "engrais, ce qui s'est traduit par une hausse des prix des denrées alimentaires", et l'inflation est passée de 6 % à 9 % en un an.

Après une année marquée par la reprise économique, et alors que se dessine tout juste la possibilité d'une sortie de la pandémie, "la situation s'annonce plus compliquée" en ce début de 2022, résume **Le Temps**. Car le retour de l'inflation "peut saper [la] confiance [du consommateur] et donc sa capacité de consommer", explique le quotidien suisse. Les banques centrales, "en bons pompiers" qu'elles sont, "préparent les esprits aux resserrements de leurs politiques monétaires expansives et aux hausses de taux afin d'éteindre le feu". La Fed, aux États-Unis, comme la Banque centrale européenne "s'engagent sur un chemin risqué". Relever trop vite les taux ou cesser brutalement leur soutien à l'économie pourrait faire "dérailer" la croissance. Mais "agir avec retard pourrait mener vers une inflation encore plus importante".

Au Mexique ou en Hongrie, les taux ont été relevés en janvier. En Russie, le principal taux directeur a été rehaussé sept fois en 2021, l'autorité monétaire "invoquant des récoltes tardives et une pénurie de voitures neuves", note le **Washington Post**. De son côté, la Chine a abaissé ses taux en janvier pour contenir le ralentissement de son économie...

Le Fonds monétaire international a déjà révisé à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie mondiale pour 2022, de 4,9 % à 4,4 %, à cause de cette "inflation plus élevée que prévu et du variant Omicron", relève le **Guardian**. Malgré des différences d'un continent à l'autre, "les perspectives pour 2022 sont nettement moins bonnes pour les deux plus grandes économies - les États-Unis et la Chine". Conséquence : "Peu de pays seront épargnés par le ralentissement."

— **Courrier international**

### Zoom

## Turquie. Erdogan dans le déni

●●● Le président de l'Office national turc de la statistique, dont les chiffres sont régulièrement contestés par l'opposition comme par les économistes indépendants, a été limogé par décret présidentiel le 29 janvier, rapporte le quotidien **Habertürk**, qui rappelle que l'institution a estimé l'inflation de l'année 2021 à 36 % (contre 82 % selon l'Enag, un groupe de recherche indépendant). La Turquie est confrontée depuis des mois à une inflation galopante, qui a contraint le président, Recep Tayyip Erdogan, à annoncer une revalorisation de 50 % du salaire minimum à compter de janvier. Mais le nouveau montant (4200 livres net, soit 280 euros) peine à suivre la hausse des prix. Une étude parue le 31 janvier et citée par le quotidien **Cumhuriyet** estime le seuil de pauvreté, pour une famille de quatre personnes, à 13 844 livres et définit un seuil de la faim qui équivaut à un mois de salaire minimum. La banque centrale se montre très optimiste en prévoyant une inflation de 23,2 % pour 2022. Ce qui a suscité une vague de réactions sur les réseaux sociaux. "Comment est-ce envisageable alors que, selon les chiffres officiels, l'inflation pour le seul mois de janvier est déjà de 15 %? Vous prenez les gens pour des idiots!" s'indigne l'économiste Mustafa Sonmez sur Twitter.

## Maghreb. Le couple infernal pénurie-inflation

●●● Le constat revient telle une antienne en Algérie comme en Tunisie : "Tout flambe." "Les prix des produits alimentaires ne cessent d'augmenter en Algérie. À quelques semaines du ramadan [qui commence le 2 avril] et après l'augmentation des fruits et légumes et du poulet, c'est au tour des prix de la viande rouge de s'enflammer", s'alarme ainsi **Tout sur l'Algérie (TSA)**. L'inflation touche l'ensemble des fruits et légumes, alerte l'Association algérienne de protection du consommateur. "Où sont passés les œufs?" demande de son côté le quotidien tunisien **La Presse**, qui fustige la lenteur de la réaction des pouvoirs publics devant ces pénuries. Ce phénomène aggrave la hausse des prix, amplifiant la spéculation et la contrebande. Selon l'hebdomadaire algérien **El-Watan**, la contrebande entre les deux pays concernait jusque-là le carburant et l'électroménager. Désormais, il s'agit d'huile de table, un "produit de première nécessité [qui] a connu une pénurie sans précédent il y a quelques mois".

✎ Dessin de **L'Épée** paru dans **Le Journal du Jura**, Bienne (Suisse).



# NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier  
international**

**Hors-série** Février-mars 2022  
8,50 €



**IL, ELLE, IEL...**

## **LES RÉVOLUTIONS DU GENRE**

*De #MeToo aux nouvelles masculinités, des droits des LGBTIQ à leur visibilité dans la culture, les débats sur le genre et la fluidité passionnent la presse mondiale.*

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier  
international**

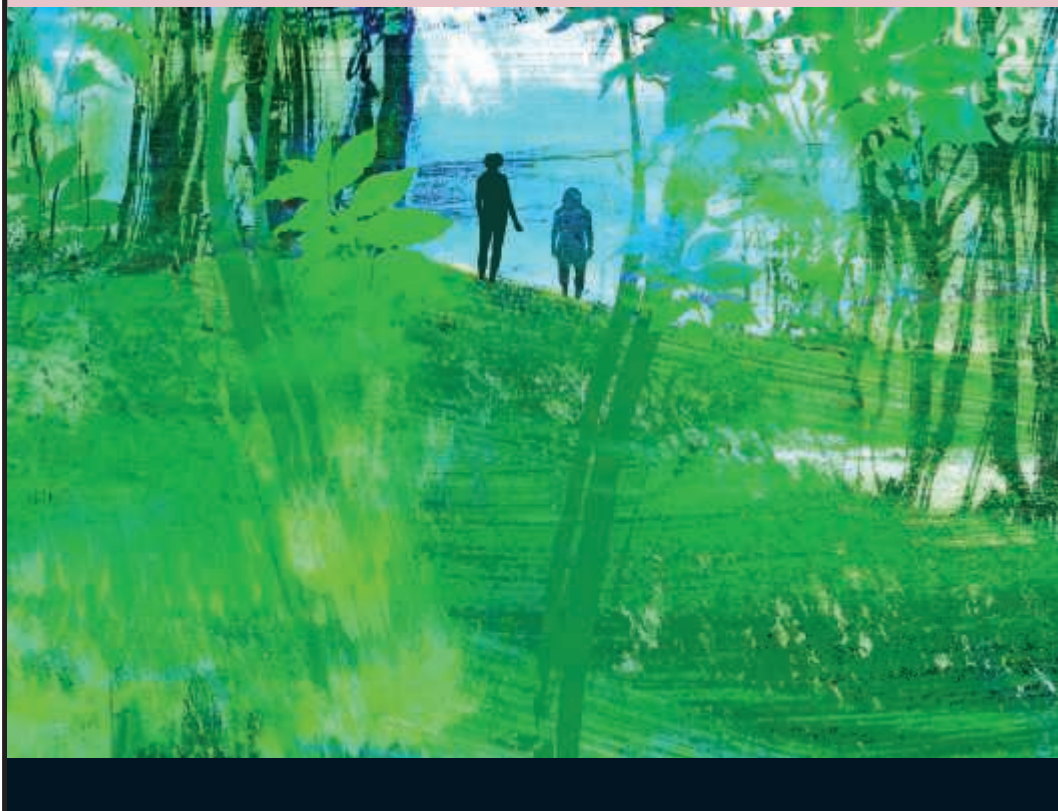
# trans- versales.



## sciences

# Mon ami "Sapiens"

**Évolution.** Si *Homo sapiens* a supplanté les autres lignées d'humains il y a 300 000 ans, c'est peut-être grâce à son sens de l'empathie. Et à sa forte dépendance aux autres.



HEART AGENCY

— **New Scientist** (extraits)  
Londres

L'être humain, de nos jours, est seul, et c'est exceptionnel. Durant la majorité de notre existence en tant qu'*Homo sapiens*, nous avons partagé la planète avec toutes sortes d'autres espèces humaines. À l'époque où notre lignée a commencé à évoluer, en Afrique, il y a environ 300 000 ans, on en comptait au moins cinq autres. Et s'il avait fallu parier sur la survie d'une seule de ces espèces, vous n'auriez peut-être pas misé sur nous.

En fait, c'étaient plutôt les Néandertaliens qui semblaient les mieux lotis, eux qui s'étaient déjà adaptés à la vie sous des climats plus rigoureux et s'étaient

répandus dans une grande partie de l'Eurasie. Ou *Homo erectus*, qui s'était installé avec succès dans le sud-est de l'Asie. En comparaison, nos ancêtres *Homo sapiens* étaient les derniers arrivés, et il leur faudrait attendre encore plus de 200 000 ans avant de s'implanter ailleurs qu'en Afrique. Pourtant, il y a 40 000 ans, voire moins, nous étions les seuls humains encore en vie. Pourquoi ?

Bien des hypothèses ont été avancées : la puissance de notre cerveau, le langage, ou la chance, tout simplement. Aujourd'hui, une nouvelle idée se fait jour pour expliquer notre domination. Curieusement, ce sont peut-être certaines de nos plus grandes vulnérabilités – notre dépendance vis-à-vis des autres, notre aptitude

à la compassion et à l'empathie – qui nous ont donné l'avantage.

Depuis peu, les recherches ont délaissé notre intelligence pour se recentrer sur notre capacité à établir des liens avec des inconnus [qui aurait permis] la survie du plus aimable. Des découvertes archéologiques montrent par exemple que non seulement *Homo sapiens* vivait en groupes plus importants que les autres humains, mais qu'il était aussi capable de former des alliances dépassant le cadre immédiat de ces groupes, ce qui était sans équivalent. Il est possible que ces capacités sociales aient contribué à faire de nous les êtres humains les plus adaptables, les seuls à même d'occuper chacun des domaines bioclimatiques de la planète.

D'autres humains s'étaient certes adaptés à des environnements particuliers. Ainsi, *Homo heidelbergensis* et les Néandertaliens étaient doués des compétences culturelles et technologiques – la capacité à fabriquer des vêtements et des abris et à faire du feu – nécessaires pour s'aventurer sous des latitudes plus froides. Le minuscule *Homo luzonensis*, découvert il y a peu [en 2007 sur l'île de Luçon aux Philippines], tout comme *Homo floresiensis* (surnommé "le Hobbit"), prospérait dans des environnements boisés. Mais, observe Brian Stewart, anthropologue à l'université du Michigan : "On est en droit de se demander si ces humains auraient survécu s'ils avaient été largués par magie dans les habitats des autres, alors que Sapiens, lui, aurait pu."

Avec Patrick Roberts, archéologue à l'Institut Max Planck pour la science de l'histoire humaine d'Iéna, en Allemagne, Brian Stewart affirme que notre ancêtre *Homo sapiens* s'est distingué en développant une nouvelle niche écologique, qu'ils définissent comme la niche du spécialiste généraliste. Patrick Roberts explique : "Non seulement '*Homo sapiens*' a été capable de se multiplier et de peupler la planète, mais des populations spécifiques ont également été capables de se spécialiser dans certains environnements."

**Adaptation.** On ne sait cependant toujours pas comment nous sommes passés maîtres dans l'art de l'adaptation.

L'archéologue Penny Spikins, de l'université de York, au Royaume-Uni, propose une nouvelle explication. Elle pense que ce sont nos fragilités et notre nature émotive qui nous ont conféré l'avantage : "Notre besoin affectif nous a poussés à entrer en contact avec les autres." Et plus nous avons étendu notre réseau, plus nous sommes devenus résistants, ce qui nous a permis de prospérer dans bien des environnements différents.

Cet investissement dans l'attention a produit des bénéfices tant pour le groupe que pour l'individu. Penny Spikins précise : "Cela a permis à l'être humain de chasser des animaux dangereux tout en vivant avec les conséquences en matière de risques de blessures. Et cela a allongé la durée de vie, donnant aux grands-parents la

✍ *Dessin de Simon Pemberton paru dans New Scientist, Londres.*

possibilité de s'impliquer dans l'éducation des plus jeunes et de leur transmettre leur savoir et leurs compétences."

Plus on se rapproche de notre époque, plus l'archéologie nous apporte des preuves de ces bénéfices, et l'on voit que les hommes chassaient des animaux plus grands qu'eux et coopéraient pour s'attaquer à une faune particulièrement dangereuse, comme le rhinocéros laineux, le mammoth et le grand buffle du Cap [*Pelorovis antiquus*].

**"Notre besoin affectif nous a poussés à entrer en contact avec les autres."**

Penny Spikins,  
ARCHÉOLOGUE

Mais, dès son apparition, *Homo sapiens* a perfectionné ces compétences collaboratives et a commencé à interagir de façon considérable avec d'autres individus que les membres de son groupe – ce qui n'avait encore jamais été vu. On ne sait pas ce qui a motivé cette évolution, mais d'importantes variations climatiques en Afrique ont pu rendre l'existence difficile et ceux qui collaboraient avaient peut-être plus de chances de survie.

Il y a environ 320 000 ans, dans le bassin d'Olorgesailie, aujourd'hui dans le sud du Kenya, les gens se sont mis à transporter de l'obsidienne – une roche volcanique vitreuse utilisée pour les pointes de lance – sur de longues distances, parfois près de 90 kilomètres. Cela suggère que des interactions avaient lieu entre groupes voisins. Au fil du temps, ces réseaux de longue distance se sont étendus. Il y a près de 30 000 ans, en Afrique australe, comme l'ont montré Brian Stewart et ses collègues, *Homo sapiens* échangeait des ornements en coquille d'œuf d'autruche sur des distances de plus de 300 kilomètres.

Cet élargissement de nos réseaux sociaux a joué un rôle important dans notre succès, commente le paléanthropologue Chris Stringer, du musée d'Histoire naturelle de Londres. "L'interaction avec plus de gens nous a permis d'acquérir des comportements et des inventions auprès de groupes voisins, ce qui a pu aider à

↓ Comparaison entre un crâne de *Sapiens* (à gauche) et un crâne de Néandertalien (à droite) conservés au musée d'Histoire naturelle de Cleveland (États-Unis). Photo [hairymuseummatt/Wikimedia Commons](https://www.wikimedia.org/wiki/File:Hairymuseummatt/Wikimedia_Commons)

notre survie.” En comparaison, le mode de vie apparemment isolé des Néandertaliens leur a peut-être coûté cher.

Non seulement ces réseaux permettaient-ils à *Homo sapiens* de transmettre son savoir, mais ils constituaient aussi une police d'assurance quand les temps étaient durs. Patrick Roberts ajoute : “Si un changement de climat catastrophique se produisait, certaines populations pouvaient connaître des difficultés, mais, dans d'autres régions, d'autres continuaient à prospérer, et peut-être ont-elles pu aider leurs voisins. Cela nous aurait permis de devenir incroyablement résistants.”

Avec ses collègues, il a trouvé des preuves d'un soutien collaboratif de ce type dans l'environnement dense des jungles d'Asie du Sud, indices qui remonteraient à environ 50 000 ans, quand *Homo sapiens* a commencé à coloniser la région. Ces pionniers se sont répandus dans cet environnement impitoyable à une vitesse sans précédent. L'analyse isotopique d'ossements découverts dans les profondeurs de la jungle au Sri Lanka révèle qu'*Homo sapiens* y vivait toute l'année. “Ils sont devenus des spécialistes de la forêt pluviale, ils chassaient les singes et les écureuils géants à l'arc”, raconte Patrick Roberts.

Mais des artefacts mis au jour près de leurs os, comme des coquillages ornementaux et des dents de requin, indiquent qu'ils étaient également en contact avec les populations des régions côtières. “On se retrouve avec ce tableau magnifique de deux populations différentes – une dans la forêt et l'autre sur la côte –, et elles communiquent”, s'enthousiasme-t-il.

Plus on se penche sur la question, plus on découvre de preuves d'un renforcement des interactions sociales et de l'élargissement des réseaux avec l'apparition d'*Homo sapiens*. Mais qu'est-ce qui nous a donné le courage d'entrer en relation avec nos voisins comme aucune autre lignée humaine ne l'avait fait ? L'analyse génétique du syndrome de Williams, une maladie génétique rare, a récemment éclairé la question d'un jour nouveau. Les personnes qui en sont atteintes sont souvent hypersociables – confiantes, elles n'hésitent pas à prendre des inconnus dans leurs bras. Cette maladie est aussi associée à une série de



risques pour la santé, dont des problèmes cardiaques, et à une apparence physique caractéristique, comme des traits plus fins et de petites dents.

Le syndrome est causé par des microdélétions de matériel génétique. Un gène, BAZ1B, a en particulier fait l'objet d'études approfondies depuis une dizaine d'années. Il est associé au contrôle des cellules de la crête neurale. Celles-ci forment la base de nombreux tissus pendant le développement de l'embryon et créent les glandes surrénales, qui influencent notre réaction hormonale aux situations de stress. L'absence de ce gène entraîne une migration réduite de ces cellules, ce qui explique la finesse des traits et les problèmes de santé liés au syndrome de Williams, de même que les seuils de peur plus faibles qui engendrent un comportement hypersociable.

**Réseaux sociaux.** Les changements génétiques correspondant au syndrome de Williams ont attiré l'attention du linguiste Cedric Boeckx, de l'Institut catalan de recherche et d'études avancées de Barcelone, en Espagne. Il s'est demandé s'ils ne pourraient pas expliquer pourquoi nos ancêtres *Homo sapiens* ont commencé à étendre leurs réseaux sociaux. En collaboration avec le biogénéticien Giuseppe Testa, de l'université de Milan, en Italie, il a comparé le génome humain moderne à ceux de nos plus proches parents, les Néandertaliens et les Denisoviens. Il s'est aperçu que BAZ1B avait

subi beaucoup plus de mutations chez *Homo sapiens*, ce qui suggère une forte pression en matière de sélection et d'évolution en faveur de caractères associés à ce gène. Pour Cedric Boeckx, “ça nous permet de mieux comprendre dans quelle mesure ce changement génétique a peut-être contribué à nous rendre plus tolérants vis-à-vis des étrangers”.

**“Le langage nous a sans doute aidés à cultiver nos liens sociaux.”**

Cedric Boeckx,  
LINGUISTE

Qui plus est, ces mêmes mutations peuvent expliquer pourquoi les Néandertaliens sont parfois décrits comme ayant l'air de brutes, avec leurs arcades sourcilières épaisses et leur mâchoire robuste. Penny Spikins commente : “Non seulement ces changements génétiques nous ont rendus moins agressifs, mais ils ont apparemment pour résultat des caractéristiques physiques qui nous font paraître moins menaçants.”

En fait, nos ancêtres *Homo sapiens* se seraient apparemment “domestiqués” eux-mêmes. Les découvertes archéologiques confirment que l'adoucissement des traits de notre visage, avec le développement de crânes plus petits, de maxillaires moins proéminents et de dents plus petites, commence à se produire dans notre lignée il y a environ 300 000 ans.

Quels effets ont eu ces changements ? Pour le savoir, les scientifiques ont étudié d'autres espèces qui ont également subi des modifications génétiques similaires et sont devenues plus sociables, comme les bonobos – un singe très sociable – et les animaux qui ont été domestiqués par l'homme, notamment les chiens, les moutons et les vaches.

Comparés aux chimpanzés, les bonobos ont moins peur des étrangers et sont plus disposés à partager et à interagir de manière positive avec les autres aux frontières de leur territoire. De même, par rapport aux loups, les chiens supportent mieux de vivre en groupe avec des animaux d'espèces différentes, et leurs museaux ont évolué pour devenir plus courts et plus larges, plus expressifs. “Les expressions faciales améliorent la communication et rendent moins menaçant”, explique Penny Spikins.

Dans le cas d'*Homo sapiens*, cette capacité d'expression a été portée à un autre niveau, avec le développement du langage, comme le reconnaît Cedric Boeckx : “Le langage nous a sans doute aidés à cultiver nos liens sociaux, et c'est probablement l'une des compétences qui nous a permis de nous adapter à de nombreux environnements différents.”

Ces caractéristiques sociales acquises au cours de ce long processus d'autodomestication ont toutefois des inconvénients. “Le fait de devenir plus proches des autres et plus tolérants nous a renforcés en tant que groupe, mais

notre désir sous-jacent de plaire aux autres et d'appartenir à un groupe nous rend aussi plus vulnérables à la solitude, à la dépression et à l'anxiété”, observe Penny Spikins.

**Climat.** Il y a 50 000 ans, *Homo sapiens* s'était bien établi dans toute l'Eurasie, après avoir réussi à sortir d'Afrique. Puis, entre 50 000 et 40 000 ans, il y aurait eu une crise, dont les Néandertaliens et les Denisoviens n'ont jamais pu se remettre. Le refroidissement intense du climat et une énorme éruption volcanique en Italie, il y a environ 39 000 ans, ainsi qu'une inversion du champ magnétique terrestre, il y a environ 42 000 ans, auraient été à l'origine de changements climatiques majeurs dans le monde entier.

Il est possible que nos besoins affectifs aient été notre atout durant cette période difficile. Penny Spikins remarque : “Notre tendance à nous rapprocher des autres nous a peut-être aidés à tisser un réseau plus large et à mieux faire face aux immenses changements environnementaux de l'époque.”

La chance aussi a certainement joué un rôle. Peut-être que nos compétences affectives étaient le meilleur outil pour relever ce défi particulier. Dans d'autres circonstances, d'autres types d'humains auraient peut-être été mieux équipés pour affronter la situation.

Comme le précise Cedric Boeckx : “L'histoire de l'humanité est faite de hauts et de bas, et nous avons juste un aperçu de la dernière fois où nous avons eu de la chance.”

—Kate Ravillious

Publié le 24 novembre 2021

SOURCE



NEW SCIENTIST

Londres, Royaume-Uni  
Hebdomadaire

[newscientist.com](http://newscientist.com)

New Scientist est l'un des meilleurs magazines d'information scientifique du monde. Créé en 1956, il réalise un tiers de ses ventes à l'étranger. Il s'intéresse aux développements scientifiques et technologiques dans le domaine de l'environnement comme dans celui de l'industrie.

# Une thérapie prometteuse contre la leucémie

**Santé.** Les cellules tueuses de cancer introduites chez des patients il y a plus de dix ans sont toujours présentes dans leur organisme.

Deux des premiers patients à avoir été traités grâce à une thérapie révolutionnaire pour soigner une leucémie mortelle n'ont présenté aucun signe de retour de la maladie pendant les onze années qui ont suivi. C'est, à ce jour, "le recul le plus long sur ce type de traitement", précise le **New Scientist**.

Cette thérapie par cellules CAR-T (pour *chimeric antigen receptor T*) repose sur la modification génétique des lymphocytes T de la personne malade. Ce type de globules blancs peut normalement reconnaître et détruire les cellules qui ne devraient pas être là, y compris les cellules cancéreuses. Mais, fait remarquer **The Guardian**: "les cancers échappent facilement à la détection immunitaire, si bien que les lymphocytes T passent souvent à côté. Or les cellules CAR-T [les lymphocytes modifiés] sont conçues pour détecter au mieux les cellules cancéreuses."

Pendant plus de dix ans, Carl June et ses collègues de l'université de Pennsylvanie ont suivi et analysé les cellules CAR-T introduites chez leurs patients afin de surveiller leur évolution et de traquer d'éventuels problèmes. "Ils ont constaté que les cellules CAR-T persistaient, mais que les caractéristiques de la population de cellules évoluaient avec le temps", rapporte **Nature**. En outre, aucune cellule cancéreuse n'a plus été détectée.

Les chercheurs ne sont pas en mesure de dire si les cellules CAR-T ont détruit l'intégralité des cellules leucémiques immédiatement après avoir été introduites chez les patients, ou si, continuant de patrouiller dans le corps, elles ont été capables d'anéantir les cellules

cancéreuses au fur et à mesure, avant qu'elles n'atteignent des seuils détectables. Quoi qu'il en soit, "nous pouvons d'ores et déjà en conclure que les cellules CAR-T guérissent des patients atteints de leucémie", a déclaré Carl June lors d'un point de presse destiné à présenter les résultats publiés dans *Nature* le 2 février. "Il y a dix ans, la méthode thérapeutique faisant appel aux cellules CAR-T était testée par un très petit nombre de chercheurs. Elle était jugée marginale et l'on estimait qu'elle avait peu de chances de fonctionner, rappelle au *Guardian* Martin Pule, directeur du programme d'étude de la thérapie par cellules CAR-T à l'University College de Londres, qui n'a pas participé à ces travaux.

Cette publication nous montre que les cellules CAR-T peuvent produire des rémissions d'une durée de dix ans chez des patients atteints d'un cancer qui ne réagit plus à la chimiothérapie."

Mais il ne faut pas s'attendre à ce que cette thérapie soit la panacée, tempèrent certains. Elle ne fonctionne pas pour tous les types de cancers, et, même lorsqu'elle est efficace, "elle peut provoquer des effets secondaires graves au début, causés par une réaction immunitaire ou par la libération de toxines par les cellules cancéreuses tuées", prévient le *New Scientist*.

Quant à Doug Olson, l'un des patients guéris et qui a décidé de rendre publique son identité, il s'est même mis à courir des semi-marathons. Il souhaite donner de l'espoir aux malades. "Si on ne peut pas guérir leur cancer aujourd'hui, il y a de bonnes chances qu'on puisse le faire dans un avenir pas trop lointain", déclare-t-il à *Nature*.

— **Courrier international**



Revue de presse

LA LETTRE  
TECH



PHILIPPE COSTE, à New York

## Les malheurs de Meta et l'odeur de la neige

Même en réalité virtuelle ou campé dans son palais hawaïen, Mark Zuckerberg a mauvaise mine. La chute vertigineuse du cours de Facebook, alias Meta, la semaine dernière, illustre son retour dans la caste des simples mortels. La montée en puissance du concurrent TikTok, le premier recul du nombre de ses abonnés, si près de passer la barre des 2 milliards, son impopularité grandissante depuis l'explosion des palabres fascinants sur Internet ont pu contribuer aux premiers signes du déclin.

Mais le **New York Times** évoque un autre crève-cœur pour l'empire de Zuckerberg: Apple, mué en ange gardien d'Internet, permet depuis avril aux propriétaires d'un iPhone de refuser l'utilisation de leurs données de connexion par les renifleurs de la publicité en ligne. Et c'est tout un business model qui s'effondre d'un coup. Meta mais aussi Snap, Twitter et Pinterest voient leur valeur chuter à Wall Street dans des proportions comparables. Google, qui n'a pas besoin des iPhone pour espionner le consommateur, raffle la mise.

### Le flair et le froid

La truffe au ras du sol, les limiers du **Washington Post** nous annoncent que l'odeur de la neige a changé. Un chercheur de Philadelphie, qui consacre sa vie à ce sujet, assure que l'hiver, un désert olfactif pour les non-initiés, dégage maintenant une senteur plus forte en raison du réchauffement planétaire, qui active les molécules organiques. La neige, si on la renifle avec passion, révèle aussi les pollutions avoisinantes. Le savant en question est capable de déceler le fumet des pesticides et des engrais azotés dans les flocons provenant du Wisconsin, productive région agricole, et de gloser avec mélancolie sur le frais parfum qui émanait de la glace dans le village suédois de son enfance.

### Livraisons garanties

La prison de Bishopville, en Caroline du Sud, est connue comme l'une des plus gangrenées par la corruption d'Amérique, mais elle figure aussi à l'avant-garde de l'innovation technologique. Les autorités de l'État, raconte **CBS News**, reconnaissent avoir saisi une quantité notable de produits illicites divers, livrés par... drones dans l'enceinte de la prison: 50 kilos de cigarettes, 7 kilos de

marijuana, 49 grammes de cocaïne, près de 900 grammes de méthamphétamine, 25 téléphones, trois revolvers, deux couteaux. Amazon n'a qu'à bien se tenir.

### Fausse recrue

Le blog **Ask a Manager**, apprécié par les dirigeants de petites entreprises, révèle l'une des conséquences inattendues du recrutement par vidéo. Il arrive parfois que la personne qui se présente au bureau pour son premier jour de travail ne soit pas celle qui a passé les entretiens d'embauche. Les candidats recourent aux services d'un tiers plus séduisant ou plus qualifié, qui a toutes les chances d'emporter l'approbation des ressources humaines, et espèrent que leurs collègues et supérieurs ne découvriront pas la supercherie. Dans l'affaire citée par le blog, le tricheur était particulièrement nul, mais il a fallu plusieurs jours de confusion, de questionnements et de conciliabules avec les services responsables de l'embauche avant que la nouvelle recrue décide d'elle-même de décamper de son poste de travail.

### Tchou-tchou sur batteries

C'est au tour des trains de marchandise de commencer leur révolution électrique. **Wired** se réjouit de l'achat par la légendaire compagnie Union Pacific, pour 100 millions de dollars, de 20 locomotives à batteries destinées à remplacer progressivement les modèles diesel polluants, dont on estime à 1000 morts et 6,5 milliards de dollars par an le coût sanitaire. Chacun de ces monstres électriques aura la puissance et l'autonomie d'une centaine de voitures Tesla Model 3 et sera associé à deux locomotives classiques pour la traction des immenses trains, assurant une baisse de 30 % de la consommation de carburant.—



SUR NOTRE SITE  
courrierinternational.com

Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La lettre tech**.

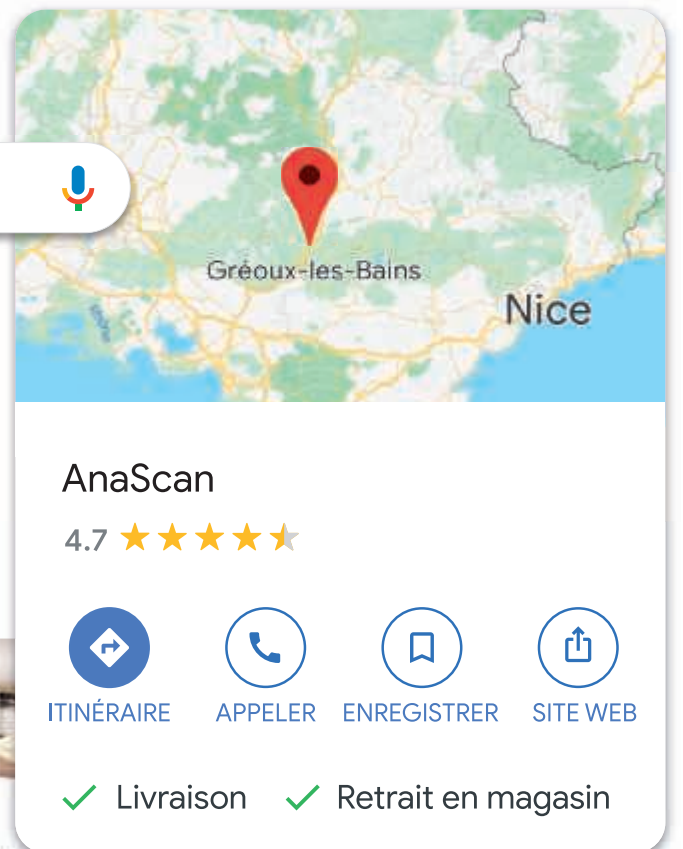
Tous les quinze jours,  
l'actualité de la Silicon  
Valley vue des États-Unis



# Depuis 10 ans, nos Ateliers Numériques accompagnent les artisans de la Région Sud comme Fatima.

 Comment se lancer sur internet 

Ça, c'est ce que se demandait Fatima, fondatrice des soins cosmétiques AnaScan à Gréoux-Les-Bains. Depuis, avec Valentin, son coach des Ateliers Numériques Google, elle a amélioré sa visibilité en ligne lors de sessions d'accompagnement, et cela sans frais. Maintenant, ses huiles essentielles bio se vendent partout en France et en Europe.



Ensemble, nous soutenons les artisans-commerçants :



Google Ateliers Numériques

ÉCONOMIE



# Les Gafam font face à une armada réglementaire

**Internet.** Enquêtes, amendes, projets de loi... De nombreux pays fourbissent leurs armes pour encadrer plus strictement les grandes entreprises technologiques.

—The Wall Street Journal New York

Les grandes entreprises de la technologie font face à la plus forte poussée réglementaire qu'on ait observée en une génération. S'il est difficile d'évaluer la portée de tout ce bruit et cette fureur, certains signes portent à croire que, pour la première fois, la Big Tech sera réellement touchée.

Des lois à l'étude en Europe, en Asie et aux États-Unis sont en passe d'encadrer étroitement la manière dont ces entreprises traitent leurs concurrents de taille plus modeste et de restreindre leur usage de l'intelligence artificielle comme la reconnaissance faciale. D'autres propositions visent à proscrire des pratiques courantes, comme la mise en avant de leurs produits dans leurs propres classements, ce qui pourrait avoir des répercussions sur le fonctionnement même de ces entreprises.

**Antitrust.** Parallèlement, les autorités chargées de la réglementation ont lancé à travers le monde des dizaines d'enquêtes liées à la concurrence et à la confidentialité des données, qui pourraient se solder, pour les géants de la tech, par de lourdes sanctions. Sont à l'étude, selon les régulateurs et certains dirigeants du secteur, des injonctions ou des règlements à l'amiable qui pourraient interrompre les flux de données transatlantiques, bloquer certains types

de publicités en ligne, retarder des modifications majeures de produits ou imposer une surveillance continue des activités.

Certes, la réglementation n'a eu pour l'heure qu'un effet limité sur les bénéfices ou les valorisations des acteurs de la Silicon Valley. La capitalisation boursière de cinq des principaux poids lourds mondiaux de la tech [Google, Amazon, Facebook-Meta, Microsoft, Apple] s'élève à 9310 milliards de dollars [8350 milliards d'euros], soit près de quatre fois plus qu'il y a cinq ans, et près de deux fois la croissance de l'indice S&P 500 [fondé sur 500 grandes sociétés cotées aux États-Unis] sur la même période.

Mais les choses pourraient bien être en train de changer. La dernière vague d'enquêtes complique d'ores et déjà la tâche des entreprises qui misaient sur une croissance par acquisitions, analyse Mark Mahaney, chez Evercore [cabinet de conseil en investissement]. En novembre, l'Autorité britannique de la concurrence et des marchés (CMA) a obligé Facebook, propriété du groupe Meta Platforms, à revendre la plateforme d'images animées Giphy, jugeant que son acquisition asséchait la concurrence entre plateformes et annonceurs britanniques. Facebook soutient au

contraire que la transaction profite au consommateur et a fait appel.

Les géants de la tech procèdent également à d'autres changements. Facebook a annoncé en novembre l'abandon de son système de reconnaissance faciale, en partie par crainte de restrictions à venir.

“On vit clairement un changement d'époque” en matière réglementaire, confie Sinéad McSweeney, vice-présidente chargée de la politique publique de Twitter. Ces dernières semaines, ajoute-t-elle, l'entreprise a dû transposer de nouvelles dispositions législatives dans au moins six pays. “On a complètement changé d'échelle.”

Google, propriété d'Alphabet, a par exemple accepté de collaborer étroitement avec l'Autorité [britannique] de la concurrence et des marchés sur la question de la suppression des cookies qui suivent les internautes à la trace sur son navigateur Chrome. Selon Kent Walker, vice-président des affaires mondiales de Google, l'entreprise planche désormais sur de nouvelles procédures de réclamation pour la suppression de contenus sur le service de vidéos en ligne YouTube, et revoit la gestion, en interne, des informations relatives aux partenaires et aux utilisateurs. Il ajoute: “Il y a une foule de choses sur la table à l'heure qu'il est. C'est un exercice complexe parce que, dans bien des cas, les délais de mise en conformité sont serrés, nous devons commencer à nous préparer aux nouvelles réglementations dès maintenant, avant même que l'encre n'en soit sèche.”

S'ils reconnaissent que le secteur a besoin d'un nouveau cadre réglementaire, les acteurs de la tech n'en combattent pas moins certaines propositions – en raison notamment de leurs répercussions potentielles. Certains dirigeants, comme Sinéad McSweeney, chez Twitter, craignent que la réglementation

**“On vit clairement un changement d'époque.”**

Sinéad McSweeney,  
VICE-PRÉSIDENTE DE TWITTER

en projet sur les contenus en ligne n'incite les entreprises à retirer les contenus qu'elles désapprouvent, entravant ainsi la liberté d'expression.

Kent Walker, de Google, redoute pour sa part que le fait de définir ce qu'est une plateforme de vente en ligne dans un seul projet de loi n'oblige l'entreprise à informer les sites web chaque fois que leur classement évolue dans le moteur de recherche, une mission quasi impossible.

De leur côté, les partisans de ce tour de vis craignent que la Big Tech ne traverse comme une fleur cette nouvelle vague de réglementations. Fondateur et directeur général de DuckDuckGo, un moteur de recherche qui a fondé son image sur

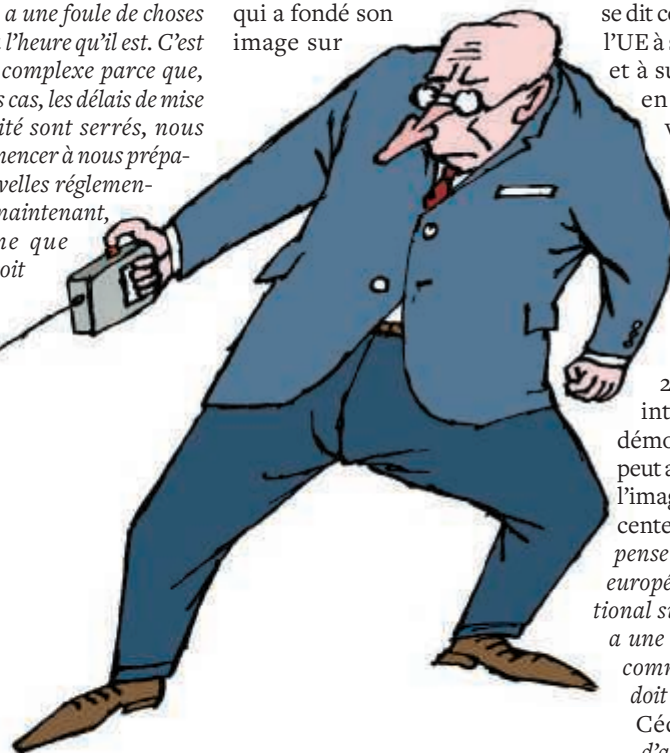
le respect de la confidentialité des données, Gabriel Weinberg estime que les trois décisions antitrust de l'Union européenne contre Google et les plus de 9 milliards de dollars [8 milliards d'euros] d'amende n'ont guère entamé les parts de marché du cadavre de la recherche en ligne – Google assure, en revanche, que le respect des décisions européennes a nécessité des changements majeurs dans son fonctionnement qui ont profité à ses concurrents.

Aujourd'hui, Gabriel Weinberg s'inquiète de voir les responsables politiques se focaliser sur l'adoption de lois au lieu de s'assurer que les organismes chargés de la réglementation ont le savoir-faire et les outils nécessaires pour mettre en œuvre les nouvelles exigences visant, par exemple, à garantir une équité de traitement entre les concurrents.

**Transatlantique.** “Je pense que des réglementations vont être adoptées. J'ai bon espoir. Même si, sur l'évolution du marché, il y a des chances que le diable se niche dans les détails.”

Les dirigeants politiques y croient. Cédric O, le secrétaire d'État chargé du numérique en France, pays qui préside le Conseil de l'Union européenne au premier semestre de cette année, se dit confiant sur la capacité de l'UE à se doter de lois efficaces et à surfer sur la dynamique en cours. Il ajoute qu'il va se rendre aux États-Unis pour défendre une réglementation transatlantique de protection de l'enfance sur les réseaux sociaux, après la publication dans le Wall Street Journal [en septembre 2021] de documents internes de Facebook qui démontraient qu'Instagram peut avoir un effet délétère sur l'image que certaines adolescentes ont d'elles-mêmes. “Je pense qu'il existe un consensus européen et sans doute international sur le fait que la Big Tech a une influence sur l'économie comme sur la démocratie et doit être réglementée, déclare Cédric O. Il y a une envie d'agir, partagée partout.”

—Sam Schechner  
Publié le 16 janvier





# au rythme de la présidentielle

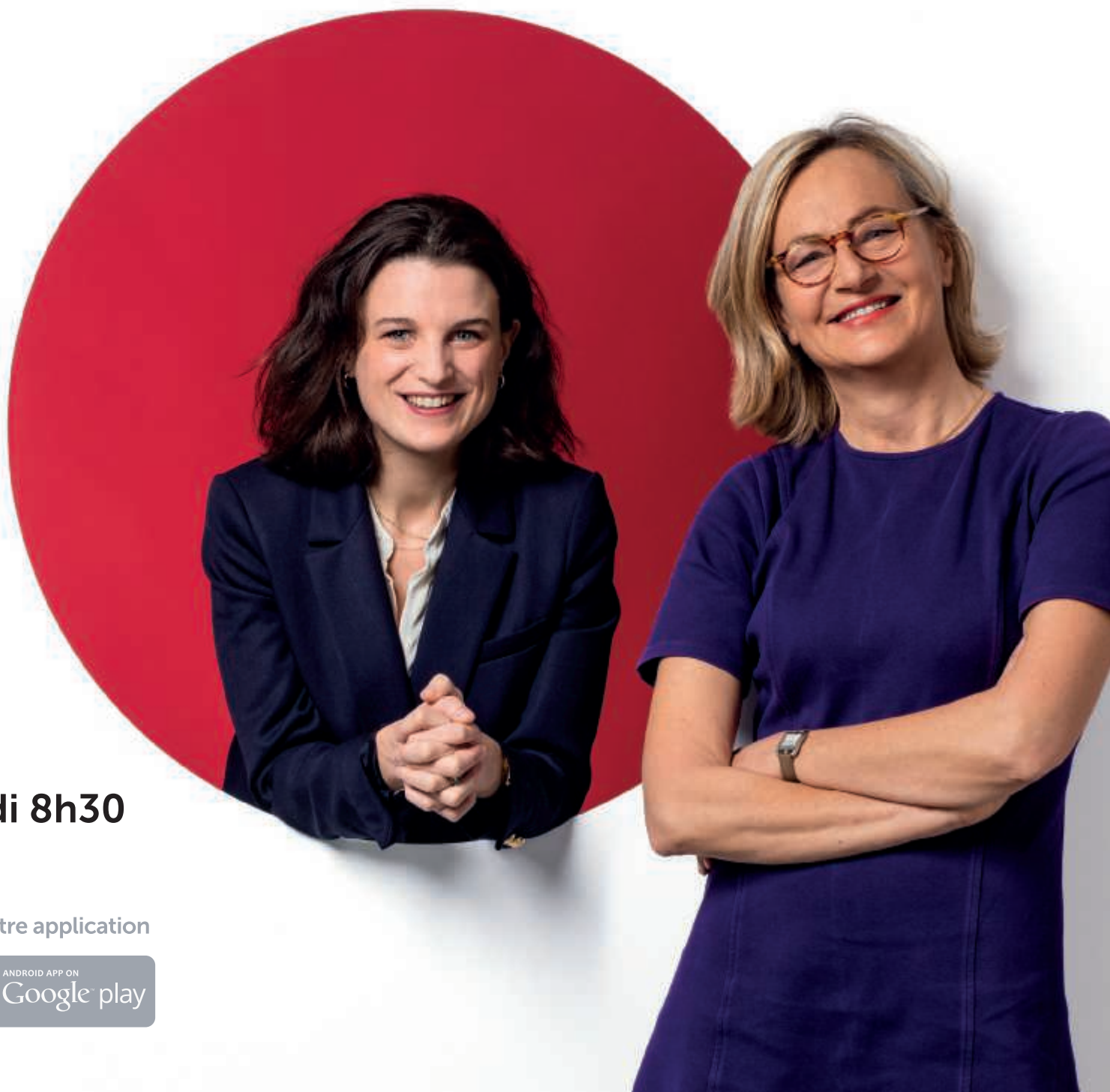
SAVOIR, COMPRENDRE, CHOISIR

**EUGÉNIE  
BASTIÉ**

Chaque mardi  
8h30

**CÉCILE  
CORNUDET**

Chaque vendredi 8h30



Écoutez Radio Classique  
en direct ou en replay sur notre application



# 360

## MAGAZINE

Des héros sud-africains méconnus • Culture ..... 46  
 La Corée, champ de bataille du streaming • Séries ... 48  
 En 1933, le putsch raté de Wall Street • Histoire ... 50

## GRACIELA ITURBIDE LE MEXIQUE ENVOÛTANT

Elle est l'une des étoiles de la photographie mexicaine, dans un pays qui ne manque pourtant pas de talents en ce domaine. Graciela Iturbide, 79 ans, est notamment connue pour ses travaux auprès des femmes amérindiennes. À Paris, la Fondation Cartier lui consacre une rétrospective à partir du 12 février. — *Revista Ñ* [extraits], Buenos Aires



L'œuvre de la photographe mexicaine Graciela Iturbide [née en 1942, à Mexico] n'a rien d'inactuel, alors même qu'elle couvre cinq décennies. Son travail de revalorisation des communautés amérindiennes, notamment, résonne encore aujourd'hui. Son univers visuel restitue les complexités du Mexique. Dans un pays où tant de photographes ont marqué cet art, Graciela Iturbide occupe sans aucun doute la première place.

Iturbide a reçu [en 2021] le prix de la contribution exceptionnelle à la photographie, dans le cadre des Sony World Photography Awards. Bon nombre de ses photos sont devenues de vrais symboles nationaux. "Un prix est

toujours une bonne incitation à poursuivre le travail", dit-elle dans l'entretien qu'elle nous a accordé depuis son atelier, à Mexico [en juin 2021, alors qu'elle préparait son exposition à Paris].

**REVISTA Ñ** Dans ce temps suspendu par la pandémie, sur quels projets travaillez-vous ?

**GRACIELA ITURBIDE** En ce moment, je classe mes archives, et je continue à imprimer certaines choses. Je vais faire une exposition à la Fondation Cartier, et on m'a demandé des tirages en couleur, ce que je ne fais que sur commande. Je n'ai jamais publié de photos couleur, je ne suis pas pour. J'avais photographié la salle de bains de Frida Kahlo en couleur, et exposé les clichés une fois à la Fondation Hasselblad [à Göteborg, en Suède], mais aujourd'hui, tout est rangé.

En ce moment, j'ai l'obsession des pierres, mais peut-être que, chemin faisant, je vais trouver autre chose... Je photographie toujours ce qui me surprend.

**Et qu'avez-vous retrouvé dans vos archives que vous aviez oublié ?**

C'est merveilleux de retrouver dans ses archives des choses qu'on avait oubliées ou dont on croyait qu'elles n'étaient pas très bonnes. Henri Cartier-Bresson [1908-2004] disait qu'il y a un instant décisif quand on prend une photo. Pour moi, il y a deux moments, celui où nous prenons la photo, évidemment, et un deuxième moment, décisif aussi, quand nous sélectionnons ce qui nous plaît, ou ce qui est en accord avec l'esprit du moment. D'un seul coup, certaines choses se détachent de vous ; ou au contraire, vous en sélectionnez que vous regretterez plus tard.

J'ai des photos de mon dernier voyage au Japon que je n'avais pas imprimées. Outre mes clichés de pierres, je pense à ceux d'un petit désert près de Kobe. Des pierres, j'en photographie ces jours-ci, en noir et blanc, pour moi-même, et d'autres en couleur pour la Fondation Cartier. Mais je ne photographie plus les gens, c'est fini... Je suis passée aux paysages, aux oiseaux, aux pierres, à la glace.



✓ *Petit taureau*. Coyoacán, 1983.  
Toutes les photos ont été prises  
au Mexique.

↓ *Saguaro*. Désert de Sonora, 1979.

↘ *Petit ange mexicain*. Chalma, 1983.

SOURCE



REVISTA Ñ

Buenos Aires, Argentine

Hebdomadaire

[clarin.com/revista-enie](http://clarin.com/revista-enie)

Fondé en 2003, *Revista Ñ* est le supplément culturel hebdomadaire, publié tous les samedis, du plus grand quotidien argentin,

*Clarín*, et appartient au groupe multimédia du même nom, le plus important du pays. S'il s'intéresse en priorité à l'actualité culturelle argentine, il va aussi bien au-delà, notamment sur les Amériques et le monde entier. Il est une référence latino-américaine en matière culturelle.



**Vous rappelez-vous quand vous avez décidé de passer aux paysages ?**

Bien sûr. D'abord parce qu'il faut explorer en soi-même et dans ce qui vous entoure. J'avais beaucoup photographié dans des communautés indigènes. Or nous avons le problème du narcotrafic, qui est très grave au Mexique, et ces mêmes communautés se sont mises à me dire : "Ne viens plus, c'est dangereux." Quand je vais dans les communautés [qui vivent dans des municipalités souvent très larges et peuplées], je suis chez les gens, je participe à leurs fêtes.

Et puis, avec la pandémie, je n'ai plus photographié que mes petits-enfants, ou des sujets qui m'inspiraient tout à coup. Je ne peux pas rester longtemps sans faire de photos, cela finit par me manquer terriblement.

Mais en définitive, c'est pour m'explorer moi-même et explorer le monde dans lequel je vis que je me suis mise à photographier des oiseaux, après que j'ai eu observé des oiseaux dans un cimetière. Ce sont des

oiseaux à l'histoire effrayante, on les appelle les oiseaux de la mort. J'ai été très impressionnée, et cela fait deux recueils de photos que je publie sur les oiseaux [dont *Des oiseaux*, disponible en français aux éditions Xavier Barral]. Et je continue avec ce que je trouve : des paysages, des objets que je n'avais jamais photographiés. Très peu de personnes, mais si un sujet m'intéresse, je le photographie et je le mets dans la boîte des portraits.

**L'une de vos séries les plus célèbres, *Juchitán de las mujeres* (1979-1989), a commencé par une invitation de Francisco Toledo [célèbre peintre et sculpteur mexicain d'origine zapotèque, 1940-2019]. Quel a été votre lien avec lui ?**

Je ne le connaissais pas. Lui, en revanche, avait vu quelques photos de moi. Ce n'est pas seulement moi qu'il a invitée [à Juchitán de Zaragoza, une ville de culture originelle zapotèque, dans la vallée d'Oaxaca, dans le

sud-est du Mexique], mais d'autres photographes, à d'autres périodes. Toujours afin de photographier sa ville, pour que, en quelque sorte, chaque photographe propose sa vision de Juchitán. À la suite de quoi nous étions censés exposer nos photos à la maison de la culture locale, pour que les gens photographiés se voient. C'était une marque de respect que de leur restituer leurs photos.

J'ai adoré cette idée de Francisco. Et j'ai eu beaucoup de chance, parce que Juchitán avait été peu photographié. Cartier-Bresson s'y était rendu dans les années 1930, et quand je l'ai vu en France, il m'a donné quelques-unes des photos qu'il avait prises à Juchitán pour qu'elles y soient exposées. Si bien qu'aujourd'hui les habitants ont dans leur patrimoine quelques photos de Cartier-Bresson. Pour ma part, j'ai été très bien accueillie à Juchitán, où Francisco était très aimé : il a aidé à y créer des bibliothèques, ainsi qu'à Oaxaca...



↑ *Magnolia avec un chapeau*. Juchitán, 1986.  
→ *Genoveva*. San Agustín Etla, 2007.

À Juchitán, vous avez rencontré les *muxes* [des hommes qui prennent l'apparence de femmes], qui incarnent une diversité sexuelle très antérieure à l'actuelle fluidité... Quand j'y étais, les *muxes* existaient, mais on ne leur donnait pas tant d'importance. C'est très naturel à Juchitán, les adolescents ont des relations soit avec les *muxes*, soit avec leurs tantes. Et c'est là qu'ils décident de leur manière de vivre.

J'ai commencé à les photographier dans les *cantinas* [cafés-restaurants], parce que c'est là qu'ils travaillaient, ils aidaient les femmes. Sur le marché, ils aident leurs mères, car les hommes ne peuvent pas y entrer, contrairement aux *muxes*. Les *muxes* sont acceptés comme nulle part ailleurs, et tous les ans ils ont leurs *velas*, des fêtes où l'on danse, où ils revêtent leurs costumes traditionnels, se parent de leurs bijoux, et proposent une nourriture délicieuse. Les choses ont beaucoup changé depuis 1979, l'année où j'y suis allée. L'état d'esprit en revanche est toujours le même. En 1979, les amies que je me suis faites là-bas n'aimaient pas vraiment que je les photographie. J'ai pu le faire grâce à Francisco Toledo et à ses amis. Désormais, elles ont des téléphones portables et passent leur temps à se prendre en photo.

**Qu'est-ce qu'elles vous ont dit quand elles ont vu les photos d'elles ?**

Elles ont adoré. Et à celles qui étaient mes amies, je leur ai apporté leur portrait et maintenant elles l'ont posé sur l'autel [de leur foyer].

Il n'était pas possible de photographier tout le monde au marché, mais il s'est produit un phénomène très impressionnant quand j'ai eu photographié la femme qui porte des iguanes sur la tête. Cette photographie est devenue



emblématique au Mexique, à tel point qu'aujourd'hui, à l'entrée du village, il y a la sculpture de *Notre-Dame-des-Iguanes*. Il y a des peintures murales d'elle à San Francisco, à Los Angeles... On trouve des broderies avec l'image que j'ai faite... Elle vit sa vie propre, elle voyage partout dans le monde. Moi, je n'ai rien à voir avec tout ça : c'est elle qui veut voyager... Je dis même que je ne vais plus l'exposer, car tout le monde la connaît, je l'aime beaucoup, mais elle peut voyager seule.

**Le fait d'être une femme vous a aidé à obtenir une telle complicité ?**

Absolument. Je n'ai jamais eu de problèmes comme photographe. Il est vrai que je ne travaille pas dans

la publicité ou dans n'importe quel domaine où je pourrais être en concurrence [avec des hommes]. J'ai toujours travaillé dans des communautés où je vis avec des femmes qui s'occupent de moi, surtout les Juchitecas. Quand je suis avec elles, je me sens en paix, parfaitement au calme, elles font une cuisine délicieuse.

Et je ne vous parle pas des hommes d'autres communautés... Les Seris (une communauté autrefois nomade qui habite dans le désert de Sonora et qui, en 1979, quand Iturbide l'a photographiée, comptait 500 personnes) vivent de la pêche, et je suis partie avec eux pêcher dans la mer de Cortés, le golfe de Californie. Je n'ai jamais eu problème avec eux, mais je ne les ai jamais non plus photographiés au téléobjectif, toujours de près pour qu'ils le sachent, et toujours avec leur autorisation. Au contraire, parce que je suis une femme, ils prennent soin de moi.

**Il y a une tradition très forte de photographes mexicaines, incluant notamment Lola Álvarez Bravo [1907-1993] et Tina Modotti [née en Italie, 1896-1942]. Quels sont vos points communs avec elles ? Quels aspects**

**Je photographie toujours ce qui me surprend.**



↑ Désert de Sonora. 1979.  
↗ Notre-Dame-des-Iguanes. Juchitán, 1979.  
↘ Autoportrait. Désert de Sonora, 1979.



#### partagez-vous dans la manière de travailler ?

Je n'ai pas travaillé avec elles, mais quand je vois leurs photos, j'ai l'impression que si. Je connais évidemment les photos de Lola Álvarez Bravo, et je l'ai connue personnellement. Je lui ai rendu visite plusieurs fois et elle a photographié Juchitán, car Toledo l'a invitée aussi.

Quant à Tina Modotti, elle était un modèle pour moi quand j'ai débuté. Même si je ne savais pas grand-chose sur son œuvre de photographe, j'avais plusieurs livres. Edward Weston [grand photographe américain, 1886-1958] avait été son maître, et cette esthétique l'a beaucoup aidée à perfectionner son langage. Quand elle est arrivée au Mexique [en 1923, avec Weston dont elle était alors



aussi l'amante et la muse], comme elle était de gauche, elle est entrée au Parti communiste et a commencé à se servir de son appareil pour photographier les manifestations, la faucille et le marteau, mais fabriqués avec du maïs. On reconnaît l'influence de Weston, même si lui n'était pas quelqu'un de politisé. Il a toujours aidé Tina, il lui achetait des appareils photos, et ils n'ont cessé de s'écrire [même après leur séparation]. Dans les archives de Weston, conservées à Tucson [en Arizona], on trouve leur correspondance. Weston a toujours été fier de Tina, même s'il n'appartenait pas au parti.

#### En parlant de maîtres, quelle a été l'influence sur votre œuvre de Manuel Álvarez Bravo [le mari de Lola Álvarez Bravo, lui-même un illustre photographe, 1902-2002] ?

Il m'a influencée dans tous les domaines, mais plus que dans la photographie, dans la vie. Nous écoutions de l'opéra le soir, il m'a raconté tant de choses sur l'époque où il était proche de ces muralistes merveilleux [Diego Rivera, José Clemente Orozco, David Siqueiros].

C'était un homme très silencieux et sérieux, très aimable. Il ne m'a jamais dit si mes œuvres étaient bonnes ou mauvaises, jamais. Il les regardait, mais ne me disait jamais rien. Et surtout, il m'a appris à être moi-même, Graciela Iturbide. Je venais d'une famille très conservatrice et le connaître a été pour moi comme de penser : "Ah ! c'est formidable ! Des gens qui pensent différemment !" Par exemple, il m'a dit un jour : "Tu sais, Graciela, c'était très beau de divorcer." "Pourquoi, maître ?" lui ai-je demandé. "Parce qu'on repart de zéro, on recommence à chercher les pièces archéologiques, les peintures, on récupère tout ce qu'on avait perdu." Et quand j'ai divorcé, je me suis dit : "Voilà, c'est parfait, j'ai ici tout ce que ce grand maître m'avait dit."

Il avait une sagesse qu'il exprimait quotidiennement, et s'il m'a aidée à me forger mon propre langage photographique, je me suis toujours efforcée de ne pas l'imiter. J'ai cherché ma propre voie grâce à lui, grâce à la manière dont il m'a formée. Je l'ai rencontré quand j'avais environ 26 ans, et grâce à ses conseils, j'ai découvert qui je suis.

#### Partenariat



#### UNE EXPOSITION EXCEPTIONNELLE

Du 12 février au 29 mai, la Fondation Cartier pour l'art contemporain, à Paris, propose "Heliotropo 37", une vaste rétrospective de l'œuvre de Graciela Iturbide. Un événement.

"Heliotropo 37" rassemble plus de 200 images que la photographe mexicaine a prises depuis les années 1970, de ses clichés les plus emblématiques à ses travaux plus récents, où l'humain s'efface devant la nature ou des objets, ainsi qu'une série en couleur réalisée spécialement pour l'occasion.

Le 17 février, à 20 heures, une rencontre est prévue avec Graciela Iturbide.

Elle s'entretiendra avec l'écrivain guatémaltèque Eduardo Halfon, auteur d'une nouvelle inédite, *Le Lac*, écrite pour le catalogue de l'exposition.

**Plus d'infos sur [fondationcartier.com](http://fondationcartier.com).**

**Courrier international est partenaire de cette exposition.**

## Notre-Dame-des-Iguanes vit sa vie et voyage seule dans le monde.

**Votre œuvre est aujourd'hui dans les musées, et les collections donnent généralement un traitement artistique au registre documentaire. Pensez-vous que la distinction entre photographie artistique et photographie documentaire a encore lieu d'être aujourd'hui ?**

La photographie relève de l'archivage. Voyez les albums ou les photos de famille que beaucoup de gens ont chez eux, accrochées aux murs, ou encore les photosculptures qu'on retrouve désormais sur les brocantes [une référence à une technique de reproduction photographique en relief, inventée par le Français François Willème en 1859-1860, et qui a eu un succès éphémère comme mode de portrait]...

La photographie est très démocratique. Il s'agit toujours d'un témoignage. Un témoignage qui peut être soit politique, soit poétique, soit artistique, que sais-je encore ? Tout dépend de qui est derrière l'objectif. On m'a dit parfois que ma photographie était très politique, mais je ne le crois pas, parce que ce n'est pas mon intention. Même si j'ai photographié des manifestations et que j'ai toujours été de gauche.

Mais ce qu'on photographie, ce sont des documents. Si les gens trouvent ce que je fais poétique ou artistique, eh bien ! libre à eux. Je suis photographe. En bien ou en mal, j'écris avec de la lumière, comme on dit.

—Propos recueillis par March Mazzei

Publié le 4 juin 2021

culture. 

# En Afrique du Sud, des rebelles et leurs idéaux

On réduit souvent l'histoire du pays à la lutte antiapartheid. La bande dessinée *All Rise* retrace le combat de héros méconnus, pionniers des luttes sociales du début du XX<sup>e</sup> siècle.

— **New Frame** Johannesburg

Compulser les archives d'un tribunal n'a rien d'une balade de santé. Les chercheurs du monde entier en connaissent les dangers psychologiques : la solitude brutale sous les néons glauques, les fantômes de vieilles injustices qui reviennent vous hanter, et l'espoir, qui vous taraude, de trouver enfin le Graal dans le prochain carton d'archives.

Heureusement Richard Conyngham, historien sud-africain installé à Mexico, ne manque pas d'endurance, que ce soit sur le plan mental ou physique. Conyngham est sorti indemne de sa plongée dans les archives du sous-sol de la Cour suprême d'appel, à Bloemfontein [dans le centre de l'Afrique du Sud] – avec dans sa besace de nombreuses affaires judiciaires ayant donné lieu à des avancées sociales.

Le résultat a donné *All Rise. Resistance and Rebellion in South Africa 1910-1948* ["Ils se levèrent tous. Résistance et rébellion en Afrique du Sud", sorti en janvier 2022 en Afrique du Sud, non traduit en français], une BD documentaire inédite sur les actions menées par des ouvriers, des commerçants, des blanchisseuses et des agriculteurs contre l'État d'avant l'apartheid [institué en 1948, ce régime de ségrégation raciale est resté en vigueur jusqu'en 1991].

Pour faire revivre ces récits de contestation sociale, Conyngham a fait appel à une équipe d'artistes exceptionnels : les frères Trantraal, Saaid Rahbeeni, Liz Clarke, Dada Khanyisa, Tumi Mamabolo ou encore Mark Modimola. "C'était un énorme défi de recruter ces artistes et de travailler avec eux. J'étais très exigeant, et je

voulais trouver des artistes qui soient reliés d'une manière ou d'une autre à l'histoire, mais pas forcément directement."

L'idée était d'exploiter le pouvoir visuel de la bande dessinée pour attirer les jeunes lecteurs et mettre en scène une période négligée de l'histoire sud-africaine. "Les archives judiciaires ont révélé le caractère incroyablement haut en couleur et explosif de cette période, rapporte Conyngham. Alors que les programmes d'histoire des écoles et des universités ne donnent pas du tout cette impression."

**Des immigrés.** Comme le note Edwin Cameron [membre retraité de la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud et autorité morale dans le pays] dans la préface d'*All Rise*, certaines de ces histoires nous rappellent que "le droit, lorsqu'il est appliqué correctement, peut produire des résultats qui sont justes, même dans les cas de grande injustice". Cela dit, Conyngham raconte ne pas avoir observé beaucoup de compassion dans les dossiers. "C'était le respect du droit qui primait pour les juges, et non l'empathie pour les personnes, constate-t-il. Les juges se montraient souvent très racistes ou sexistes, même lorsqu'ils donnaient raison aux plaignants contre l'État. Il y avait [cependant] toujours une marge de manœuvre, et certains juges étaient tellement à cheval sur le respect de la loi qu'ils rendaient parfois des décisions surprenantes. Je pense qu'Edwin Cameron a connu ce genre de situation quand il était avocat sous l'apartheid, le respect du juge pour la loi pouvait être mis à profit si vous étiez vraiment bon au prétoire."

Dans son avant-propos, Hlonipha Mokoena, historienne à l'Institut de recherche sociale et économique Wits [à Johannesburg], remarque que le fil



conducteur de toutes ces histoires est celui de la migration – presque tous les plaignants ou les défenseurs, qu'ils soient noirs, blancs ou indiens, sont des immigrés, qui se battent pour obtenir les droits accordés à (certains) citoyens. Cette lutte est toujours d'actualité, et toutes ces histoires, écrit-elle, "réaffirment les raisons pour lesquelles notre Constitution n'est pas seulement un raffinement juridique mais surtout un impératif moral".

Certains des historiens consultés par Conyngham n'ont pas été enthousiasmés par le format, déplore-t-il. "La bande dessinée est encore assez mal vue dans les milieux universitaires, en partie parce que certains se sentent mis en danger par cette forme d'expression. Au cours de mes recherches, j'ai contacté de nombreux spécialistes des sujets sur lesquels je travaillais. Certains se sont

montrés très réceptifs, d'autres pas du tout, comme s'ils ne prenaient pas – ou ne voulaient pas prendre – ce format au sérieux."

*All Rise* est né d'un projet lancé par le militant de la lutte contre le VIH et le sida Zackie Achmat, qui a embauché Conyngham comme chercheur en 2015. "C'est Zackie qui a eu l'idée de fouiner dans les archives de la Cour suprême d'appel, raconte Conyngham. Grâce à ses actions en justice, il avait découvert certains jugements obscurs du début du XX<sup>e</sup> siècle, comme celui de Rex contre Detody [1926, voir plus loin]. Nous sommes donc allés à Bloemfontein et avons fait beaucoup de photocopies. Nous sommes repartis avec les dossiers de 12 à 15 affaires, dont certaines comportaient des milliers de pages."

Conyngham a eu l'idée d'en faire un documentaire graphique, et non le livre d'histoire conventionnel prévu au départ. Avec le soutien d'Achmat, il s'est d'abord adressé à son ami André Trantraal, une star de la bande dessinée sud-africaine, avec qui il avait déjà collaboré pour illustrer un guide explicatif des enjeux de la commission O'Regan-Pikoli [2012] sur l'action de la police dans le township de Khayelitsha.

**“Les archives judiciaires ont révélé le caractère haut en couleur et explosif de cette période.”**

**Richard Conyngham,**  
HISTORIEN ET SCÉNARISTE D'ALL RISE

↳ Planches traduites en français, extraites du chapitre 4 “The Widow of Marabastad”, de Richard Conyngham, illustré par Dad Khanyisa, éditions Jacana Media.



\* NDLR : appartenant à une branche du protestantisme méthodiste.

Conyngham a écrit les scénarios lui-même, en suivant les conseils avisés des artistes lorsqu'il s'agissait de supprimer des détails superflus. La BD documentaire est parfaitement capable de transmettre toute la complexité des faits historiques, parfois plus efficacement qu'un film, en raison de la liberté radicale du dessin. Ainsi, les ouvrages réalisés par Joe Sacco, Marjane Satrapi, Art Spiegelman et Alison Bechdel ont rendu la vérité d'une réalité historique mieux qu'aucun livre en prose n'aurait pu le faire.

Mais ce format exige aussi une certaine concision narrative pour gagner en lisibilité – ce que Conyngham a réussi en déplaçant le contexte historique dans des annexes superbement conçues à la fin de chaque histoire, avec des photos des lieux, des protagonistes et de leurs lettres manuscrites.

Les Archives nationales contenaient même une mèche de cheveux d'un gréviste de la révolte du Rand de 1922, Taffy Long [Samuel Alfred de son vrai nom, un immigré gallois qui a participé à ce soulèvement de mineurs afrikaners de la région du Rand], condamné pour avoir exécuté

un informateur de la police. Les échantillons constituaient une pièce à conviction pour l'accusation, qui soutenait qu'il avait délibérément modifié la couleur de ses cheveux en utilisant du permanganate de potassium. Le procès de Long, ensuite exécuté à la prison centrale de Pretoria, est mis en scène de manière sombre et très cinématographique par Clarke dans le chapitre “Come Gallows Grim” [“À nous la potence”].

**Trait lumineux.** Dans “In the Shadow of a High Stone Wall” [“À l'ombre d'un mur”], les frères Trantraal, Nathan et André, s'attaquent à l'histoire de Jack Whittaker, un ouvrier du tramway de Johannesburg qui a déposé ses outils lors d'une grève en 1911. Au cours de l'histoire, nous faisons la connaissance de Mary Fitzgerald, une figure importante des premiers mouvements sociaux de Johannesburg [née en Irlande, elle passe pour la première femme syndicaliste de l'histoire sud-africaine]. Whittaker est accusé de possession d'explosifs. Son acquittement est une victoire, c'est surtout sa demande ultérieure de dommages et intérêts à l'État

pour détention inhumaine dans l'attente du procès qui fera date.

Le trait lumineux de Khanyisa illustre “The Widow of Marabastad” [“La Veuve de Marabastad”], récit d'une longue bataille contre les laissez-passer imposés aux femmes noires pour leurs déplacements de nuit dans le Transvaal. Ce combat a été mené par une blanchisseuse de Pretoria, Helena Detody, en 1926. Avec le soutien du Congrès indien du Transvaal [un parti politique aujourd'hui disparu], elle porte son combat pour le droit de se déplacer librement jusqu'à la Cour suprême de Bloemfontein. Le triomphe de Detody garantit la libre circulation des femmes noires au Transvaal pendant vingt ans.

Mamabolo a dessiné “A House Divided” [“Une maison divisée”] sur la confrontation en 1922 entre August Mokatle, le chef des Bafokeng [une ethnie du nord-ouest du pays], et son *lekgotla*, ou conseil de tribu. Les conseillers de Mokatle, en partie inspirés par les idées démocratiques d'un révérend jamaïcain noir qui s'était installé à Phokeng, Kenneth Spooner, avaient rejeté son autorité. Malgré le témoignage passionné de [l'écrivain et

militant] Solomon Plaatje dans la salle d'audience pour défendre les rebelles et leurs idéaux, le département des affaires indigènes remporte le procès et les bannit – ce qui ouvrira la voie aux gouvernements fantoches des bantoustans et à la disparition des formes précoloniales de démocratie tribale.

Dans “Until the Ship Sails” [“Tant que l'ancre n'est pas levée”], Rahbeeni illustre l'histoire de Mahomed Chotabhai, un jeune Indien de 15 ans qui se voit interdire de rester en Afrique du Sud avec son père, un commerçant de Johannesburg, à la suite des mesures discriminatoires prises par le gouvernement de Jan Smuts [au pouvoir de 1919 à 1924 et de 1939 à 1948] contre les travailleurs indiens. À l'époque, un certificat d'enregistrement avait été mis en place pour les travailleurs indiens dans le Transvaal – dans une volonté de surveiller les nouveaux arrivants – et avait déclenché une campagne de mobilisation – les Indiens brûlèrent leurs certificats – et l'affaire Chotabhai fut reprise par Gandhi.

— Carlos Amato

Publié le 26 novembre 2021

plein écran.



## La Corée, nouveau champ de bataille du streaming

Le colossal succès de la série *Squid Game* a précipité la ruée des grandes plateformes de streaming sur les productions sud-coréennes. Avec quelles répercussions sur le marché et les acteurs locaux ?

—Hankyoreh (extraits) Séoul

Netflix avait pourtant connu un démarrage plutôt mou en Corée du Sud. La plateforme de streaming n'y comptait qu'entre 60 000 et 80 000 abonnés début 2017, soit un an après son lancement dans ce pays – où les chaînes câblées avaient alors le vent en poupe grâce à des frais de souscription très abordables. Puis, la sortie en exclusivité sur son site, en juin 2017, du film *Okja* (coproduit par Netflix), du cinéaste coréen Bong Joon-ho, a fait grimper le nombre d'abonnés à 300 500 en deux semaines. Avec la série coréenne *Kingdom*, celui-ci est passé de 1,27 million à 2 millions entre décembre 2018 et janvier 2019.

Fin 2018, Disney a annoncé le lancement de sa propre plateforme, Disney+, en même temps que sa décision de retirer tous ses produits [du catalogue] de la société concurrente. Pour se préparer au choc, Netflix a augmenté la mise pour produire ses "programmes originaux", dont *Squid Game* qui, l'an dernier, a prouvé au monde entier l'énorme potentiel des séries sud-coréennes.

Véritable phénomène, cette série dramatique aurait été vue par quelque 140 millions de personnes dans le monde entier. Elle est arrivée en tête des visionnages au moins une fois dans 83 pays. Une vingtaine de jours après son lancement, le cours en Bourse de Netflix [cotée au Nasdaq américain] a atteint un niveau qu'il n'avait jamais connu. L'acteur O Yeong-su [qui incarne le joueur 001 dans *Squid Game*] vient de recevoir le Golden Globe du meilleur acteur dans un second rôle.

Au vu du succès mondial de *Squid Game* et d'autres produits culturels sud-coréens, il n'est pas étonnant que le pays soit en train de devenir un champ de bataille pour les plateformes de streaming internationales. À l'heure actuelle, en Corée du Sud rivalisent une dizaine d'entreprises dont les américaines Netflix, Disney+, Apple TV+, bientôt rejointes par HBO Max. En novembre 2021, Apple TV+ a proposé en programme de démarrage la série *Dr. Brain*, dans laquelle joue Lee Sun-kyun, un des acteurs principaux de *Parasite*, autre film de Bong Joon-ho [Palme d'or du Festival de Cannes en 2019, oscar du meilleur film en 2020].

Est également attendue en mars prochain, sur la même plateforme, la série *Pachinko* [tirée de l'œuvre éponyme, la saga d'une famille coréenne au Japon, de la romancière américaine d'origine coréenne Min Jin Lee, traduite en français aux éditions Charleston] avec Youn Yuh-jung, oscar de la meilleure actrice dans un second rôle pour *Minari* (de Lee Isaac Chung, 2020). De son côté, Disney+, qui tente de dépasser Netflix, a investi quelque 50 milliards de won [environ 37 millions d'euros] dans la production de *Moving*, série tirée d'une bande dessinée du Coréen Kang Full, qui met en scène des jeunes dotés de pouvoirs surnaturels.

**Concours de scénarios.** Quant aux services de streaming coréens Tving, Wavve ou Watcha, ils investissent eux aussi dans la production pour faire face à ces géants, mais aussi à de nouveaux concurrents locaux comme Coupang Play ou Kakao TV. En 2020, Watcha a eu l'idée d'organiser un concours de scénarios. Quelque 600 manuscrits ont été reçus lors de la première édition. Toujours en quête de nouvelles idées, la plateforme a repéré en janvier 2021, sur une chaîne YouTube, le *web drama Jojosso* [qui raconte la vie d'une petite entreprise]. Après avoir cofinancé la deuxième saison, Watcha est devenu le principal producteur de la série à partir de la saison 4, récemment dévoilée. "Nous aimons aider les auteurs qui proposent de bonnes idées. Telle est notre stratégie pour réussir en cette période de concurrence croissante, avec l'arrivée de sociétés étrangères sur le marché", explique la direction.

Par ailleurs, les produits culturels coréens ne semblent pas reconnus à leur juste valeur, compte tenu du grand succès de certains d'entre eux sur les plateformes internationales. D'après le site américain d'information économique *Business Insider*, avec un coût de production de 21,4 millions de dollars [environ 19 millions d'euros], *Squid Game* aurait rapporté 900 millions [presque 800 millions d'euros] à Netflix. "Au prix de quelque 2,4 millions de dollars [2,1 millions d'euros] par épisode, *Squid Game* représente un retour sur investissement très intéressant comparé à *The Crown* ou à *Stranger Things* [d'autres productions exclusives de la plateforme], dont le coût de chaque épisode s'élève respectivement à 13 millions [11,6 millions d'euros] et 12 millions de dollars [10,7 millions d'euros]", affirme le site. Certes, les Coréens produisent des émissions de qualité à un coût relativement peu élevé, mais ils ne tirent pas les bénéfices mérités du grand succès de certaines d'entre elles. Un professionnel coréen s'en plaint: "C'est un problème dont on parle depuis que la Corée du Sud approvisionne les plateformes internationales. C'est Netflix qui gagne de l'argent grâce à notre travail."

Mais, à terme, la situation pourrait rendre certaines maisons de production plus

↙ Une scène de *Pachinko*. Cette série sud-coréenne sera sur Apple TV+ à partir du 25 mars. Photo Apple TV+

puissantes que les plateformes. "Autrefois, la procédure pour exporter des produits culturels coréens était très compliquée. Mais *Squid Game* a montré de quoi les Coréens étaient capables dans ce domaine. Nous allons pouvoir choisir nous-mêmes les plateformes. *Squid Game* était surtout une bonne affaire pour Netflix, mais ça devrait nous servir de tremplin pour déployer tous nos talents", déclare un autre professionnel. Selon lui, les Coréens sortent également gagnants de ces succès grâce à la renommée désormais internationale de certains réalisateurs, acteurs et producteurs.

Les débats portent aussi sur les stratégies à adopter pour maintenir cette compétitivité à long terme. Les idées et les capitaux constituent évidemment deux éléments clés. Même pour les séries dramatiques à petit budget comme *Work Later, Drink Now*

**Des professionnels du secteur se plaignent que Netflix capte les recettes tirées de leur travail.**

[l'histoire de trois jeunes femmes grandes consommatrices d'alcool], lorsque celles-ci ont du succès, faire des saisons supplémentaires coûte beaucoup plus cher car les participants demandent une revalorisation de leur cachet. Si l'on ajoute à cela la multiplication des plateformes, qui fait monter les prix des différents produits, certains craignent que trop de compétition ne tue le marché.

En Corée, même les chaînes de télévision traditionnelles commencent à investir l'argent qu'elles réservaient jusque-là à la production de séries pour la diffusion télévisuelle dans le développement de plateformes. Des voix s'élèvent pour demander une réflexion collective sur de nouveaux modèles économiques et un système plus durable. Autre nécessité vitale : le renouvellement en matière de concepts et de techniques de réalisation, également souvent évoqué pour répondre à la croissance ultrarapide du marché.

—Nam Ji-un  
Publié le 15 janvier

**SOURCE**



**HANKYOREH**

Séoul, Corée du Sud

Quotidien, 600 000 ex.

hani.co.kr

Le quotidien "Un seul peuple" a été créé en 1988, lorsque le pays est sorti de la dictature en vigueur depuis la fin de la guerre de Corée, en 1953. Se réclamant du peuple, de la démocratie et de la réunification des deux Corées, il est classé à gauche.



histoire. 

# Le putsch raté de Wall Street contre Roosevelt

États-Unis — 1933

En plein marasme économique, l'élection de ce président jugé trop à gauche inquiète les milieux d'affaires américains, qui complotent pour le renverser.



—The Guardian (extraits) Londres

➤ Franklin Roosevelt lors de son discours d'investiture, le 4 mars 1933, à Washington.  
Photo Keystone/Getty Images

Le plan élaboré par Donald Trump pour tenter de renverser son successeur, démocratiquement élu, ne devait rien à l'impulsion ni à l'improvisation. Il s'inspirait directement d'un précédent méconnu de l'histoire des États-Unis : le "putsch de Wall Street", ourdi en 1933 contre Franklin Roosevelt, élu depuis peu.

En 1933, les États-Unis touchent le fond – quatre ans ont passé depuis le krach de 1929, le chômage frappe 16 millions de personnes, plus de 5000 banques ont fait faillite, et des centaines de milliers de familles n'ont plus de toit.

Un tel désespoir économique alimente l'inquiétude et la peur. Politiciens exaltés et suprémacistes blancs s'emploient à nourrir la paranoïa ambiante en agitant les spectres du communisme, d'un complot mondial ou de la menace intérieure. Les populistes attaquent Roosevelt à coups de refrains au vitriol marqués par l'antisémitisme et le fascisme, reprenant aussi à leur compte le slogan "America First", forgé par le magnat des médias William Randolph Hearst.

Le 4 mars 1933, plus de 100000 personnes sont rassemblées à Washington pour la cérémonie d'investiture de Roosevelt. On redoute des émeutes dans plusieurs grandes villes. Sur le parcours, l'armée a placé des mitrailleuses et des tireurs d'élite. La capitale américaine ne s'était pas barricadée ainsi depuis la guerre de Sécession.

Les mesures audacieuses du New Deal de Roosevelt exaspèrent les puissants banquiers, capitaines d'industrie et magnats de Wall Street, qui redoutent de voir leur fortune personnelle menacée par des dépenses publiques débridées.

Dans ce climat d'intrigues et de machinations, et tandis qu'ailleurs dans le monde arrivent au pouvoir des dictateurs charismatiques à l'image de Hitler et de Mussolini, l'hostilité

envers Roosevelt dégénère en haine déclarée. Pour nombre d'intellectuels et d'hommes d'affaires américains, le nazisme et le fascisme sont des modèles dont les États-Unis peuvent s'inspirer. La montée de Hitler et la prise du pouvoir par les nazis, qui terrifient tant de peuples européens, font vibrer une corde sensible chez certaines élites américaines, en particulier auprès des antisémites tels Charles Lindbergh ou Henry Ford.

J. P. Morgan Jr, l'un des hommes les plus riches du pays, a accordé un prêt de 100 millions de dollars au gouvernement de Mussolini. Le banquier se refuse aussi à payer l'impôt sur le revenu et cherche à fédérer ses pairs contre Roosevelt.

**Les conjurés avaient tout ce qu'il faut pour réussir une révolution : des hommes, des armes, de l'argent.**

Dès lors, quand Smedley Darlington Butler, général des marines à la retraite, dit avoir été recruté par un groupe de financiers de Wall Street pour mener contre Roosevelt un coup d'État fasciste à l'été 1933, on ne le prend pas à la légère. Ce héros de la Première Guerre mondiale est un soldat modèle et une idole pour les anciens combattants, qui constituent une énorme base électorale aux États-Unis.

Selon le témoignage qu'il fera par la suite devant le Congrès, Butler a été approché par un courtier en obligations, membre par ailleurs de l'American Legion [une association d'anciens combattants, fondée en 1919], du nom de Gerald MacGuire. Ce dernier lui a assuré que le coup de force avait le soutien de l'American Liberty League, une organisation constituée par des hommes d'affaires en réaction à la victoire de Roosevelt à la présidentielle, qui s'est donné pour mission de prêcher auprès du gouvernement "le

nécessaire respect des droits des individus et de la propriété privée". Parmi ces hommes d'affaires figurent J. P. Morgan, Robert Sterling Clark (membre de la riche famille propriétaire de la marque de machines à coudre Singer), ainsi que les PDG de General Motors ou encore de l'entreprise d'agroalimentaire General Foods.

Le plan du putsch prévoit que Butler fasse marcher sur Washington une véritable armée d'anciens combattants, financée à hauteur de 30 millions de dollars par des géants de Wall Street et directement équipée en armes à feu par la société Remington, pour chasser du pouvoir Roosevelt et toutes les personnalités susceptibles d'assurer l'interim à la présidence. L'objectif est d'instaurer une dictature fasciste soutenue par une armée privée de 500000 anciens militaires.

Selon les explications fournies par MacGuire à Butler, le coup d'État a été envisagé après la sortie du dollar de l'étalon-or, en avril 1933 : les plus grandes fortunes du pays se sont alors senties menacées, craignant que l'inflation ne s'envole et mette en péril leur capital. À en croire Butler, le complot était organisé à l'instigation d'un groupe fort d'un patrimoine total de 40 milliards de dollars (l'équivalent de 800 milliards actuels) et prêt à dépenser 300 millions dans l'opération, notamment pour rémunérer les anciens combattants. Les conjurés avaient tout ce qu'il faut pour remporter une guerre ou réussir une révolution : des hommes, des armes, de l'argent.

C'est Butler lui-même qui déjoue la tentative de putsch en la dénonçant à John Edgar Hoover, le patron du FBI, qui lui-même en fait part à Roosevelt. Quant à savoir si le "putsch de Wall Street" a jamais été une vraie menace pour la présidence de Roosevelt, nul ne peut le dire aujourd'hui encore.

—Sally Denton  
Publié le 11 janvier

**EUROPE MATIN 6H30-9H**

**DIMITRI PAVLENKO**

**Écouter**

L'INTERNATIONAL,  
LA SOCIÉTÉ, LA CULTURE,  
L'ÉCONOMIE, LA POLITIQUE,  
LES ENJEUX D'AUJOURD'HUI  
ET DE DEMAIN.



FLASHEZ POUR ÉCOUTER  
EN PODCAST

**LE POUVOIR DE L'ÉCOUTE**

**Europe 1**

# NOUVELLE GAMME JEEP® 4xe HYBRIDE RECHARGEABLE

## PLUS LIBRE QUE JAMAIS



Jeep® déploie ses motorisations 4xe hybrides rechargeables sur toute sa gamme : Renegade, Compass et maintenant Wrangler. Cette nouvelle technologie vous permet de rouler au quotidien en tout électrique et en mode hybride lors de vos longs déplacements privés et professionnels. À l'heure où Jeep® se réinvente, soyez plus libre que jamais.

### À DÉCOUVRIR CHEZ VOTRE DISTRIBUTEUR JEEP® OU SUR JEEP.FR

**Renegade MY22 4xe hybride rechargeable** : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 2,1-1,8 ; consommations d'énergie électrique (kWh/100 km) : 16,6-15,5 ; émissions de CO<sub>2</sub> valeur combinée pondérée (g/km) : 47-41 ; autonomie en mode électrique en ville (km) : 56-52. **Compass MY22 4xe hybride rechargeable** : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 2,1-1,8 ; consommations d'énergie électrique (kWh/100 km) : 16,8-16,1 ; émissions de CO<sub>2</sub> valeur combinée pondérée (g/km) : 48-44 ; autonomie en mode électrique en ville (km) : 54-51. **Wrangler MY22 4xe hybride rechargeable** : consommations mixtes combinées de carburant (l/100 km) : 4,1-3,5 ; consommations d'énergie électrique (kWh/100 km) : 26,9-29,1 ; émissions de CO<sub>2</sub> combinées pondérées (g/km) : 94-79 ; autonomie en mode électrique en ville (km) : 53-45. Valeurs mesurées selon la procédure WLTP (Règlement (UE) 2018/1832), mises à jour le 13/05/2021 ; les dernières valeurs à jour seront disponibles auprès de votre Distributeur Agréé. Les valeurs de consommations et d'émissions de CO<sub>2</sub> sont communiquées à des fins de comparaison, les valeurs communiquées peuvent ne pas refléter les valeurs réelles. **There's only one = Seule Jeep® est unique.**

**Jeep®**  
THERE'S ONLY ONE